

ANNEXE 4 – SAINT-KITTS-ET-NEVIS

TABLE DES MATIÈRES

1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	241
1.1 Évolution économique récente	241
1.1.1 Économie réelle	241
1.1.2 Politique budgétaire	244
1.1.3 Balance des paiements, politique monétaire et politique de taux de change	248
1.2 Tendances et structure du commerce des marchandises et des services	249
2 CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET D'INVESTISSEMENT	253
2.1 Cadre général	253
2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale	254
2.3 Accords et arrangements commerciaux.....	254
2.3.1 OMC	254
2.3.2 Accords commerciaux régionaux	257
2.3.2.1 OECO	257
2.3.2.2 CARICOM.....	257
2.3.2.3 APE CARIFORUM-UE	258
2.3.2.4 APE CARIFORUM-Royaume-Uni	259
2.3.2.5 Autres accords.....	259
2.3.2.6 Accords non réciproques	260
2.4 Régime d'investissement	260
3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE.....	265
3.1 Mesures visant directement les importations	265
3.1.1 Procédures douanières, documentation et enregistrement.....	265
3.1.2 Évaluation en douane	267
3.1.3 Règles d'origine.....	268
3.1.4 Droits de douane et autres impositions à l'importation	268
3.1.4.1 Structure des droits NPF appliqués	269
3.1.4.2 Consolidations tarifaires	273
3.1.4.3 Avantages tarifaires et allègements fiscaux.....	273
3.1.4.4 Préférences tarifaires.....	274
3.1.5 Autres prélèvements et impositions	275
3.1.6 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation	279
3.1.7 Mesures contingentes	281
3.1.7.1 Mesures antidumping et compensatoires	281
3.1.7.2 Mesures de sauvegarde	283
3.2 Mesures visant directement les exportations.....	283
3.2.1 Documentation, taxes et restrictions à l'exportation	283
3.2.2 Subventions à l'exportation, financement, soutien et promotion des exportations.....	284
3.3 Mesures visant la production et le commerce.....	285
3.3.1 Mesures d'incitation et aides.....	285

3.3.2 Normes et règlements techniques	290
3.3.3 Mesures sanitaires et phytosanitaires.....	293
3.3.4 Politique de la concurrence et questions réglementaires	296
3.3.4.1 Politique de la concurrence	296
3.3.4.2 Contrôle des prix	296
3.3.5 Entreprises publiques	297
3.3.6 Marchés publics	297
3.3.7 Droits de propriété intellectuelle.....	299
3.3.7.1 Aperçu général	299
3.3.7.2 Marques	300
3.3.7.3 Brevets	300
3.3.7.4 Indications géographiques.....	301
3.3.7.5 Droit d'auteur.....	301
3.3.7.6 Moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle	302
4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR	304
4.1 Agriculture	304
4.2 Secteur manufacturier.....	307
4.3 Services.....	307
4.3.1 Principales caractéristiques	307
4.3.2 Services financiers	308
4.3.2.1 Services bancaires et services d'assurance onshore.....	310
4.3.2.1.1 Secteur bancaire	310
4.3.2.1.2 Assurance	312
4.3.2.2 Services financiers offshore	313
4.3.3 Télécommunications et autres communications électroniques	316
4.3.4 Transport aérien et aéroports	320
4.3.5 Transport maritime et ports	322
4.3.6 Tourisme	324
4.3.7 Autres services offshore.....	325
5 APPENDICE – TABLEAUX	327

GRAPHIQUES

Graphique 1.1 Commerce des marchandises par section de la CTCI, 2014 et 2021	250
Graphique 3.1 Répartition des taux de droits NPF, 2020	270

TABLEAUX

Tableau 1.1 Principaux indicateurs économiques, 2014-2021	241
Tableau 1.2 Comptes budgétaires du gouvernement central, 2014-2021	245

Tableau 1.3 Balance des paiements, 2014-2021	248
Tableau 1.4 Commerce des services, 2014-2021	251
Tableau 2.1 Notifications à l'OMC, 2014-septembre 2022.....	255
Tableau 2.2 Engagements relevant des catégories B et C pris par Saint-Kitts-et-Nevis dans le cadre de l'Accord sur la facilitation des échanges, et dates de mise en œuvre, 2022	256
Tableau 3.1 Taxes sur le commerce international et les transactions internationales, 2014-2021.....	269
Tableau 3.2 Structure du tarif douanier de Saint-Kitts-et-Nevis, 2013 et 2022	270
Tableau 3.3 Saint-Kitts-et-Nevis: Lignes soumises à des droits spécifiques (des listes A et C) et taux de droits, 2022	271
Tableau 3.4 Analyse succincte des droits NPF appliqués par Saint-Kitts-et-Nevis, 2022	272
Tableau 3.5 Produits alimentaires exonérés de la TVA depuis 2015	277
Tableau 3.6 Produits assujettis aux droits d'accise, 2021	278
Tableau 3.7 Prohibitions et restrictions à l'importation telles qu'elles sont spécifiées dans la quatrième annexe de la Loi douanière, articles 103 1) et 2) et 104 1) à 3)	279
Tableau 3.8 Adhésion aux traités relatifs à la propriété intellectuelle administrés par l'OMPI, 2022	300
Tableau 4.1 Statistiques relatives aux télécommunications, 2016-2020.....	319
Tableau 4.2 Statistiques relatives au tourisme 2015-2021	324

ENCADRÉS

Encadré 1.1 Mesures de soutien mises en œuvre pour contrer les effets de la pandémie de COVID-19	250
--	-----

TABLEAUX DE L'APPENDICE

Tableau A1. 1 Exportations de marchandises visibles, par section de la CTCI, 2014-2021	327
Tableau A1. 2 Importations de marchandises visibles, par section de la CTCI, 2014-2021.....	328
Tableau A1. 3 Exportations et réexportations de marchandises, par section de la CTCI, 2014-2021.....	329
Tableau A1. 4 Importations de marchandises, par section de la CTCI, 2014-2021.....	330

1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1.1 Évolution économique récente

1.1.1 Économie réelle

1.1. Saint-Kitts-et-Nevis est une économie à revenu intermédiaire à élevé. Le PIB par habitant a culminé à 22 531 USD en 2019, avant de baisser à cause de la forte récession provoquée par la pandémie de COVID-19. Il s'élevait à près de 18 000 USD en 2020.

1.2. L'économie de Saint-Kitts-et-Nevis est fortement tributaire des services, en particulier le tourisme et les services financiers, bien que le pays dispose également d'un modeste secteur manufacturier. En général, les services représentent la plus grande part du PIB; cette part était de 75% en 2021 aux prix courants. La même année, la construction a représenté 17,4% du PIB, le secteur manufacturier 4,7%, l'agriculture 0,7%, et l'eau et l'électricité 1,2%.¹ Le tourisme est l'activité dominante au chapitre de l'emploi et des recettes en devises ainsi qu'en termes de contribution directe et indirecte au PIB. Parmi les autres activités de services qui contribuent au PIB, on citera la banque et l'assurance, le commerce de gros et de détail, le transport et les services assurés par les administrations publiques. La part de l'agriculture est restée stable pendant la période considérée (y compris l'élevage et la sylviculture) (tableau 1.1). Le secteur n'a cessé de reculer après l'effondrement de l'industrie du sucre, et l'augmentation de la production d'autres cultures n'a pas suffi à compenser cette baisse (section 4.1).

Tableau 1.1 Principaux indicateurs économiques, 2014-2021

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ^a	2020 ^a	2021 ^a
PIB (millions de XCD courants)	2 574	2 584	2 721	2 860	2 908	2 991	2 388	2 324
PIB (millions d'USD courants)	953	957	1 008	1 059	1 077	1 108	884	861
Croissance du PIB réel (variation en %)	7,6	0,7	3,9	0,0	2,1	4,0	-14,5	-0,9
PIB par habitant (USD)	19 872	19 863	20 806	21 763	22 020	22 531	17 953	17 531
PIB par activité économique (% du PIB courant)								
Agriculture, élevage et sylviculture	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Cultures	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Bananes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Noix muscades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres cultures	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Élevage	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	0,4	0,4	0,3	0,5	0,5	0,4	0,8	1,0
Industries extractives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2
Industries manufacturières	6,9	6,5	5,7	5,4	5,4	5,5	5,1	4,7
Sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	6,9	6,5	5,7	5,4	5,4	5,5	5,1	4,7
Électricité et eau	1,1	1,1	1,1	0,9	1,0	1,0	1,2	1,2
Électricité	0,6	0,7	0,7	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7
Eau	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Construction	13,3	14,9	17,6	19,8	18,0	18,7	16,7	17,4
Commerce de gros et de détail	6,0	5,9	6,1	5,6	6,0	5,9	5,7	5,7
Hôtellerie et restauration	9,1	8,4	8,0	8,1	8,4	8,1	3,7	2,9
Hôtellerie	8,9	8,2	7,8	7,9	8,2	7,9	3,6	2,9
Restauration	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Transports, entreposage et communications	9,8	10,1	9,4	9,8	10,0	10,3	10,5	8,9
Transport et entreposage	6,2	6,0	5,6	6,1	6,3	6,7	5,8	4,2
Transport routier	3,7	3,2	2,9	3,1	3,4	3,7	3,2	2,2
Transport maritime	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport aérien	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités annexes et auxiliaires des transports	2,5	2,8	2,5	2,9	2,8	3,0	2,5	1,9
Communications	3,6	4,1	3,9	3,7	3,7	3,6	4,7	4,8
Intermédiation financière	6,9	7,4	7,2	6,8	6,8	6,6	6,9	7,3
Banques	5,1	5,6	5,3	4,9	4,9	4,7	5,0	5,3

¹ Le total n'est pas égal à 100% car il faut soustraire les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM), qui correspondent au total des revenus de la propriété à recevoir par les intermédiaires financiers, moins le total des intérêts à payer.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ^a	2020 ^a	2021 ^a
Assurances	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9
Activités auxiliaires de l'intermédiation financière	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1
Immobilier, location et activités de services fournis aux entreprises	9,8	10,0	9,1	8,7	8,8	8,8	10,3	10,5
Logements occupés par leurs propriétaires	4,5	4,4	4,2	4,0	3,9	3,9	4,9	5,1
Activités immobilières	3,8	3,9	3,0	2,9	3,0	2,9	3,5	3,6
Location de machines et d'équipement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Informatique et activités connexes	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Services fournis aux entreprises	1,3	1,4	1,5	1,4	1,6	1,7	1,6	1,6
Administration publique, défense et sécurité sociale obligatoire	7,8	8,1	8,7	8,4	8,5	8,7	10,7	10,9
Enseignement	11,2	9,6	10,0	10,2	10,4	10,0	11,2	11,7
Public	2,5	2,3	2,5	2,5	2,4	2,5	3,0	3,1
Privé	8,7	7,2	7,5	7,7	7,9	7,6	8,1	8,6
Santé et services sociaux	2,1	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3	2,8	2,9
Publics	1,6	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6	2,0	2,1
Privés	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Autres services collectifs, services sociaux et services à la personne	1,8	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8	2,2	2,3
Ménages privés employant du personnel domestique	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Moins: SIFIM	1,1	1,0	1,0	0,9	1,0	1,0	1,1	0,8
Valeur ajoutée brute aux prix de base	86,0	86,5	87,2	88,3	87,9	88,0	87,6	87,9
Plus: impôts sur les produits	14,0	13,5	12,8	11,7	12,1	12,0	12,4	12,1
Moins: subventions sur les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Main-d'œuvre (personnes)	..	..	22 146	..	..	..	..	..
Taux de participation de la main-d'œuvre (%)	..	..	74,9	..	..	..	..	..
Emploi (personne)	..	..	21 697	..	..	..	..	..
Taux d'emploi de l'ensemble de la population (%)	..	..	73,4	..	..	..	..	..
Taux de chômage (%)	..	..	2,0	..	..	..	..	..
Emploi par branche de production (%)								
Agriculture, sylviculture et pêche	..	..	2,5	..	..	..	..	..
Industries extractives	..	..	0,0	..	..	..	..	..
Industries manufacturières	..	..	7,7	..	..	..	..	..
Distribution d'électricité, de gaz et d'eau	..	..	1,9	..	..	..	..	..
Construction	..	..	9,7	..	..	..	..	..
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules à moteur et de motocycles	..	..	11,9	..	..	..	..	..
Transports, entreposage et communications	..	..	5,3	..	..	..	..	..
Services d'hébergement et de restauration	..	..	10,3	..	..	..	..	..
Activités financières et d'assurance	..	..	4,3	..	..	..	..	..
Immobilier, location et activités de services fournis aux entreprises	..	..	8,5	..	..	..	..	..
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	..	..	15,8	..	..	..	..	..
Enseignement	..	..	11,2	..	..	..	..	..
Santé et activités d'action sociale	..	..	4,4	..	..	..	..	..
Autres activités de services collectifs, services sociaux et services à la personne	..	..	3,2	..	..	..	..	..
Activités des ménages privés employant du personnel domestique	..	..	1,1	..	..	..	..	..
Non indiqué	..	..	2,3	..	..	..	..	..
Prix, monnaie et taux d'intérêt								
Inflation (% , fin de période)	-0,5	-2,4	0,0	0,8	-0,8	-0,8	-1,2	1,9
Inflation (% , moyenne pour la période)	0,2	-2,3	-0,7	0,7	-1,0	-0,3	-1,2	1,2
Masse monétaire (M1) (croissance en %)	11,7	7,1	-9,0	-0,5	-2,1	14,7	-7,9	-2,2
Exigibilités monétaires (M2) (croissance en %)	14,2	2,7	-4,2	-3,4	-1,7	5,1	-1,3	-2,4
Taux d'intérêt créditeur (%)	2,5	2,1	1,9	1,8	1,7	1,7	2,0	1,9
Taux d'intérêt débiteur (%)	8,6	8,5	8,6	8,4	8,1	7,9	7,0	6,8
<i>Pour mémoire:</i>								
Population (personnes)	48 011	48 252	48 493	48 735	48 978	49 221	49 319	..

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ^a	2020 ^a	2021 ^a
Exportations de biens et de services (% du PIB, prix courants)	63,9	57,5	51,8	50,7	59,2	61,3	36,7	..
Importations de biens et de services (% du PIB, prix courants)	55,1	57,0	57,2	54,4	57,5	59,2	48,0	..
Taux de change (XCD pour 1 USD)	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
Taux de change effectif réel (indice)	99,7	102,3	102,5	101,0	97,0	96,6	93,8	88,5

.. Non disponible.

a Données préliminaires.

Source: Département de la statistique, Ministère du développement durable de Saint-Kitts-et-Nevis; Banque centrale des Caraïbes orientales (ECCB); et Fonds monétaire international (FMI).

1.3. Saint-Kitts-et-Nevis dispose d'un modeste secteur manufacturier, qui présente une importance économique en tant que source d'investissement et d'emploi. Ce secteur comprend essentiellement: i) des produits de l'industrie légère comme les boissons (bière, malt, rhum, eau embouteillée et autres boissons non alcooliques), dont la production est destinée au marché intérieur, et ii) des industries qui assemblent des composants électriques/électroniques et fabriquent des filtres électroniques pour le secteur des télécommunications, principalement destinés à être exportés aux États-Unis. Le secteur manufacturier est celui qui contribue le plus aux exportations de produits d'origine nationale. Saint-Kitts-et-Nevis reste le premier exportateur de composants électroniques à destination des États-Unis parmi les pays de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO). Il emploie environ 7,7% de la population active, d'après les dernières informations disponibles (données pour 2016). Le secteur de la construction s'est rapidement développé pendant la période considérée et a gagné des parts de marché à mesure que l'investissement dans de nouveaux établissements hôteliers, logements et projets du secteur public augmentait.

1.4. La part moyenne estimée du secteur touristique dans le PIB a baissé, tombant de 8,1% en 2019 à seulement 2,9% en 2021, en raison des effets négatifs de la pandémie de COVID-19. Le secteur s'est légèrement redressé en 2022, mais sa part reste inférieure au niveau d'avant la pandémie. Le tourisme est le plus grand employeur du secteur privé: selon les estimations, il absorbe 10,3% de la population active occupée (données de 2016).

1.5. Après que son PIB a augmenté de plus de 7% en 2014, l'économie de Saint-Kitts-et-Nevis est entrée dans une phase de croissance relativement plus lente entre 2015 et 2018, période pendant laquelle la croissance du PIB a fluctué entre 0,7% et 3,9%. En 2019, le PIB a progressé d'environ 4,2% avant de subir une forte contraction en 2020, estimée par la Banque centrale des Caraïbes orientales (ECCB) à 14,5%. Après le fléchissement économique sans précédent de 2020, l'activité est restée faible en 2021, car la pandémie de COVID-19 et les mesures d'endiguement associées ont continué de peser sur l'économie. Les estimations de l'ECCB indiquent une baisse de 3,9%, due à la diminution enregistrée dans les principaux secteurs de l'économie. Selon ces estimations, la valeur ajoutée dans le secteur des services d'hôtellerie et de restauration aurait baissé de 23,5% en 2021, ce qui s'explique par une plus grande baisse du nombre de visiteurs, en partie due aux restrictions en matière de voyages et aux mesures d'endiguement imposées pour contenir la propagation du virus de la COVID-19. Cela a eu des effets négatifs sur l'appui aux secteurs tels que le transport, l'entreposage et la communication, ainsi que le commerce de gros et de détail, qui auraient ainsi baissé de 16,0% et 2,7%, respectivement, selon les estimations.²

1.6. La baisse de l'activité économique en 2021 a été cependant compensée par l'évolution positive de certains secteurs. Plus précisément, on estime que la valeur ajoutée des secteurs de la pêche d'une part, et de l'agriculture, l'élevage et la sylviculture d'autre part, a augmenté de 25,0% et 8,3%, respectivement, grâce à la poursuite des investissements publics. La valeur ajoutée de l'intermédiation financière, de l'administration publique et de la construction, entre autres, a également augmenté.³

1.7. Grâce à la reprise du tourisme et du secteur de la construction, ainsi qu'à l'augmentation des investissements, le gouvernement a estimé que la croissance du PIB serait de 10,3% en 2022 et de 12,4% en 2023. Les projets d'investissement peuvent bénéficier d'incitations liées à l'impôt sur le

² ECCB (2022), *2021 Annual Economic and Financial Review: Saint Christopher (St Kitts) and Nevis*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/documents/19#>.

³ ECCB (2022), *2021 Annual Economic and Financial Review: Saint Christopher (St Kitts) and Nevis*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/documents/19#>.

revenu, à la TVA et aux droits d'importation au titre de la Loi sur les petites entreprises, de la Loi (réformée) sur les incitations fiscales, de la Loi sur l'aide à l'hôtellerie et de la Loi sur le développement des centres de villégiature spéciaux. Les flux d'investissements bénéficient également des prescriptions en matière d'investissement du Programme d'acquisition de la citoyenneté par l'investissement (CBI). Le FMI prévoit une croissance du PIB de 10% en 2020 et de 4,2% en 2023.⁴

1.8. Selon le FMI, il est encore possible de renforcer la croissance de la productivité, la compétitivité économique et le capital humain. Les réformes peuvent stimuler la croissance de la productivité et la compétitivité des exportations, notamment en utilisant le Programme CBI pour attirer des investissements hors du seul secteur touristique, en améliorant les compétences grâce à des programmes de formation ciblés, en faisant mieux correspondre le système éducatif aux besoins du marché du travail, et en facilitant l'accès des petites entreprises au crédit, notamment grâce à des réformes favorisant l'utilisation de capitaux mobiliers comme garantie de prêt.⁵

1.9. Pendant la majeure partie de la période allant de 2014 à 2019, comme mesuré par l'indice des prix à la consommation (IPC), l'inflation a atteint des valeurs négatives. Cela s'est poursuivi en 2020, lorsqu'à cause de la faible demande, l'IPC a augmenté de 1,2%. En 2021, cependant, suivant les tendances internationales, à savoir la hausse des cours des produits de base et les pénuries d'approvisionnement, des pressions inflationnistes sont apparues, et l'IPC a augmenté de 1,2% en moyenne pour se situer, à la fin de l'année, à un niveau supérieur de 1,9% à celui de la fin de l'année 2020. Ces pressions inflationnistes étaient dues à l'augmentation des prix des transports (6,8%), du logement, des services publics, du gaz et des combustibles (0,5%) et de l'alimentation et des boissons non alcooliques (0,1%).⁶

1.1.2 Politique budgétaire

1.10. C'est au Ministre des finances qu'il incombe d'élaborer et de mettre en œuvre la politique budgétaire à Saint-Kitts-et-Nevis. Dans la mesure où le pays n'a pas de politique monétaire indépendante en raison de la monnaie commune et du rattachement du taux de change au dollar des États-Unis, la politique budgétaire est le principal outil utilisé au niveau national par les autorités pour contrecarrer les effets des chocs extérieurs et stabiliser les revenus. L'Assemblée de l'île de Nevis a le pouvoir d'élaborer les lois concernant le financement des prêts et des dons ainsi que la planification et le développement économiques de Nevis.

1.11. Les recettes fiscales représentaient environ 18,8% du PIB en 2021. Elles restent fortement tributaires des taxes frappant le commerce extérieur, qui représentaient environ 5% du PIB en 2021. La même année, la part des recettes recouvrées au titre de la TVA était d'environ 5,1% du PIB. Pendant la période considérée, les recettes extrafiscales ont fortement augmenté et constituaient en 2021 la principale source de recettes, à hauteur de 27,6% du PIB. Les recettes provenant du Programme CBI (voir la description à la section 2) ont représenté la plus grande source de revenus en 2021, soit 23,7% du PIB.

1.12. Pendant la période considérée, Saint-Kitts-et-Nevis a continué de s'employer à améliorer ses comptes budgétaires et a enregistré un excédent du compte courant chaque année de la période (tableau 1.2). Les comptes primaires et les comptes généraux étaient excédentaires tous les ans, sauf en 2020, en raison du plan de reprise qu'il a fallu mettre en place à la suite de la récession provoquée par la pandémie de COVID-19 (voir ci-dessous).

1.13. Un programme d'ajustement budgétaire visant à réaliser d'importants excédents budgétaires primaires est en place depuis maintenant plus d'une dizaine d'années. En plus de parvenir à une situation budgétaire durable et d'engager une restructuration de la dette, ces réformes budgétaires visaient à réduire sensiblement le poids du service de la dette et à contribuer à ramener la dette publique à 60% du PIB à l'horizon 2020, conformément à l'objectif fixé par l'Union monétaire des Caraïbes orientales (ECCU), qui a été atteint plus tôt que prévu. Cependant, à cause des effets

⁴ FMI, *Saint-Kitts-et-Nevis*. Adresse consultée: <https://www.imf.org/fr/Countries/KNA>.

⁵ FMI (2021), *St Kitts and Nevis: Staff Report for the Article IV Consultation*, FMI, *Country Report* n° 21/236. Adresse consultée: <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/10/28/St-Kitts-and-Nevis-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-500804>.

⁶ ECCB (2022), *2021 Annual Economic and Financial Review: Saint Christopher (St Kitts) and Nevis*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/documents/19#>.

négatifs de la pandémie (augmentation des dépenses et forte contraction du PIB), la part de la dette publique en pourcentage du PIB a encore augmenté en 2020 et 2021. D'après les estimations du FMI, en 2021, elle aurait représenté 60,8% du PIB.⁷ Cet objectif n'a cependant pas été atteint en raison de la contraction économique et de l'augmentation des dépenses découlant de la pandémie. Il a donc été révisé, et aujourd'hui, le gouvernement a pour objectif de ramener la part de la dette publique à 60% d'ici à 2035.

Tableau 1.2 Comptes budgétaires du gouvernement central, 2014-2021

(% du PIB aux prix du marché)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes courantes	34,5	34,3	28,1	26,2	36,6	36,6	33,4	46,3
Recettes fiscales	18,4	19,6	18,3	17,4	18,5	18,5	18,8	18,8
Impôts sur les biens et services	9,0	8,1	7,4	6,8	6,9	7,1	7,5	7,2
dont: licences	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
Droits de timbre	1,8	1,6	1,3	0,9	0,8	1,0	1,0	1,1
Taxe sur la valeur ajoutée	6,3	5,5	5,1	5,0	5,1	5,0	5,4	5,1
Impôts sur le revenu et sur les bénéfices	3,9	5,2	4,9	4,9	5,6	5,6	5,4	5,9
Taxes foncières	0,6	0,8	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,7
Taxes sur le commerce extérieur et les transactions internationales	4,9	5,5	5,5	5,0	5,4	5,4	5,4	5,0
dont: redevance pour services douaniers	1,6	1,7	1,6	1,5	1,6	1,6	1,6	1,5
Recettes non fiscales	16,1	14,7	9,8	8,9	18,1	18,2	14,6	27,6
dont: Programme d'acquisition de la citoyenneté par l'investissement	12,6	11,3	6,4	5,5	14,3	14,8	11,3	23,7
Recettes en capital	1,3	0,4	0,2	0,3	1,2	0,3	0,5	0,8
Dons	2,7	2,2	3,3	3,0	2,0	2,1	3,5	3,1
Dépenses courantes	24,1	24,7	23,8	22,8	26,4	27,4	32,4	33,1
Marchandises et services	6,2	6,5	5,1	5,2	7,5	7,3	8,6	8,5
Paiement des intérêts	3,0	1,8	1,6	1,4	1,3	1,2	1,3	1,2
Paiement d'intérêts intérieurs	2,4	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9
Paiement d'intérêts extérieurs	0,6	0,6	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3
Émoluments du personnel	10,0	10,0	10,8	10,2	10,6	10,7	12,8	13,8
Transferts et subventions	4,9	6,4	6,3	6,0	6,9	8,2	9,7	9,5
Dépenses en capital	5,0	5,6	4,1	4,8	10,4	11,1	7,5	9,9
Dépenses en capital et prêts nets	5,0	6,4	3,3	4,8	10,4	11,1	7,5	9,9
Solde des opérations courantes	10,4	9,6	4,3	3,4	10,2	9,2	1,0	13,3
Solde primaire (dons compris)	12,4	7,5	6,1	3,2	4,3	1,8	-1,1	8,4
Solde global (dons compris)	9,4	5,7	4,5	1,8	3,0	0,6	-2,5	7,2
Total des financements	-9,4	-5,7	-4,5	-1,8	-3,0	-0,6	2,5	-7,2
Financements nationaux	-6,2	1,0	-2,6	-0,9	-2,2	-0,1	3,2	-6,7
Banques commerciales	2,7	-31,9	-1,7	1,0	-5,9	1,1	9,9	-7,5
ECCB	0,8	2,9	-0,9	-0,1	-0,4	1,6	-0,4	1,7
Autres	-9,7	30,0	0,0	-1,8	4,1	-2,8	-6,4	-0,9
Financement extérieur	-3,2	-6,7	-2,0	-0,8	-0,8	-0,4	-0,7	-0,5
Arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source: Banque centrale des Caraïbes orientales (ECCB).

1.14. Après plusieurs années d'excédent, un déficit global de 58,9 millions de XCD, soit 2,5% du PIB, a été enregistré en 2020, en raison d'une augmentation des dépenses et d'une baisse des recettes due à la récession engendrée par la pandémie et les mesures mises en place pour lutter contre ces effets. Ces mesures sont présentées dans l'encadré 1.1. Les premières mesures ont été appliquées en 2020 et d'autres ont été mises en place par la suite dans le cadre du budget de 2021.⁸

1.15. Les opérations budgétaires du gouvernement sont redevenues excédentaires en 2021. Un excédent de plus de 168,3 millions de XCD, soit 7,2% du PIB, a été enregistré. Selon les estimations, les recettes courantes auraient augmenté de 36,3% pour atteindre 1 087,6 millions de XCD (46,3% du PIB), et les recettes extrafiscales auraient augmenté de 85,3%, ce qui s'explique principalement par le fait que les recettes liées au Programme CBI aient plus que doublé. Cependant, les autorités estiment que la pandémie de COVID-19 a continué de peser sur les recettes fiscales, qui ont diminué

⁷ FMI (2021), IMF Country Report n° 21/236. Adresse consultée: <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/10/28/St-Kitts-and-Nevis-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-500804>.

⁸ Ministère des finances (2021), *St Christopher and Nevis, Budget Address 2021*. Adresse consultée: <https://www.mof.gov.kn/wp-content/uploads/2021/01/2021-Budget-Address.pdf>.

de 1,9% pour tomber à 440,6 millions de XCD, bien en deçà des niveaux qu'elles atteignaient avant la pandémie. Les dépenses n'ont augmenté que de 0,3%, passant à 776,3 millions de XCD (33,1% du PIB). Cela a entraîné une hausse de l'excédent courant, qui a atteint 311,4 millions de XCD, soit 13,3% du PIB, contre 24,3 millions (1,0% du PIB) en 2020. Les dépenses en capital ont augmenté de 30%, passant à 233,3 millions de XCD (9,9% du PIB).⁹

Encadré 1.1 Mesures de soutien mises en œuvre pour contrer les effets de la pandémie de COVID-19

Les autorités de Saint-Kitts-et-Nevis ont mis en place un certain nombre de mesures de soutien pour aider la population et les entreprises à faire face aux conséquences négatives de la pandémie, notamment l'interruption totale de certaines des principales activités économiques, dont le tourisme.

En 2020, le Ministère des finances a notamment mis en œuvre les mesures suivantes:

- Versement d'un soutien des revenus allant jusqu'à 1 000 XCD par mois pour les travailleurs touchés, par l'intermédiaire de l'Office de la sécurité sociale.
- Injection de 10 millions de XCD pour stimuler la production agricole et améliorer la sécurité alimentaire.
- Versement de fonds supplémentaires à l'appui du Programme de lutte contre la pauvreté.
- Fourniture de ressources supplémentaires pour capitaliser le Fonds de paiement pour la cessation de service.
- Versement de 30 millions de XCD de prêts hypothécaires aux citoyens par l'intermédiaire de la Banque de développement de Saint-Kitts-et-Nevis.
- Moratoire sur le paiement des hypothèques détenues par la Société nationale du logement (NHC) et la Banque de développement de Saint-Kitts-et-Nevis.
- Moratoire sur le paiement des services d'électricité fournis par les compagnies d'électricité de Saint-Kitts (SKELEC) et de Nevis (NEVLEC) d'avril à juin 2020.
- Report du paiement de l'impôt foncier de juin à septembre 2020.
- Réduction, d'avril à décembre 2020, de 33% à 25% du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés des entreprises maintenant au moins 75% de leurs effectifs.
- Réduction, d'avril à décembre 2020, de 50% (de 4% à 2%) du taux de la taxe pour les entreprises non constituées en sociétés.
- Dispense du paiement de la consommation d'eau d'avril à décembre 2020 par les particuliers touchés par la pandémie de COVID-19.
- Dispense du paiement de la consommation d'eau par les agriculteurs pendant 9 mois (d'avril à décembre 2020).
- Suppression de la TVA et des droits d'importation sur les articles d'hygiène supplémentaires, tels que les désinfectants pour les mains, les désinfectants en aérosol, l'alcool à friction et les gants en latex, et suppression des droits d'importation et des redevances pour services douaniers sur certains produits alimentaires pendant 9 mois.
- Poursuite du Programme "Nouveau départ", et injection de 5 millions de XCD pour permettre aux petites et moyennes entreprises de financer leurs projets commerciaux.
- Fourniture de ressources financières supplémentaires au Ministère de la santé.
- Fourniture de ressources financières supplémentaires au Ministère de l'éducation.
- Fourniture de ressources financières supplémentaires au Ministère de la sécurité nationale.

En 2021, le pays a adopté les mesures suivantes, ou poursuivi leur mise en œuvre:

- Suppression, jusqu'en juin 2021, de la TVA et des droits d'importation sur les articles d'hygiène supplémentaires tels que les désinfectants pour les mains, les distributeurs de désinfectant pour les mains, les lingettes désinfectantes, l'alcool à friction, les gants, les masques et les blouses de protection.
- Suppression, jusqu'à juin 2021, des droits d'importation et des redevances pour services douaniers sur les légumes, les fruits, les jus de fruits, les préparations pour le rhume et la toux et les vitamines.

⁹ ECCB (2022), *2021 Annual Economic and Financial Review: Saint Christopher (St Kitts) and Nevis*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/documents/19#>.

<ul style="list-style-type: none"> • Dispense du paiement de la consommation d'eau jusqu'à juin 2021 pour les particuliers licenciés par des entreprises ou dont les revenus ont baissé en raison de la pandémie de COVID-19.
<ul style="list-style-type: none"> • Réduction, jusqu'en juin 2021, de 24% du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés des entreprises maintenant au moins 75% de leurs effectifs.
<ul style="list-style-type: none"> • Réduction, jusqu'en juin 2021, de 50% (de 4% à 2%) du taux de la taxe pour les entreprises non constituées en sociétés.
<ul style="list-style-type: none"> • Injection de 5 millions de XCD supplémentaires en 2 ans pour stimuler la production dans le secteur agricole et améliorer la sécurité alimentaire de la Fédération, portant le montant total des mesures de relance à 15 millions de XCD pour le secteur agricole.
<ul style="list-style-type: none"> • Dispense du paiement de la consommation d'eau par les agriculteurs jusqu'en juin 2021.
<ul style="list-style-type: none"> • Versement de 3 millions de XCD de plus que le montant prévu dans les estimations de 2020 à l'appui du Programme de lutte contre la pauvreté.
<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture de ressources supplémentaires d'environ 7 millions de XCD afin de capitaliser davantage le Fonds de paiement pour la cessation de service en 2021 et de faciliter le paiement des indemnités de licenciement à leur échéance.

Source: Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis, *Budget Address 2022*. Adresse consultée: <https://www.sknis.gov.kn/wp-content/uploads/2022/01/Budget-Address.pdf>.

1.16. D'après l'analyse de la mise en œuvre de ces mesures par les autorités, à la fin du mois de novembre 2020, l'Office de la sécurité sociale avait versé un soutien des revenus d'une valeur de 22,6 millions de XCD. À la même date, 28,4 millions de XCD avaient été versés dans le cadre du Programme de lutte contre la pauvreté. Le gouvernement a également dépensé 14 millions de XCD supplémentaires pour la santé, l'éducation et la sécurité nationale, et 6,5 millions de XCD ont été investis dans le secteur agricole. D'après le Ministère des finances, le montant total des exemptions fiscales et des taxes différées dépassait les 26 millions de XCD. En 2021, le gouvernement a prorogé la période de mise en œuvre de certains éléments du plan de relance jusqu'en juin 2021. Davantage de ressources ont été consacrées au Programme de lutte contre la pauvreté pour répondre aux besoins des ménages dont les revenus sont passés sous le seuil de 3 000 XCD par mois à cause de la pandémie de COVID-19. En novembre 2021, le gouvernement avait dépensé 86,2 millions de XCD dans le cadre du Programme depuis sa création, en décembre 2018. Environ 6,1 millions de XCD ont été dépensés pour soutenir directement les ménages touchés par la COVID-19. En 2021, quelque 8 millions de XCD ont été versés aux bénéficiaires du Programme de soutien des revenus.¹⁰

1.17. Les autorités estiment que la stratégie mise en place par le gouvernement pour faire face aux effets économiques de la pandémie a favorisé la relance et que, dès le deuxième semestre de 2021, l'économie du pays montrait déjà des signes de reprise.¹¹

1.18. Après avoir augmenté en 2020, le montant total décaissé au titre de l'encours de la dette du secteur public a baissé de 2,0% pour s'établir à 1 590,3 millions de XCD (67,8% du PIB) à la fin du mois de décembre 2021.

1.19. Le FMI a noté que Saint-Kitts-et-Nevis bénéficiait d'une situation budgétaire solide au début de la pandémie de COVID-19, après avoir enregistré des excédents budgétaires pendant plus d'une décennie. Une grande partie des recettes du Programme CBI a été épargnée, ce qui a permis de faire tomber la dette publique sous le seuil de 60% du PIB et de favoriser l'accumulation d'importants dépôts par le gouvernement. Le FMI estime que l'application efficace des mesures a permis de réduire le coût humain de la pandémie, mais qu'il y a eu de graves répercussions économiques. Les exonérations fiscales, les reports de paiement, les mesures d'incitation et les indemnités de chômage accordés aux travailleurs assurés touchés par la pandémie, parallèlement aux mesures temporaires, comme les moratoires sur les prêts, visant à répondre aux besoins de liquidités, ont permis d'atténuer efficacement les effets de la pandémie sur le système financier. Cette dernière a cependant entraîné une forte baisse du PIB et créé le premier déficit budgétaire de l'État depuis 2010, qui a été financé en puisant d'importantes sommes dans les dépôts.¹²

¹⁰ Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis, *Budget Address 2022*. Adresse consultée: <https://www.sknis.gov.kn/wp-content/uploads/2022/01/Budget-Address.pdf>.

¹¹ Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis, *Budget Address 2022*. Adresse consultée: <https://www.sknis.gov.kn/wp-content/uploads/2022/01/Budget-Address.pdf>.

¹² FMI (2021), IMF Country Report n° 21/236. Adresse consultée: <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/10/28/St-Kitts-and-Nevis-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-500804>.

1.1.3 Balance des paiements, politique monétaire et politique de taux de change

1.20. Le compte courant de la balance des paiements de Saint-Kitts-et-Nevis est généralement déficitaire. Les importations de marchandises dépassent largement les exportations et l'excédent tiré des services, bien que considérable, ne suffit pas à combler la différence. Même s'ils sont importants (sauf en 2014, année où un petit excédent a été enregistré), les déficits du compte courant ont grandement fluctué durant la période considérée, allant de 7% à 12,5%. La balance du commerce des marchandises affiche habituellement un important déficit, les importations étant presque 10 fois supérieures aux exportations en valeur (tableau 1.3). Le solde du compte des services est largement positif, grâce aux recettes tirées du tourisme et du Programme CBI (tableau 1.4). Les déficits du compte courant ont été en grande partie financés par d'importants transferts de capitaux.

Tableau 1.3 Balance des paiements, 2014-2021

(Millions d'USD)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
1. Compte courant	3,0	-79,7	-123,7	-111,8	-59,2	-25,0	-78,5	-61,0
1.A Marchandises et services	82,3	4,2	-52,3	-37,1	16,4	-4,0	-49,4	-32,7
1.A.a Biens	-233,6	-276,2	-310,0	-303,2	-328,5	-315,1	-262,4	-251,6
Exportations	56,7	34,3	24,4	29,2	26,5	34,6	28,4	26,6
Importations	290,3	310,4	334,3	332,4	355,0	349,8	290,8	278,2
1.A.b Services	315,9	280,3	257,6	266,2	344,9	311,1	213,0	218,9
Exportations	528,6	496,4	478,9	476,1	571,4	563,7	354,7	381,9
Importations	212,7	216,1	221,2	209,9	226,5	252,6	141,8	163,0
1.B Revenus primaires	-67,6	-64,8	-58,7	-48,9	-47,1	-22,5	-13,9	-19,9
1.B.1 Rémunération des salariés	9,2	9,0	9,5	9,2	10,1	10,4	11,6	10,3
1.B.2 Revenu des investissements	-76,8	-73,8	-68,1	-58,1	-56,9	-32,9	-25,5	-30,3
1.B.2.1 Investissements directs	-80,5	-77,4	-70,9	-63,0	-63,9	-40,3	-29,9	-34,6
1.B.2.2 Investissement de portefeuille	4,0	7,4	6,2	6,7	7,3	4,4	5,5	5,4
1.B.2.3 Autres investissements	-0,2	-3,8	-3,4	-1,9	-0,3	3,0	-1,0	-1,0
1.B.3 Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0
1.C Revenus secondaires	-11,8	-19,1	-12,7	-25,8	-28,6	1,5	-15,2	-8,3
1.C.1 Administration générale	5,7	0,0	10,6	-3,0	-4,2	10,4	0,7	0,0
1.C.2 Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-17,0	-18,9	-23,1	-22,5	-24,0	-8,4	-15,6	-8,0
1.C.3 Ajustement pour variation des droits à pension	-0,4	-0,2	-0,2	-0,3	-0,4	-0,4	-0,3	-0,3
2. Compte de capital	80,1	49,9	48,6	44,2	52,8	57,3	42,8	78,3
2.2 Transferts de capitaux	80,1	49,9	48,6	44,2	52,8	57,3	42,8	78,3
2.2.1 Administration générale	14,0	3,8	18,6	20,2	19,2	8,0	3,1	5,2
2.2.2 Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	66,1	46,1	30,0	24,0	33,6	49,3	39,7	73,1
Prêts nets (+)/emprunts nets (-) (balance des opérations courantes et des opérations en capital)	83,0	-29,8	-75,1	-67,6	-6,5	32,3	-35,7	17,3
3. Compte financier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets (+)/emprunts nets (-) (balance des opérations financières)	61,2	-77,0	-100,2	-61,5	-16,4	50,5	-57,8	2,4
3.1 Investissements directs	-151,3	-133,2	-124,4	-42,1	-11,5	-36,2	-10,0	-43,3
3.2 Investissement de portefeuille	39,9	63,8	39,6	37,1	10,2	113,5	40,9	-8,1
3.3 Produits financiers dérivés (hors réserves) et options d'achat d'actions des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4 Autres investissements	144,3	30,9	-47,8	-100,5	-13,4	-17,8	-98,1	89,7
3.4.2 Monnaie et dépôts	90,4	-48,4	-189,5	-101,4	-11,1	-6,8	-86,9	95,5
3.4.3 Prêts	45,0	56,1	33,0	-0,5	2,6	-8,3	0,1	5,4
3.4.4 Régimes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,4	-0,1	0,6	-0,3	-0,6	2,9	2,4	0,0
3.4.5 Crédits commerciaux et avances	-9,3	16,1	3,0	4,0	-3,0	-2,1	7,3	-3,8
3.4.6 Autres comptes à recevoir/à payer	17,7	7,2	105,1	-2,3	-1,3	-3,5	-21,0	9,3
3.4.7 Droits de tirage spéciaux (accroissement net des passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,8
3.5 Avoirs de réserve	28,3	-38,5	32,4	44,1	-1,7	-9,1	9,4	-35,9
3.5.2 Droits de tirage spéciaux	1,2	-0,5	-1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	17,1

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
3.5.3 Situation des réserves au FMI	0,0	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4 Autres actifs de réserve	27,1	-38,0	32,4	44,1	-1,6	-9,1	9,4	-53,0
Erreurs et omissions nettes	-21,9	-47,2	-25,1	6,2	-10,0	18,2	-22,2	-14,9
<i>Pour mémoire</i>								
Compte courant en % du PIB (%)	0,3	-8,3	-12,3	-10,5	-5,5	-2,3	-8,9	-7,0

Source: Statistiques en ligne de l'ECCB. Adresse consultée: <http://www.eccb-centralbank.org>.

1.21. Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas de politique monétaire indépendante. Le pays est membre de l'ECCU. Le Conseil monétaire de l'ECCB est responsable de la politique monétaire pour l'ensemble de l'OECO, y compris deux territoires qui ne sont pas Membres de l'OMC (Anguilla et Montserrat). Le taux de change maintenu par l'ECCB est indexé sur le dollar EU, au taux de 2,70 XCD pour 1 USD.

1.22. Après avoir baissé au cours de certaines années passées, les passifs entrant dans la masse monétaire au sens large (M2) ont augmenté de 8,9% pour s'établir à 3 017,1 millions de XCD à la fin de l'année 2021. Cela s'explique par une augmentation des dépôts en monnaie nationale, des dépôts en devises et de la monnaie en circulation. Les demandes de paiement internes (crédit) ont augmenté de 2,8%, atteignant 631,9 millions de XCD à la fin de l'année 2021, soit plus du double des demandes enregistrées ces cinq dernières années.¹³

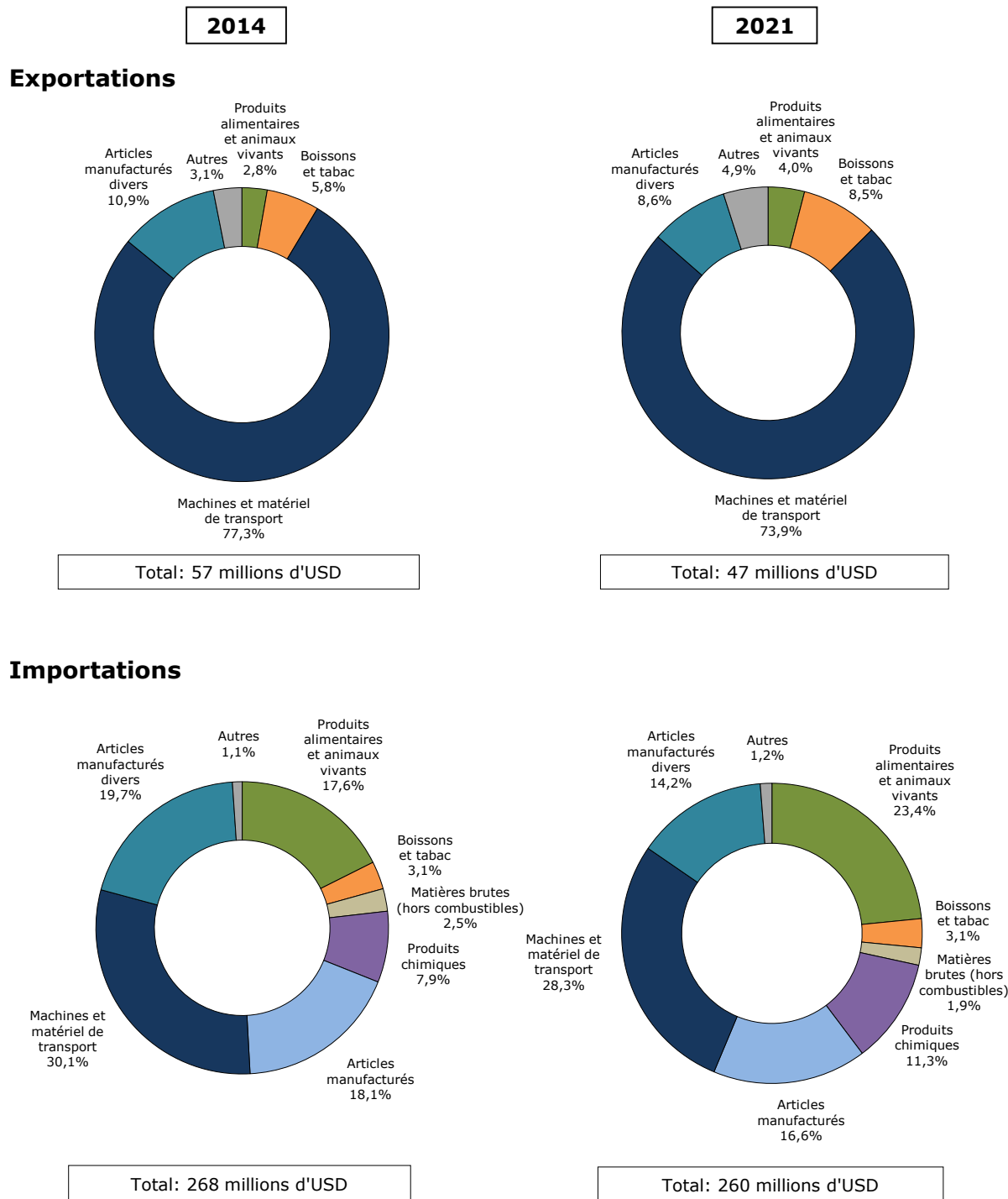
1.2 Tendances et structure du commerce des marchandises et des services

1.23. Les exportations de marchandises sont limitées et dominées par quelques produits manufacturés. Les produits tels que les interrupteurs, relais, fusibles et condensateurs électriques (CTCI 7) représentaient environ 74% du total des exportations en 2021, les boissons 8,5% et les autres articles manufacturés 8,6% (tableau A1. 1). Les exportations de produits agricoles représentaient 4% du total des exportations. Les importations étaient composées à 23,4% de denrées alimentaires et d'autres produits agricoles; les importations de machines et de matériel de transport représentaient quelque 28,3% des importations totales en 2021, et les autres articles manufacturés (CTCI 6 et 8) 14,2% (tableau A1. 2 et graphiques 1.1 et 1.2).

1.24. Les États-Unis, qui restent le principal partenaire commercial de Saint-Kitts-et-Nevis, étaient en 2021 la destination de quelque 80% des exportations et l'origine d'environ deux tiers des importations. On ne disposait pas de données exactes par partenaire commercial pour le présent examen. Le deuxième partenaire commercial par ordre d'importance est la Trinité-et-Tobago, suivie par le Royaume-Uni, Antigua-et-Barbuda et d'autres pays de l'OECO, la Jamaïque et le Canada.

1.25. Saint-Kitts-et-Nevis enregistre un excédent commercial dans le secteur des services, principalement en raison des recettes touristiques (voyages et transports), mais aussi des exportations de services financiers (tableau 1.4). En raison des effets négatifs de la pandémie de COVID-19, les exportations de services ont fortement baissé en 2020 et 2021, principalement à cause du net recul des voyages et des transports, mais elles devraient à nouveau augmenter en 2022.

¹³ ECCB (2022), *2021 Annual Economic and Financial Review: Saint Christopher (St Kitts) and Nevis*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/documents/19#>.

Graphique 1.1 Commerce des marchandises par section de la CTCI, 2014 et 2021

Source: Statistiques en ligne de l'ECCB. Adresse consultée: <http://www.eccb-centralbank.org>.

Tableau 1.4 Commerce des services, 2014-2021

(Millions d'USD)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ^a	2020 ^a	2021 ^b
Balance commerciale des services	315,9	280,3	257,6	266,2	344,9	311,1	213,0	218,9
Exportations de services	528,6	496,4	478,9	476,1	571,4	563,7	354,7	381,9
Services de maintenance et de réparation (n.i.a.)	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Transports	13,1	16,5	17,7	17,2	18,2	20,7	7,2	7,1
Transport maritime	5,4	7,9	7,6	8,6	8,5	7,9	3,5	3,4
Transport de passagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fret	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	5,4	7,9	7,6	8,6	8,5	7,9	3,5	3,4
Transport aérien	6,3	6,7	6,7	6,4	7,4	10,6	2,4	2,4
Transport de passagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fret	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	6,3	6,7	6,7	6,4	7,4	10,6	2,4	2,4
Autres transports	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,3	0,3
Services postaux et de courrier	0,6	1,1	2,5	1,4	1,5	1,3	1,0	1,0
Voyages	342,8	316,8	331,6	351,9	365,6	352,8	98,3	96,4
Services de construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction à l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction dans l'économie déclarante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services d'assurance	3,1	3,0	3,6	3,8	3,8	3,8	5,0	4,9
Assurance directe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réassurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services auxiliaires d'assurance	3,1	3,0	3,6	3,8	3,8	3,8	4,9	4,8
Services de pension et de garantie standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Services financiers	17,5	20,7	19,5	21,6	27,1	9,7	9,9	10,3
Redevances liées à l'utilisation de la propriété intellectuelle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services de télécommunication, d'informatique et d'information (combinés)	6,4	5,1	4,5	4,5	4,0	4,0	3,8	3,8
Autres services fournis aux entreprises	6,3	8,2	10,5	10,2	8,3	9,1	10,4	10,2
Services professionnels et services de conseil en gestion	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,3	0,3
Services techniques, liés au commerce et autres services fournis aux entreprises	5,9	7,8	10,1	9,8	7,8	8,5	10,0	9,9
Services personnels, culturels et récréatifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	112,1	35,9
Services publics (n.i.a.)	121,2	109,4	65,6	58,8	136,4	155,4	100,9	206,3
Ambassades et consulats	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
Autres services publics	120,5	108,7	64,9	58,1	135,7	154,7	100,3	205,8
Importations de services	212,7	216,1	221,2	209,9	226,5	252,6	141,8	163,0
Services de maintenance et de réparation (n.i.a.)	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Transports	45,9	50,4	52,2	50,9	55,7	55,6	39,0	37,5
Transport maritime	33,0	35,3	37,3	36,3	40,3	39,7	33,0	31,6
Transport de passagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fret	33,0	35,3	37,3	36,3	40,3	39,7	33,0	31,6
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport aérien	12,7	15,0	14,8	14,5	15,3	15,7	5,8	5,8
Transport de passagers	12,3	14,5	14,3	14,0	14,7	15,1	5,5	5,5
Fret	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0
Autres	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Autres transports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services postaux et de courrier	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Voyages	36,6	37,4	37,5	41,5	40,6	52,3	6,7	31,2
Services de construction	1,6	4,0	4,7	1,9	1,9	2,0	1,2	1,2
Construction à l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction dans l'économie déclarante	1,6	4,0	4,7	1,9	1,9	2,0	1,2	1,2
Services d'assurance	13,9	17,5	16,1	16,8	16,7	18,6	17,4	16,9
Assurance directe	11,7	15,3	13,6	14,8	14,2	16,4	14,1	13,7
Réassurance	1,8	1,8	2,0	1,8	2,1	1,5	2,2	2,1
Services auxiliaires d'assurance	0,2	0,3	0,5	0,1	0,2	0,5	1,0	1,0
Services de pension et de garantie standard	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Services financiers	3,7	3,9	7,7	3,6	6,4	7,6	8,9	8,7
Redevances liées à l'utilisation de la propriété intellectuelle	3,0	2,6	2,7	1,5	2,0	3,2	2,4	2,4

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ^a	2020 ^a	2021 ^b
Services de télécommunication, d'informatique et d'information (combinés)	6,1	7,5	7,7	8,0	8,7	7,4	7,9	7,8
Autres services fournis aux entreprises	97,7	91,8	92,3	85,4	94,3	105,7	57,6	56,6
Services professionnels et services de conseil en gestion	23,6	21,7	19,2	17,7	19,1	23,7	20,1	19,7
Services techniques, liés au commerce et autres services fournis aux entreprises	74,1	70,1	73,1	67,7	75,2	82,1	37,6	36,9
Services personnels, culturels et récréatifs	3,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Services publics (n.i.a.)	0,8	0,7	0,2	0,2	0,1	0,1	0,6	0,6
Ambassades et consulats	0,0	0,4	0,2	0,2	0,1	0,1	0,6	0,6
Autres services publics	0,8	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

a Données préliminaires.

b Estimations.

Source: ECCB et Office de la statistique.

2 CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET D'INVESTISSEMENT

2.1 Cadre général

2.1. Le système juridique de la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis est fondé sur la common law anglaise. La Constitution est la loi suprême à laquelle toutes les autres lois doivent être conformes. Si une loi comporte une disposition contradictoire ou incompatible avec la Constitution, elle est réputée nulle et sans effet. La modification de la Constitution exige un vote à la majorité des deux tiers au moins à l'Assemblée nationale et peut aussi nécessiter un référendum, selon la question en jeu.

2.2. Saint-Kitts-et-Nevis est une fédération; constitutionnellement, il s'agit d'un seul État, mais la Constitution accorde une autonomie importante à l'île de Nevis, qui dispose d'une Assemblée semi-autonome, d'une Administration et d'un Premier Ministre. La Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis a un système parlementaire de type Westminster. Le monarque anglais, représenté sur l'île par le Gouverneur général, est le chef de l'État. L'exercice du pouvoir exécutif est confié au Cabinet des ministres, à la tête duquel se trouve le Premier Ministre, qui est nommé par le Gouverneur général après chaque élection. La personne nommée Premier Ministre est le membre élu de l'Assemblée nationale qui bénéficie de l'appui de la majorité des membres élus. Le Cabinet est nommé par le Gouverneur général sur l'avis du Premier Ministre; il rend compte collectivement à l'Assemblée nationale.

2.3. Le Cabinet des ministres a le pouvoir de conclure et de signer des traités internationaux et des accords commerciaux. Les accords internationaux auxquels Saint-Kitts-et-Nevis est partie doivent être transposés dans le droit interne pour devenir exécutoires. Ils n'en font pas automatiquement partie. À cet égard, seuls les Accords de l'OMC qui ont été explicitement incorporés dans les lois de Saint-Kitts-et-Nevis font partie de la législation nationale et peuvent être invoqués par les particuliers devant les tribunaux nationaux.

2.4. La responsabilité de l'élaboration des lois est répartie entre l'Assemblée nationale établie à Saint-Kitts et l'Assemblée de l'île de Nevis, en fonction de la portée et de la nature des lois. L'Assemblée nationale a compétence exclusive pour promulguer les lois de portée fédérale, y compris en matière de défense et de relations extérieures, tandis que l'Assemblée de l'île de Nevis est habilitée à promulguer des ordonnances portant sur un éventail de questions spécifiées. La Constitution interdit à l'Assemblée de l'île de Nevis de promulguer des lois incompatibles avec la politique générale du gouvernement ou relatives à des questions d'intérêt national, sans l'approbation préalable du Premier Ministre. En cas d'incompatibilité, les dispositions des lois promulguées par l'Assemblée nationale priment sur celles des lois promulguées par l'Assemblée de l'île de Nevis. L'Assemblée nationale est composée de 11 représentants élus et de 3 sénateurs, dont 1 est nommé par le Gouverneur général sur avis du chef de l'opposition et 2 autres sur avis du Premier Ministre. Les élections parlementaires sont prévues tous les cinq ans mais peuvent être convoquées plus tôt; les dernières ont eu lieu en août 2022.

2.5. Au niveau fédéral, le processus législatif commence par la présentation à l'Assemblée nationale d'un projet de loi par un ministre, généralement après que le projet en question a été approuvé par le Cabinet des ministres. Chaque projet de loi fait l'objet de trois lectures; au cours de la deuxième lecture, le projet est débattu par les membres de l'Assemblée nationale et, si nécessaire, des amendements sont introduits. Le projet de loi est soumis au vote en troisième lecture. Le projet de loi ne devient une loi qu'après avoir reçu la sanction du Gouverneur général et il entre en vigueur après sa publication au Journal officiel.

2.6. Le pouvoir judiciaire est indépendant de l'exécutif et de l'Assemblée nationale. Les affaires pénales et civiles mineures sont traitées par les tribunaux de première instance. Les affaires pénales graves, les affaires civiles concernant des plaintes portant sur plus de 5 000 XCD et les questions relatives à l'interprétation de la Constitution sont du ressort de la Haute Cour. La Cour suprême des Caraïbes orientales, un tribunal itinérant dont le siège est à Sainte-Lucie, constitue le premier niveau d'appel (rapport commun).¹⁴ Bien que Saint-Kitts-et-Nevis ait signé, avec d'autres États membres de la Communauté et Marché commun des Caraïbes (CARICOM), l'accord portant création de la Cour de justice des Caraïbes (CCJ) (en activité depuis 2005), la juridiction d'appel de dernière instance

¹⁴ Pour de plus amples renseignements sur la Cour, voir le site Web de la Cour suprême des Caraïbes orientales. Adresse consultée: <http://www.eccourts.org/>.

pour Saint-Kitts-et-Nevis reste le Comité judiciaire du Conseil privé (JCPC), qui se trouve à Londres.¹⁵ Pour que la CCJ ait compétence en appel, il faudrait peut-être un amendement à la Constitution et éventuellement un référendum. Actuellement, les appels en dernier ressort sont encore interjetés devant le JCPC.

2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale

2.7. Le Ministère du commerce international, de l'industrie, du commerce intérieur et de la consommation (MITICCA), qui dépend actuellement du Bureau du Premier Ministre, est chargé de superviser la formulation, l'élaboration, la mise en œuvre et la gestion des politiques commerciales à Saint-Kitts-et-Nevis. Il est chargé de toutes les questions commerciales au niveau de l'OMC et aux niveaux international et régional, ainsi que des questions liées à la lutte contre le dumping, aux subventions, aux obstacles techniques au commerce et à la politique de la concurrence. Ces fonctions sont assurées par les trois départements du Ministère: la Division de la politique commerciale, le Bureau des normes de Saint-Kitts-et-Nevis et le Département de la consommation. La Division de la politique commerciale est responsable de la coordination, de la gestion, de l'élaboration et de la mise en œuvre de tous les aspects de la politique commerciale. Le Département de la consommation est chargé de garantir une concurrence commerciale loyale, tandis que le Bureau des normes de Saint-Kitts-et-Nevis est responsable des normes, de la métrologie et des services d'évaluation de la conformité. Le Bureau des normes est en outre le point de contact national pour le Codex et le point d'information pour l'Accord OTC de l'OMC.

2.8. La politique commerciale est élaborée dans le contexte de la participation de Saint-Kitts-et-Nevis à l'OECO et à la CARICOM, et elle associe aussi le secteur privé et les syndicats. Les principaux organismes qui prennent part à l'élaboration de la politique commerciale sont: le MITICCA; le Ministère des finances, du développement durable et des technologies de l'information; le Département des douanes et de l'accise; le Ministère des affaires étrangères; le Ministère des affaires juridiques et de la justice; le Ministère de l'agriculture et des ressources marines; l'Agence de promotion des investissements de Saint-Kitts; le Ministère de la sécurité nationale; et la Chambre d'industrie et de commerce. Le Département des douanes et de l'accise est responsable des droits de douane et de l'évaluation en douane et il participe à la formulation de la politique relative aux services et à l'investissement étranger direct.

2.3 Accords et arrangements commerciaux

2.3.1 OMC

2.9. Saint-Kitts-et-Nevis est Membre de l'OMC depuis le 21 février 1996 et accorde au moins le traitement NPF à l'ensemble de ses partenaires commerciaux. Un accès préférentiel aux marchés est accordé pour les importations en provenance des autres pays de la CARICOM et pour un certain nombre de produits en provenance de l'Union européenne au titre de l'Accord de partenariat économique (APE). Étant donné qu'il n'existe pas de loi-cadre permettant d'intégrer les résultats du Cycle d'Uruguay, les Accords de l'OMC ne font partie de la législation nationale que dans la mesure où des lois spécifiques ont été adoptées pour leur mise en œuvre. Les particuliers ne peuvent invoquer les dispositions d'un Accord de l'OMC devant une juridiction nationale que si l'Accord en question a été incorporé dans la législation nationale.

2.10. Dans le cadre de l'AGCS, Saint-Kitts-et-Nevis a pris des engagements spécifiques concernant les services de tourisme, les services récréatifs, les services de communications, les services financiers et les services de transport maritime. Le pays n'a pas participé à la reprise des négociations de l'OMC sur les télécommunications et les services financiers.

2.11. Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas de représentation nationale auprès de l'OMC à Genève, mais il est représenté par la Délégation permanente de l'Organisation des États des Caraïbes orientales auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève. Il est membre des groupes suivants aux fins des négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement (PDD): G-90 (pays ACP + pays les moins avancés); petites économies vulnérables (PEV) – accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA); G-33, aussi dénommé "Amis des produits spéciaux" dans le secteur agricole (coalition de pays en développement souhaitant qu'une certaine flexibilité soit ménagée aux pays en développement pour leur permettre d'ouvrir

¹⁵ Pour de plus amples renseignements sur le Conseil, voir le site Web du JCPC. Adresse consultée: <https://www.jcpc.uk/about/role-of-the-jcpc.html>.

leur marché de façon limitée dans le secteur agricole); et Auteurs du "W52" (Auteurs du document TN/C/W/52, proposition concernant des "modalités" dans les négociations sur les indications géographiques). Il participe également à l'initiative sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

2.12. Saint-Kitts-et-Nevis n'est pas partie à l'Accord sur les technologies de l'information (ATI). Il n'a pas participé aux négociations qui ont repris à l'OMC sur les télécommunications et les services financiers, et il n'as pas présenté d'offres dans ce cadre.

2.13. Au cours de la période considérée, Saint-Kitts-et-Nevis a notifié à l'OMC sa législation en matière de propriété intellectuelle et a communiqué ses réponses à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (de propriété intellectuelle). Il a également présenté une nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC), ainsi que son acceptation de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) (tableau 2.1). Il n'y a pas eu de notifications dans d'autres domaines; selon les autorités, cela est dû à l'absence de personnel spécialisé à même de traiter les questions ou à des insuffisances institutionnelles, telles que l'absence de législation ou de réglementation. À ce jour, Saint-Kitts-et-Nevis n'a présenté aucune notification aux Comités OTC et SPS et il n'a pas non plus notifié de mesures de soutien dans le domaine de l'agriculture.

Tableau 2.1 Notifications à l'OMC, 2014-septembre 2022

Accord de l'OMC	Description	Cote de la notification la plus récente
Accord SMC (article 25) et GATT (article XVI:1)	Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord SMC	G/SCM/N/284/KNA, G/SCM/N/290/KNA, G/SCM/N/299/KNA, G/SCM/N/315/KNA, 13 juillet 2018
Article 18.5 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et article 32.6 de l'Accord SMC	Notification des lois et réglementations au titre de l'article 18.5 et de l'article 32.6 des Accords	G/ADP/N/1/KNA/1, G/SCM/N/1/KNA, 4 mars 2021
Accord SMC, article 25.11 et 25.12	Aucune action menée	G/SCM/N/202/KNA, 14 janvier 2010
Article 22 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994	Notification des lois et réglementations au titre de l'article 22 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994	G/VAL/N/1/KNA/1, 25 février 2021
Accord sur les ADPIC (article 63:2)	Notification des lois et réglementations	IP/N/1/KNA/1, IP/N/1/KNA/C/1, 2 décembre 2016
Accord sur les ADPIC (article 63:2)	Notification des lois et réglementations	IP/N/1/KNA/2, IP/N/1/KNA/T/1, 2 décembre 2016
Accord sur les ADPIC (article 63:2)	Notification des lois et réglementations	IP/N/1/KNA/3, IP/N/1/KNA/P/1, 2 décembre 2016
Accord sur les ADPIC (article 63:2)	Notification des lois et réglementations	IP/N/1/KNA/4, IP/N/1/KNA/L/1, 2 décembre 2016
Accord sur les ADPIC	Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits. Réponses de Saint-Kitts-et-Nevis	IP/N/6/KNA/1, 2 décembre 2016
Comité préparatoire de la facilitation des échanges	Notification des engagements de la catégorie A au titre de l'Accord sur la facilitation des échanges	WT/PCTF/N/KNA/1, 2 juin 2015
Accord sur la facilitation des échanges	Notification des engagements des différentes catégories au titre de l'Accord sur la facilitation des échanges	G/TFA/N/KNA/1, 17 août 2017
Accord sur la facilitation des échanges	Notification des engagements des différentes catégories au titre de l'Accord sur la facilitation des échanges. Addendum	G/TFA/N/KNA/1/Add.1, 8 octobre 2020
Accord sur la facilitation des échanges	Notification au titre de l'article 22:3 de l'Accord sur la facilitation des échanges (point de contact)	G/TFA/N/KNA/2, 1 ^{er} avril 2019
Accord sur la facilitation des échanges	Notifications au titre des articles 1:4, 10:6.2 et 12:2.2 de l'Accord sur la facilitation des échanges.	G/TFA/N/KNA/3, 1 ^{er} avril 2019

Source: Données compilées par le Secrétariat de l'OMC à partir des documents de l'OMC.

2.14. Saint-Kitts-et-Nevis a accepté le Protocole de 2005 portant amendement de l'Accord sur les ADPIC le 27 juillet 2015, et le Protocole de 2014 relatif à l'Accord sur la facilitation des échanges le 17 juin 2016. Le 2 juin 2015, il a notifié ses engagements de la catégorie A au titre de l'AFE. En août 2017, il a notifié ses engagements des catégories A, B et C. En octobre 2020, Saint-Kitts-et-Nevis a notifié qu'en raison de la pandémie de COVID-19, il reportait la mise en œuvre des engagements relevant des catégories B et C (tableau 2.2). En juin 2021, le taux de mise en œuvre de ses engagements s'élevait à 69,7%, avec un calendrier s'étendant de février 2017 à décembre 2024. Saint-Kitts-et-Nevis a demandé une assistance technique pour huit mesures.¹⁶

Tableau 2.2 Engagements relevant des catégories B et C pris par Saint-Kitts-et-Nevis dans le cadre de l'Accord sur la facilitation des échanges, et dates de mise en œuvre, 2022

Disposition	Intitulé/Description	Catégorie	Date de mise en œuvre définitive précédemment notifiée	Nouvelle date de mise en œuvre définitive demandée	Motifs du report
Article 1:1	Publication	B	31 décembre 2021	31 décembre 2022	Mesures d'atténuation relatives à la COVID-19
Article 1:3.2	Points d'information	B	31 décembre 2021	31 décembre 2021	s.o.
Article 3	Décisions anticipées	C	31 décembre 2021	31 décembre 2021	s.o.
Article 5:3	Procédures d'essai	C	31 décembre 2021	31 décembre 2023	Mesures d'atténuation relatives à la COVID-19
Article 6:2	Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions aux fins du traitement douanier imposées à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation	C	31 décembre 2023	31 décembre 2024	Mesures d'atténuation relatives à la COVID-19
Article 7:2	Païement par voie électronique	C	31 décembre 2021	31 décembre 2021	
Article 7:4	Gestion des risques	C	31 décembre 2021	31 décembre 2022	Mesures d'atténuation relatives à la COVID-19
Article 7:6	Temps moyens nécessaires à la mainlevée	B	31 décembre 2021	31 décembre 2021	
Article 7:7	Mesures de facilitation des échanges pour les opérateurs agréés	C	31 décembre 2021	31 décembre 2023	Mesures d'atténuation relatives à la COVID-19
Article 10:4	Guichet unique	C	31 décembre 2021	31 décembre 2023	s.o.
Article 12:7	Coopération douanière	C	31 décembre 2021	31 décembre 2021	s.o.
Article 12:8	Coopération douanière	B	31 décembre 2021	31 décembre 2021	s.o.
Article 12:9	Coopération douanière	C	31 décembre 2021	31 décembre 2021	s.o.

s.o.: Sans objet.

Source: Document de l'OMC G/TFA/N/KNA/1/Add.1 du 8 octobre 2020 et base de données de l'OMC sur l'AFE. Adresse consultée:
<https://tfadatabase.org/fr/members/saint-kitts-and-nevis/breakdown-by-measure/article-12>.

2.15. Saint-Kitts-et-Nevis n'a été partie à aucun différend porté devant l'ORD, que ce soit à titre de plaignant ou de défendeur. Il a été tierce partie dans trois différends, tous antérieurs à la période considérée.

¹⁶ Base de données de l'OMC sur la facilitation des échanges. Adresse consultée:
<https://tfadatabase.org/members/saint-kitts-and-nevis>.

2.3.2 Accords commerciaux régionaux

2.3.2.1 OECO

2.16. Saint-Kitts-et-Nevis est membre de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) depuis la création de celle-ci en vertu du Traité de Basseterre, en 1981. L'OECO a renforcé son processus d'intégration par la signature du Traité révisé de Basseterre (RBT) instituant l'Union économique de l'OECO en juin 2010, qui a instauré de nouvelles dispositions institutionnelles et créé un espace économique et financier unique au sein duquel les marchandises, les services, les personnes et les capitaux circulent librement, et où les politiques monétaires et budgétaires sont harmonisées. Le RBT, qui est entré en vigueur le 21 janvier 2011, a permis de transférer le pouvoir des parlements nationaux à l'Autorité et au Conseil des ministres de l'OECO sur certaines questions, en particulier celles qui concernent le marché commun et l'union douanière, la politique monétaire, la politique commerciale, la juridiction maritime et les limites maritimes, et l'aviation civile. Les principaux organes de l'Union économique sont: i) l'Autorité des Chefs de gouvernement des États membres de l'OECO; ii) le Conseil des ministres; iii) l'Assemblée de l'OECO; iv) le Conseil des affaires économiques; et v) la Commission de l'OECO.

2.3.2.2 CARICOM

2.17. Saint-Kitts-et-Nevis est également partie à d'autres accords et arrangements régionaux: il est membre de la CARICOM depuis 1974 et participe au Marché et économie uniques de la CARICOM (CSME), créé à la suite de la révision du Traité de Chaguaramas en 1989. Quinze États font partie de la CARICOM: Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago. Les Bahamas sont membre à part entière de la CARICOM mais pas du CSME; les îles Turques et Caïques, les îles Vierges britanniques et les Bermudes sont membres associés. Les pays plus développés de la CARICOM sont les Bahamas, la Barbade, le Guyana, la Jamaïque, le Suriname et la Trinité-et-Tobago. Les États membres de l'OECO, avec le Belize et Haïti, sont les pays les moins avancés (PMA) de la CARICOM.¹⁷

2.18. En tant qu'État membre de la CARICOM, Saint-Kitts-et-Nevis applique le Tarif extérieur commun (TEC) de la Communauté, avec les dérogations autorisées, qui sont prévues dans les listes A et C pour tous les pays. Ces listes sont nationales: pour chaque pays, les taux appliqués pour les produits peuvent varier. À la fin de l'année 2022, les listes tarifaires des membres de la CARICOM différaient encore considérablement. Le Traité révisé de Chaguaramas contient des dispositions de sauvegarde qui permettent, en cas de graves difficultés affectant la balance des paiements et la situation financière extérieure, d'adopter, sur une base non discriminatoire et pour une durée maximale de six mois, des restrictions quantitatives appliquées aux importations, ainsi que des restrictions au droit d'établissement, à la fourniture de services et aux mouvements de capitaux.

2.19. Saint-Kitts-et-Nevis participe aussi aux travaux de l'Organisation régionale des normes et de la qualité de la CARICOM (CROSQ) et à ceux de l'Agence caribéenne de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments (CAHFSa), qui a été établie en 2011 au Suriname et qui est chargée de coordonner la mise en place d'un régime sanitaire et phytosanitaire (SPS) régional.¹⁸ La CAHFSa mène des activités dans les domaines de la santé animale, de la préservation des végétaux et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

2.20. Dans le cadre de sa participation à la CARICOM, Saint-Kitts-et-Nevis a signé des accords commerciaux bilatéraux avec la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la République bolivarienne du Venezuela et la République dominicaine. L'OECO a été établie en 1981 par le Traité de Basseterre et a pour membres Antigua-et-Barbuda, la Dominique, la Grenade, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines; Anguilla et les îles Vierges britanniques sont membres associés. Saint-Kitts-et-Nevis, ainsi que les autres pays de l'OECO, sont membres de l'Association des États de la Caraïbe (AEC), une instance chargée de la coordination régionale des politiques économiques et commerciales regroupant 25 pays du Bassin des Caraïbes.

¹⁷ Saint-Kitts-et-Nevis, en tant que PMA membre de la CARICOM, peut invoquer le chapitre 7 du Traité révisé de Chaguaramas, en particulier l'article 150 (mesures de sauvegarde), qui permet à un pays classé dans la catégorie des PMA de limiter les importations de marchandises en provenance d'autres pays membres de la CARICOM, pour une durée maximale de trois ans.

¹⁸ CAHFSa. Adresse consultée: <https://www.cahfsa.org/14-mission/1-mission>.

2.3.2.3 APE CARIFORUM-UE

2.21. Dans le cadre du CARIFORUM (un groupe de négociation impliquant la CARICOM et la République dominicaine), Saint-Kitts-et-Nevis a signé un APE avec l'Union européenne en 2008 (rapport commun). Bien que l'APE soit en vigueur, Saint-Kitts-et-Nevis et les autres pays de l'OECO s'emploient encore à le mettre pleinement en œuvre car un certain nombre de changements restent nécessaires sur les plans juridique et institutionnel. Pour faciliter la mise en œuvre de l'APE, en juillet 2012, le gouvernement a créé l'Unité de l'APE au sein du MITICCA. L'Unité de l'APE est devenue permanente en 2018.

2.22. L'APE repose sur le principe de la réciprocité asymétrique: l'Union européenne garantit aux pays du CARIFORUM le traitement NPF en ce qui concerne toute concession plus favorable, toute amélioration ou tout assouplissement des règles d'origine offert à un pays tiers dans le cadre du commerce des marchandises, mais les pays du CARIFORUM ne doivent accorder le traitement NPF aux produits de l'UE que dans le cas d'ALE signés avec des économies commerciales majeures.¹⁹ L'Union européenne a supprimé d'emblée tous les droits de douane et contingents sur les exportations du CARIFORUM, à l'exception des armes et des munitions, du sucre et du riz. Les États du CARIFORUM se sont engagés à procéder à des réductions tarifaires plus progressives sur une période pouvant aller jusqu'à 25 ans, en excluant certains produits sensibles. Les principales exclusions et les délais de mise en œuvre plus longs concernent des produits sensibles comme la volaille et autres viandes; les produits laitiers; certains fruits et légumes; les produits de la pêche; les sauces; les crèmes glacées; les sirops; les boissons; l'éthanol, le rhum; les huiles végétales; les peintures et vernis; les parfums; les produits cosmétiques; les savons; le cirage; les brillants pour verre ou métaux; les bougies; les désinfectants; les meubles et leurs parties; et certains vêtements tels que chandails, pull-overs, cardigans en coton.

2.23. Selon les renseignements communiqués par l'Union européenne, Saint-Kitts-et-Nevis a mis en œuvre provisoirement (il n'y a pas eu de disposition législative) toutes les réductions tarifaires qu'il s'était engagé à appliquer au plus tard en 2019: libéralisation tarifaire prévue pour le 1^{er} janvier 2011, mise en œuvre en 2013; libéralisation prévue pour le 1^{er} janvier 2013, mise en œuvre en 2014; et libéralisations prévues pour les 1^{er} janvier 2015, 2017, 2018 et 2019, mises en œuvre au cours de l'année correspondante.²⁰ Environ 5,6% des lignes tarifaires de Saint-Kitts-et-Nevis étaient en franchise de droits sur une base NPF en 2010. Suite à l'application provisoire de l'Accord, Saint-Kitts-et-Nevis a libéralisé 17,5% de lignes tarifaires supplémentaires. Au terme de 10 années de mise en œuvre, en 2019, 57,9% des lignes tarifaires de Saint-Kitts-et-Nevis devaient bénéficier de la franchise de droits pour les importations en provenance de l'Union européenne. La libéralisation des droits de douane se poursuivra jusqu'en 2033, année où 86,6% des lignes tarifaires de Saint-Kitts-et-Nevis seront en franchise de droits.²¹ Les autorités ont confirmé ces données et ont indiqué que les réductions tarifaires avaient été intégrées dans le système SYDONIA. Les réductions sont appliquées administrativement par décision du Ministre des finances étant donné qu'aucune législation n'a été adoptée à cette fin.

2.24. L'APE prévoit une période de *statu quo* pour les autres droits et impositions appliqués aux importations, de sorte que l'élimination progressive commence 7 ans après la signature de l'Accord et qu'elle est totale après un délai de 10 ans. Cela ne s'est toutefois pas produit. Saint-Kitts-et-Nevis continue d'appliquer une redevance pour services douaniers sur les importations.

2.25. L'APE couvre également le commerce des services, les marchés publics, les droits de propriété intellectuelle et la protection de l'environnement. Saint-Kitts-et-Nevis a pris des engagements partiels dans les services professionnels, les services informatiques, les services de recherche-développement, les services de crédit-bail ou de location sans opérateurs et les autres services fournis aux entreprises. Dans certains sous-secteurs des services de crédit-bail ou de location sans opérateurs, les entreprises dont l'investissement initial est inférieur à 1 million d'USD peuvent être réservées aux nationaux. En ce qui concerne les services de communication, Saint-Kitts-et-Nevis a pris un engagement sans limitation selon les modes 1 à 3 pour les services de courriers et un certain nombre d'engagements nouveaux dans les services de télécommunication.

¹⁹ Une économie commerciale majeure, au sens de l'APE, s'entend d'un pays ou groupe de pays dont la part dans le commerce mondial des marchandises est supérieure à 1% ou 1,5%, respectivement.

²⁰ Commission européenne, Direction générale du commerce (2021), *Ex-post Evaluation of the EPA between the EU and its Member States and the CARIFORUM Member States: Implementation Report*. Adresse consultée: https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2021/january/tradoc_159354.pdf.

²¹ Document de l'OMC WT/REG255/1 du 31 mai 2018.

Saint-Kitts-et-Nevis a également pris des engagements concernant les services de construction et services d'ingénierie connexes, ainsi que les services environnementaux. En ce qui concerne les services financiers, il a pris des engagements limités, notamment un engagement partiel dans les services de réassurance et rétrocession; aucun engagement n'a été pris dans le domaine des services bancaires, à l'exception de l'enregistrement de sociétés et fonds offshore (hors compagnies d'assurance et banques) en vue de l'exercice d'activités offshore. Le pays a pris des engagements dans d'autres domaines, parmi lesquels les services de santé et services sociaux connexes, les services relatifs au tourisme et aux voyages, les services récréatifs, culturels et sportifs, les services de transport maritime, de transport par les voies navigables intérieures, de transport aérien et de transport ferroviaire.²²

2.3.2.4 APE CARIFORUM-Royaume-Uni

2.26. Après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, Saint-Kitts-et-Nevis et d'autres pays du CARIFORUM ont conclu avec lui un accord sur les relations commerciales préférentielles, qui étaient régies auparavant par l'APE. L'APE CARIFORUM-Royaume-Uni couvre le commerce des marchandises, y compris les règles d'origine, les droits préférentiels et les contingents, ainsi que l'investissement et le commerce des services. Cet accord a été notifié à l'OMC le 31 décembre 2020 et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021.²³ Toutefois, il a été décidé que les échanges entre le Royaume-Uni et Saint-Kitts-et-Nevis se poursuivraient à des conditions préférentielles, sur la base de mémorandums d'accord, en attendant l'achèvement des procédures internes pour l'application provisoire ou la ratification.

2.3.2.5 Autres accords

2.27. En tant que membre de la CARICOM, Saint-Kitts-et-Nevis a signé des accords commerciaux bilatéraux avec la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la République bolivarienne du Venezuela et la République dominicaine.

2.28. L'Accord de coopération commerciale, économique et technique entre la CARICOM et la Colombie, signé en 1994 et renégocié en 1997, n'est réciproque que pour les pays plus développés de la CARICOM. Saint-Kitts-et-Nevis et les autres pays de l'OECO bénéficient de préférences unilatérales, et la portée de l'Accord reste limitée. L'Accord de libre-échange entre la CARICOM et le Costa Rica, qui est entré en vigueur le 1^{er} mars 2004, n'est également réciproque qu'en ce qui concerne les pays plus développés de la CARICOM, et il accorde des préférences unilatérales à tous les membres de l'OECO. Dans le cadre de cet accord, les droits de douane visant 95% des produits ont été progressivement éliminés. Des droits continuent de s'appliquer pour la CARICOM sur la viande, les produits laitiers, les fruits et légumes et quelques produits manufacturés tels que les meubles, certaines peintures, les bouteilles et les bougies. L'Accord commercial et économique CARICOM-Cuba, entré en vigueur en 2006, prévoit l'admission en franchise de droits pour une liste de marchandises convenues par les deux parties. Toutefois, dans le cadre de cet accord, les membres de l'OECO n'accordent pas de préférences à Cuba. L'Accord de libre-échange CARICOM-République dominicaine, entré en vigueur en 1999, prévoit, depuis le 1^{er} janvier 2004, l'admission bilatérale en franchise de droits d'un certain nombre de produits. Les concessions tarifaires prévues par l'Accord sont réciproques entre les pays plus développés de la CARICOM et la République dominicaine, mais les pays de l'OECO bénéficient de préférences unilatérales. L'Accord CARICOM-Venezuela sur le commerce et l'investissement, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1993, est un accord de préférences unilatérales dans le cadre duquel la plupart des exportations de la CARICOM vers la République bolivarienne du Venezuela bénéficient d'un accès préférentiel ou en franchise de droits. Les droits de douane ont été éliminés sur 22% des produits (principalement produits frais, confiserie, produits cosmétiques, confitures et gelées, médicaments, meubles en bois, produits horticoles, épices, produits alimentaires transformés et produits de toilette), et 67% des produits bénéficient de réductions tarifaires.

2.29. Saint-Kitts-et-Nevis a adhéré à l'Accord de portée partielle (APP) Brésil-Guyana en mai 2012. Des procédures administratives sont mises en place pour donner effet à l'Accord pour Saint-Kitts-et-Nevis. Cet accord est particulièrement important pour le développement de l'industrie

²² Commission européenne, Direction générale du commerce (2021), *Ex-post Evaluation of the EPA between the EU and its Member States and the CARIFORUM Member States: Implementation Report*. Adresse consultée: https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2021/january/tradoc_159354.pdf.

²³ Document de l'OMC WT/REG420/N/1 du 7 janvier 2021.

des composants électroniques de Saint-Kitts-et-Nevis en raison des règles d'origine du pays, qui permettent le cumul régional.

2.3.2.6 Accords non réciproques

2.30. Saint-Kitts-et-Nevis et les autres membres de l'OECO bénéficient également de l'Initiative des États-Unis concernant le Bassin des Caraïbes et de l'Accord commercial Caraïbes-Canada (CARIBCAN), qui sont tous deux non réciproques et unilatéraux.

2.31. Dans le cadre de l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes, entrée en vigueur en 1984 en vertu de la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes (Loi CBERA) et qui ne comporte aucune date d'expiration, tous les pays de l'OECO peuvent bénéficier d'un accès en franchise de droits au marché des États-Unis, sous réserve des règles d'origine. Pour satisfaire aux règles d'admissibilité de l'Initiative, les produits doivent contenir au moins 35% de valeur ajoutée locale, et 15% de la valeur du produit fini doit provenir de matériaux des États-Unis. Les articles assemblés à partir de composants 100% américains, à quelques exceptions près, bénéficient également d'un traitement en franchise de droits.

2.32. Dans le cadre du CARIBCAN, en vigueur depuis 1986, les exportations des pays de l'OECO et des autres pays de la CARICOM entrent en franchise de droits au Canada; les textiles, les vêtements, les chaussures, les bagages et autres ouvrages en cuir, les huiles lubrifiantes et le méthanol sont exclus des produits pouvant bénéficier de ce régime. Pour qu'un produit soit admis à bénéficier de cet accès en franchise de droits, 60% de son prix sortie usine doit être associé à des intrants originaires d'un pays bénéficiaire ou du Canada.

2.33. Saint-Kitts-et-Nevis et les autres membres de l'OECO peuvent également bénéficier des systèmes généralisés de préférences (SGP) de l'Arménie (depuis 2016), de l'Australie, des États-Unis, de la Fédération de Russie, du Japon, du Kazakhstan (depuis 2016), de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse.

2.4 Régime d'investissement

2.34. Chacune des îles composant la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis possède son propre régime d'investissement et ses propres organismes dans ce domaine. À Saint-Kitts, les investissements, y compris les investissements étrangers, sont réglementés par la Loi sur les sociétés n° 22 de 1996, qui régit la constitution et l'immatriculation des sociétés à Saint-Kitts. À Nevis, la constitution et l'immatriculation des sociétés sont régies par l'Ordonnance de Nevis n° 3 de 1984 sur les sociétés commerciales. Dans les deux îles, les entreprises doivent s'inscrire au Registre des sociétés correspondant. Toute société immatriculée doit avoir un siège social enregistré dans la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis. Le traitement national est accordé aux étrangers en ce qui concerne la constitution et l'immatriculation d'une société: une fois immatriculée dans la Fédération, une société est considérée comme nationale, quelle que soit l'origine de son capital ou de ses actionnaires. Il n'existe aucune restriction de nationalité pour les administrateurs d'une société, et les investisseurs étrangers sont autorisés à détenir 100% du capital d'une société.

2.35. Comme Saint-Kitts-et-Nevis est une petite économie ouverte fortement tributaire du tourisme, la fiscalité repose en grande partie sur les impôts indirects. En ce qui concerne les impôts directs, les principales dispositions de Saint-Kitts-et-Nevis en la matière figurent au chapitre 20.22 de la Loi relative à l'impôt sur le revenu (Loi relative à l'impôt sur le revenu n° 17 de 1966, telle que modifiée). Les sociétés sont assujetties à un impôt sur les bénéfices correspondant à 33% des bénéfices nets. L'impôt sur les sociétés ne s'applique pas aux fiducies et aux sociétés en commandite simple, ni aux sociétés exonérées ou à celles qui ont obtenu un avantage fiscal. Il n'y a pas d'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il existe une cotisation de sécurité sociale, payée par l'employeur, dont le montant correspond à 5% des revenus de l'employé, et un prélèvement de 1% pour les indemnités d'accident du travail. Le plafond des salaires pour les cotisations de sécurité sociale est de 6 500 XCD par mois. La cotisation maximale pour un même salarié au cours d'un mois donné est de 715 XCD pour un salarié âgé de 16 à 63 ans. L'employeur verse également 1% du salaire de l'employé pour les indemnités de licenciement. Une taxe en faveur du logement et du développement social est payable sur tous les salaires mensuels supérieurs à 1 083,33 XCD. La

contribution de l'employeur à cette taxe s'élève à 3% du salaire.²⁴ Les profits ou les plus-values tirés de la vente d'un bien situé à Saint-Kitts-et-Nevis sont assujettis à un impôt sur les plus-values de 20% si la vente a lieu dans l'année suivant l'acquisition. Le taux des impôts fonciers dépend de la superficie et de la nature des terres concernées.

2.36. En vertu de la section 35 de la Loi relative à l'impôt sur le revenu (chapitre 20.22), une retenue à la source de 15% est appliquée sur les envois de certains types de revenus à l'étranger, notamment les bénéfices, les frais d'administration, de gestion ou de siège social, les frais de services techniques, les frais de comptabilité et d'audit, les redevances, les primes d'assurance autre que sur la vie et les loyers. La retenue à la source ne s'applique pas aux bénéfices d'une entreprise agréée bénéficiant d'avantages au titre de la Loi sur les incitations fiscales (voir ci-dessous), ni aux fiducies, sociétés en commandite simple, sociétés ou fondations exonérées.

2.37. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est perçue sur la valeur des importations et sur la valeur ajoutée (majoration) des biens et services fournis par une entreprise à une autre entreprise ou au consommateur final. Le taux standard de la TVA est de 17%. Un taux spécial de 10% est appliqué pour les hôtels, les restaurants et les voyageurs.

2.38. En vertu de la Loi n° 5 de 2010 sur les entreprises non constituées en sociétés, les entreprises qui ne sont pas immatriculées conformément à la Loi sur les sociétés, y compris toute société, toute profession, tout commerce, toute entreprise à capitaux risqués et toute initiative commerciale, doivent acquitter un impôt équivalant à 4% de la base d'imposition liée à la fourniture de biens et de services.²⁵

2.39. Les sociétés offshore sont autorisées à ouvrir des comptes auprès de banques onshore et à détenir des parts de capital dans des sociétés onshore ou offshore immatriculées à Saint-Kitts-et-Nevis. À Saint-Kitts, les sociétés offshore sont régies par la Loi sur les sociétés, la même législation que pour les sociétés basées dans le pays. À Nevis, toutefois, des dispositions spéciales s'appliquaient jusqu'en 2018 (l'Ordonnance de Nevis sur les sociétés commerciales).

2.40. La législation de Nevis permet aux sociétés offshore d'être constituées à Nevis sous la forme d'une société commerciale internationale (SCI), d'une société à responsabilité limitée (SARL) (généralement pour les services professionnels) ou d'une fiducie. Les principaux avantages que comporte traditionnellement la constitution en SCI ou SARL lorsque les revenus ont été générés à l'étranger sont les suivants: i) exemptions de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu, de la retenue à la source, du droit de timbre, de l'impôt sur les actifs, du contrôle des changes ou d'autres frais ou taxes basés sur ou mesurés par des actifs ou des revenus provenant de l'extérieur de Saint-Kitts-et-Nevis ou en rapport avec d'autres activités exercées en dehors de Saint-Kitts-et-Nevis ou avec des questions d'administration des sociétés qui peuvent se poser à Saint-Kitts-et-Nevis; et ii) exemption de la retenue à la source pour les dividendes versés aux actionnaires par une société qui n'exerce pas d'activité à Saint-Kitts-et-Nevis.²⁶

2.41. Des modifications ont été apportées à la législation sur les sociétés offshore applicable à Nevis au cours de la période considérée. Une nouvelle législation concernant les SCI et les SARL a été introduite à Nevis en 2017, et des modifications y ont été apportées en 2018 et 2019.²⁷ Cette

²⁴ Invest St Kitts, *Social Security*. Adresse consultée: <https://investstkitts.kn/social-security/>.

²⁵ Dans la loi en question, la base d'imposition est définie comme étant égale aux recettes brutes provenant de la fourniture de biens pour le mois, réduites de 12 500 XCD (le résultat ne devant pas être inférieur à zéro), ou aux recettes brutes provenant de la fourniture de services pour le mois, réduites de 2 000 XCD (le résultat ne devant pas être inférieur à zéro).

²⁶ Selon la législation de Nevis, aucune société n'est considérée comme exerçant des activités commerciales à Nevis uniquement parce qu'elle réalise une ou plusieurs des activités suivantes: i) maintenir des comptes bancaires à Nevis; ii) tenir des réunions d'administrateurs ou d'actionnaires à Nevis; iii) tenir des livres et registres d'entreprise ou financiers à Nevis; iv) maintenir un bureau administratif à Nevis en ce qui concerne les actifs, les affaires ou les activités réalisées hors de Nevis; v) maintenir un agent enregistré à Nevis; vi) investir dans des actions d'une société, d'une SCI ou d'une SARL de Nevis, ou être bénéficiaire d'une fiducie internationale ou d'une fiducie étrangère qualifiée; ou vii) acquérir un bien dans une installation locale, industrielle ou touristique dans le cadre d'un projet ou d'un développement approuvé et autorisé par l'Administration de l'île de Nevis.

²⁷ Loi de l'île de Nevis n° 1 de 2017, Ordonnance de Nevis sur les sociétés commerciales de 2017; Loi n° 2 de 2017, Ordonnance de Nevis sur les sociétés à responsabilité limitée de 2017, Loi de l'île de Nevis n° 2017, SRO n° 2 de 2017, Règlement de Nevis sur les sociétés commerciales (formulaire et redevances) de 2017; SRO n° 3 de 2017, Règlement de Nevis sur les sociétés à responsabilité limitée (formulaire et

nouvelle législation, qui porte abrogation des lois précédentes, fixe une limite temporelle pour les avantages dont bénéficiaient auparavant les SCI et les SARL. En 2018, une limitation a été établie pour les sociétés souhaitant exercer leurs activités en tant que SCI ou SARL: celles-ci ne pouvaient le faire que si elles étaient constituées à Nevis en date du 31 décembre 2018 ou avant. Cependant, les fiducies continuent d'être exonérées d'impôt et leurs bénéficiaires sont exonérés des impôts fonciers. La législation introduite en 2019 a mis fin aux exonérations fiscales pour les SCI et les SARL à compter du 30 juin 2021. Les fiducies continuent toutefois de bénéficier d'exonérations fiscales.

2.42. Les investisseurs étrangers qui souhaitent acquérir un bien immobilier à des fins résidentielles ou commerciales doivent obtenir une licence de propriétaire foncier étranger, dont le coût correspond à 10% de la valeur du terrain ou de la participation dans le bien immobilier à acquérir. La licence n'est délivrée qu'après avoir été présentée au Cabinet, pour examen, et après versement des droits de licence. Les investisseurs étrangers ne sont pas tenus de payer un droit pour obtenir une licence en vue d'acquérir des terrains dans certaines parties de l'île, telles que Frigate Bay et la péninsule du sud-est. Les ressortissants des pays de l'OECO sont exemptés de droits.

2.43. Il existe deux organismes de promotion de l'investissement à Saint-Kitts-et-Nevis, un sur chaque île. La politique d'investissement, y compris l'investissement étranger, et la promotion des investissements relèvent de la responsabilité de l'Agence de promotion des investissements de Saint-Kitts (SKIPA) et de l'Agence de promotion des investissements de Nevis (NIPA), avec le concours du MITICCA, du Ministère des finances et du Ministère du développement durable.

2.44. Le gouvernement offre un éventail d'incitations aux investisseurs potentiels, notamment dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et des activités manufacturières. Des incitations fiscales à l'investissement étranger sont accordées en vertu de la Loi de 1974 sur les incitations fiscales, de la Loi budgétaire (modifications) de 2019, de la Loi sur l'aide à l'hôtellerie telle que modifiée (dernière version de 2019, section 3.3.1) et de différentes lois relatives à l'investissement dans le secteur du tourisme. Les bénéficiaires de la Loi sur l'aide à l'hôtellerie peuvent être exemptés de la retenue à la source de 15% appliquée aux versements effectués à des personnes ou entités à l'étranger.

2.45. Depuis plusieurs années, Saint-Kitts-et-Nevis applique un Programme d'acquisition de la citoyenneté par l'investissement (CBI), dont le fondement juridique se trouve dans la section 3 de la Loi de 1984 sur la citoyenneté. Dans le cadre du Programme CBI, le droit à la citoyenneté est reconnu (sans droit de vote) par le jeu de l'investissement. C'est l'Unité de l'acquisition de la citoyenneté par l'investissement (CIU) du Bureau du Premier Ministre qui est chargée d'administrer le Programme par l'intermédiaire de personnes habilitées désignées, auxquelles les requérants doivent s'adresser.²⁸ Les demandeurs doivent fournir des renseignements personnels détaillés, un certificat médical complet et la preuve de l'origine des fonds. Les autorités soulignent que l'obligation de vigilance est respectée à l'égard de tous les requérants.

2.46. Depuis le 1^{er} janvier 2017, le gouvernement autorise le recours à des agents de commercialisation internationaux enregistrés, qui sont des entités internationales autorisées à commercialiser et à distribuer du matériel promotionnel sur le Programme CBI. Les agents de commercialisation internationaux sont tenus de renouveler leur autorisation chaque année et de répertorier leurs sous-agents et leurs sites Web. Les demandes d'acquisition de citoyenneté par l'investissement qui sont générées par les agents de commercialisation internationaux doivent être transmises à la CIU par l'intermédiaire d'une personne habilitée.

redevances) de 2017; Loi n° 6 de 2018, Ordonnance de Nevis sur les sociétés commerciales (modification) de 2018; Loi n° 7 de 2018, Ordonnance de Nevis sur les sociétés à responsabilité limitée (modification) de 2018; Loi n° 6 de 2019, Ordonnance de Nevis sur les sociétés commerciales (modification) de 2019; et Loi n° 7 de 2019, Ordonnance de Nevis sur les sociétés à responsabilité limitée (modification) de 2019. Adresse consultée: <https://www.nevisfsrc.com/services/>.

²⁸ On entend par "personne habilitée" une personne autorisée par la Commission de réglementation des services financiers (FSRC) de Saint-Kitts-et-Nevis à fournir des services aux entreprises ou des services fiduciaires à Saint-Kitts-et-Nevis. La personne habilitée doit être désignée par le requérant principal au moyen d'une procuration limitée lui permettant d'agir en son nom pour toutes les questions relatives à sa demande au titre du Programme CBI. La personne habilitée fait appel à la CIU et sert de point de contact pour toutes les questions relatives à la demande. Elle est tenue de renouveler chaque année son autorisation de la FSRC et son autorisation dans le cadre du Programme CBI. On comptait 45 agents autorisés au mois de juin 2021. CIU, *Authorised Persons*. Adresse consultée: <https://www.ciu.gov.kn/agents/authorized-persons/>.

2.47. Il existe actuellement trois possibilités pour les particuliers étrangers qui souhaitent obtenir la citoyenneté grâce à l'investissement: i) l'investissement immobilier; ii) l'investissement dans le Fonds pour la croissance durable, qui a remplacé la Fondation pour la diversification de l'industrie sucrière (SIDF); et iii) l'option d'investissement alternatif (AIO), introduite en 2021, qui relève du Programme CBI. Jusqu'en mars 2018, les investisseurs avaient également la possibilité d'investir dans le Fonds d'aide en cas d'ouragan.

2.48. Pour obtenir la citoyenneté dans le cadre de l'option immobilière, les requérants doivent investir dans un projet immobilier approuvé au préalable, qui peut comprendre des parts d'hôtel, des villas et des unités en copropriété. Une liste des projets immobiliers approuvés est publiée par la CIU. L'investissement immobilier minimum requis par la loi est de 200 000 USD (le bien peut être revendu après sept ans) ou 400 000 USD (le bien peut être revendu après cinq ans) pour chaque requérant principal. Au moment de la soumission d'une demande, il faut également s'acquitter des redevances liées à l'obligation de vigilance et au traitement de la demande, qui ne sont pas remboursables. Ces redevances s'élèvent à 7 500 USD pour le requérant principal et à 4 000 USD pour chaque personne à charge du requérant principal âgée de plus de 16 ans. En outre, lors de l'approbation de principe d'une demande faite dans le cadre d'un investissement immobilier, une taxe gouvernementale doit être payée: 35 050 USD pour le requérant principal; 20 050 USD pour le conjoint du requérant principal; et 10 050 USD pour toute autre personne à charge du requérant principal qui remplit les conditions requises, quel que soit son âge. À cette taxe s'ajoutent des frais d'achat, notamment les cotisations d'assurance obligatoire et les frais de transport. Une taxe de 25 000 USD s'applique généralement s'il est fait recours à un agent de commercialisation international.

2.49. La deuxième possibilité concerne le Fonds pour la croissance durable (SGF), qui a été instauré en mars 2018 en remplacement de la SIDF.²⁹ Le gouvernement a indiqué que ce Fonds offrait la voie la plus sûre et la plus directe pour obtenir une deuxième citoyenneté à Saint-Kitts-et-Nevis.³⁰ Pour obtenir la citoyenneté, le requérant doit verser une contribution au SGF. Les membres de la famille, y compris le conjoint, les enfants, les parents et les grands-parents, peuvent être inclus dans la demande. Dans le cas d'un requérant seul, une contribution non remboursable de 150 000 USD est requise. Dans le cas d'une famille, composée d'un requérant principal et d'un maximum de trois personnes à charge (par exemple un conjoint et deux enfants), une contribution non remboursable de 195 000 USD est requise. Pour toute personne à charge supplémentaire, quel que soit son âge, une contribution de 10 000 USD est exigée. Au moment de la présentation d'une demande, il faut également s'acquitter des redevances liées à l'obligation de vigilance et au traitement de la demande, qui ne sont pas remboursables. Ces redevances s'élèvent à 7 500 USD pour le requérant principal et à 4 000 USD pour chaque personne à charge du requérant principal âgée de plus de 16 ans.

2.50. Le SGF a continué d'examiner les demandes en 2021 pendant la pandémie de COVID-19, par le biais de procédures en ligne traitées par des personnes habilitées. Pour faciliter les procédures, en 2020, les autorités ont temporairement réduit de 45 000 USD la contribution requise pour une famille comptant jusqu'à trois personnes à charge, la fixant à 150 000 USD, soit la même contribution que pour une personne seule. En mars 2021, elles ont décidé de maintenir cette réduction temporaire.

2.51. Le SGF, administré par le Ministère des finances, est alimenté par les recettes découlant du Programme CBI et par toute autre contribution dont le gouvernement peut décider. Le SGF peut être utilisé pour financer les dépenses d'éducation et les projets d'infrastructure (en particulier les installations portuaires), promouvoir la croissance économique et la compétitivité, financer les PME, soutenir le développement sectoriel (agriculture, pêche, industrie manufacturière orientée vers l'exportation, services financiers, développement technologique, etc.), développer les installations médicales, promouvoir le tourisme et préserver la culture et le patrimoine.³¹

²⁹ Règlement de Saint-Kitts-et-Nevis sur l'acquisition de la citoyenneté par l'investissement (modification) (n° 2), SRO n° 7 de 2018. *Journal officiel* (2018) n° 18 du 29 mars. Adresse consultée: https://www.ciu.gov.kn/wp-content/uploads/2017/01/SRO_No._7_of_2018-Sustainable-Growth-Fund.pdf.

³⁰ CIU, *Sustainable Growth Fund (SGF)*. Adresse consultée: <https://www.ciu.gov.kn/the-sustainable-growth-fund/>.

³¹ Règlement de Saint-Kitts-et-Nevis sur l'acquisition de la citoyenneté par l'investissement (modification) (n° 2), SRO n° 7 de 2018. *Journal officiel* (2018) n° 18 du 29 mars. Adresse consultée: https://www.ciu.gov.kn/wp-content/uploads/2017/01/SRO_No._7_of_2018-Sustainable-Growth-Fund.pdf.

2.52. Avant la création du SGF, la deuxième possibilité qui s'offrait pour obtenir la citoyenneté était l'investissement dans la SIDF. Cette option exigeait une contribution à la SIDF, d'un montant minimum de 250 000 USD pour un requérant seul, 300 000 USD pour un requérant ayant jusqu'à trois personnes à charge, 350 000 USD pour un requérant ayant jusqu'à cinq personnes à charge et 450 000 USD pour un requérant ayant jusqu'à sept personnes à charge. Des redevances liées à l'obligation de vigilance étaient imposées; leur montant s'élevait à 7 500 USD pour le requérant principal et à 4 000 USD pour toute personne à charge âgée de plus de 16 ans.

2.53. La troisième option dans le cadre du Programme d'acquisition de la citoyenneté par l'investissement, l'AIO, a été introduite en 2021. L'AIO vise à fournir au gouvernement les moyens d'atteindre ses objectifs d'investissement en capital sans avoir à contracter de dette supplémentaire. Les projets potentiels s'inscrivant dans le cadre de l'AIO sont répertoriés par le gouvernement ou peuvent être proposés par des particuliers ayant accès au financement qui présentent au gouvernement des projets qui ne sont pas inclus dans la liste des infrastructures du gouvernement. L'actif résultant de l'achèvement du projet peut être exploité par l'investisseur pendant une période raisonnable pour permettre un rendement raisonnable de l'investissement, mais il doit finalement être remis au gouvernement, qui en conserve la propriété. Lorsqu'il évalue les projets qui figurent sur sa liste d'infrastructures, le gouvernement veille à tenir compte de la maximisation de l'emploi local, du transfert de technologie et du renforcement des capacités. Il existe deux cas de figure en ce qui concerne l'AIO: i) un projet avec promoteur de projet public (PGPD), où l'État est propriétaire de l'actif à la fin de l'accord; le projet est entièrement financé par le PGPD et verrouillé "en amont" et il nécessite une unité d'investissement minimale de 175 000 USD; et ii) un projet avec promoteur d'entreprise privée (PED), où l'actif construit ou financé est détenu par des intérêts privés. Dans ce dernier cas, l'unité d'investissement minimale est de 200 000 USD et les redevances publiques ordinaires sur l'immobilier s'appliquent.³²

2.54. Quelle que soit l'option choisie, le délai de traitement des demandes est d'environ trois ou quatre mois. Pour raccourcir ce délai, en octobre 2016, le gouvernement a instauré une procédure de demande accélérée (AAP), qui permet d'accélérer le traitement des demandes auprès de la SDI et de ramener le délai à 60 jours.³³ Les investisseurs qui souhaitent bénéficier de la procédure AAP sont soumis au paiement des redevances de traitement (y compris les redevances liées à l'obligation de vigilance), d'un montant de 25 000 USD pour le requérant principal et de 20 000 USD pour toute personne à charge âgée de plus de 16 ans. Outre les redevances de traitement, des redevances de 500 USD par personne sont applicables pour le traitement de la demande de passeport de Saint-Kitts-et-Nevis pour toute personne à charge âgée de moins de 16 ans.

2.55. Saint-Kitts-et-Nevis n'a signé aucun accord bilatéral en matière d'investissement. Il a signé des conventions de double imposition avec le Canada, le Danemark, les États-Unis, Monaco, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, Saint-Marin, la Suède et la Suisse.³⁴

³² CIU, *Alternative Investment Option*. Adresse consultée: <https://www.ciu.kn/investment-options/alternative-investment/>.

³³ CIU, *60-Day Accelerated Pass*. Adresse consultée: <https://www.ciu.gov.kn/60-day-accelerated-process/>.

³⁴ Ministère des finances, *Double Taxation Conventions (DTCs)* Adresse consultée: <https://www.mof.gov.kn/double-taxation-conventions-dtcs/>.

3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

3.1 Mesures visant directement les importations

3.1.1 Procédures douanières, documentation et enregistrement

3.1. Au cours de la période considérée, la législation douanière de Saint-Kitts-et-Nevis a été modernisée. Cette législation figure dans le chapitre 20.04 de la Loi douanière (Loi n° 19 de 2014), révisée pour la dernière fois en 2017. Saint-Kitts-et-Nevis utilise le système ASYCUDA World pour le dédouanement électronique. Il n'est pas membre de l'Organisation mondiale des douanes (OMD). Cependant, en tant que membre de la Conférence douanière intercarraïbes, le pays peut bénéficier des activités de renforcement des capacités de l'OMD.

3.2. Les marchandises importées à Saint-Kitts-et-Nevis sont soumises au contrôle de deux organismes: l'Administration des douanes et l'Autorité portuaire. Si l'importation est effectuée par voie aérienne, les aéronefs doivent, dans le cadre de la déclaration générale, soumettre le manifeste de cargaison aux douanes et à l'Autorité portuaire 15 minutes après le départ de l'aéronef du pays d'origine. Dans le cas du transport maritime des marchandises importées, un avis doit être adressé à l'Administration des douanes et à l'Autorité portuaire au moins 24 heures avant l'arrivée des navires, ainsi qu'une copie du manifeste de cargaison. À l'arrivée des navires, des agents des douanes montent à bord et un rapport (comprenant un manifeste de cargaison) est remis à l'Administration des douanes avant le déchargement de la cargaison. Les lots de marchandises transférés entre Saint-Kitts-et-Nevis demeurent sous contrôle douanier si les droits n'ont pas été payés.³⁵

3.3. Une déclaration en douane est exigée pour tous les lots de marchandises importés à Saint-Kitts-et-Nevis. Des copies papier des déclarations ne sont plus exigées: les factures commerciales pertinentes, la lettre de transport/le connaissement et la feuille de calcul présentant la classification et la valeur des marchandises peuvent être téléchargés électroniquement. Un formulaire de déclaration de l'importateur peut être exigé si la facture n'est pas signée ou si elle est jugée insuffisante par les douanes. Une déclaration provisoire peut aussi être utilisée dans les cas où les factures ne sont pas disponibles et le Contrôleur permet que les marchandises soient inspectées et évaluées aux fins de l'établissement des droits de douane.

3.4. Le recours aux services d'un courtier en douane n'est pas obligatoire. Les données douanières ainsi que les pièces justificatives jointes à la déclaration sont vérifiées par voie électronique afin de s'assurer que les articles sont convenablement classés, que la valeur servant à déterminer les droits est exacte, que les droits et taxes pertinents sont correctement calculés et que toute autre prescription réglementaire est respectée. La déclaration est alors confirmée par les douanes et un avis de liquidation est généré, indiquant les droits de douane à payer. L'avis d'évaluation et les déclarations en douane sont récupérés par l'importateur ou le courtier et transmis au Caissier des douanes en vue du paiement du droit de douane. Les frais dus à l'Autorité portuaire doivent par ailleurs être payés au Caissier portuaire et un reçu est délivré. Après le paiement des droits d'importation et des frais dus à l'Autorité portuaire, les douanes établissent un document autorisant la mainlevée des marchandises.³⁶

3.5. Depuis l'adoption d'un système d'évaluation des risques avec la mise en place d'ASYCUDA World, les cargaisons commerciales ne font plus l'objet d'une inspection systématique par un fonctionnaire des douanes pour vérifier qu'elles sont conformes à la déclaration en douane et aux factures associées. Pour décider de la conduite d'une inspection, les douanes classent les cargaisons en fonction des risques: les importations effectuées par des importateurs connus à Saint-Kitts-et-Nevis et provenant de pays qui ne sont pas réputés présenter des risques sont généralement considérées comme présentant un faible risque et soumises à un faible taux d'inspection. Les cargaisons expédiées vers de nouveaux importateurs et/ou provenant de pays considérés comme présentant des risques plus importants font en général l'objet d'une inspection matérielle. En l'absence d'anomalie, le fonctionnaire des douanes signe l'ordre de mainlevée pour

³⁵ Dans ce cas, une déclaration en douane au titre du régime transitoire, accompagnée d'un formulaire (C101) de demande d'exonération des droits et taxes, doit être présentée à la section Administration de la Direction des douanes, pour approbation.

³⁶ Direction des douanes de Saint-Kitts-et-Nevis (2012), *Import & Export Procedures Manual*. Adresse consultée: <https://skncustoms.com/pdfs/SKB%20Import%20Procedures%20%20Final.pdf>.

autoriser l'Autorité portuaire à délivrer la cargaison à l'importateur ou au courtier. Les cargaisons non commerciales sont inspectées et évaluées aux fins de l'établissement des droits de douane avant que la déclaration en douane ne soit établie. Si une inspection est requise, le fret importé en conteneurs complets (FCL) peut être autorisé à quitter la zone portuaire sous contrôle douanier pour inspection dans les locaux de l'importateur; l'inspection est alors réalisée dans les 24 heures.

3.6. La législation de Saint-Kitts-et-Nevis autorise l'admission temporaire, dans le cadre de laquelle un importateur se trouvant dans l'impossibilité de présenter immédiatement un formulaire de déclaration en douane en bonne et due forme peut accélérer le dédouanement des marchandises en remplissant une déclaration provisoire, après constitution d'un dépôt. L'importateur donne une estimation des droits à acquitter et les douanes procèdent à leur propre estimation provisoire. Si le montant des droits provisoirement estimés par les douanes dépasse le montant calculé par l'importateur, un dépôt correspondant à la différence doit être effectué auprès des douanes en plus des droits évalués par l'importateur. Le formulaire de déclaration en douane définitif doit être présenté dans les trois mois suivant l'importation, après quoi la valeur en douane définitive et les droits de douane définitifs sont calculés et l'éventuel trop-perçu est remboursé.

3.7. La déclaration en douane correspondant à une cargaison à dédouaner dans le cadre d'une concession doit être accompagnée d'un formulaire (C101) de demande d'exonération des droits et taxes. Le Département des douanes et de l'accise utilise actuellement le SH2017 pour l'application des droits de douane.

3.8. Deux dispositifs spéciaux existent pour le dédouanement des courriers ou colis exprès importés ou exportés de Saint-Kitts-et-Nevis. Les services de courrier dédouanent toutes les marchandises pour le compte du client. Une liste de dédouanement doit être présentée jusqu'à trois heures avant l'atterrissage des vols.

3.9. Le délai normal de dédouanement est de un ou deux jours. Cependant, les douanes peuvent décider d'une mainlevée anticipée pour les importations de denrées périssables, de stocks destinés aux usines et de certaines marchandises importées pour les besoins de l'état, en particulier des produits liés à la santé ou des fournitures urgentes. Les autres demandes sont traitées au cas par cas à la discrétion du Contrôleur. Les mainlevées anticipées sont administrées par le biais du système ASYCUDA World. Un module de mainlevée anticipée ASYCUDA, disponible sur le site Web des douanes, doit être rempli. La déclaration en douane correspondant à la transaction doit être finalisée dans un délai d'une semaine à compter de la date de la mainlevée.

3.10. Saint-Kitts-et-Nevis ne dispose pas d'un système d'inspection avant expédition.

3.11. Les douanes n'ont pas de guichet unique pour les importations; dans le cadre des négociations sur l'AFE, Saint-Kitts-et-Nevis s'est engagé à en mettre en place un d'ici au 31 décembre 2023. Cependant, l'Autorité portuaire gère un système de communauté portuaire qui facilite le dédouanement des navires de marchandises et de passagers entrants, bien que le système ne s'applique pas au dédouanement des marchandises.

3.12. Comme indiqué ci-avant, les douanes disposent d'un système opérationnel de gestion des risques; dans le cadre de l'AFE, le pays s'était engagé à en mettre en place un d'ici au 31 décembre 2022, mais en raison de la crise liée à la COVID-19, la mise en œuvre a été repoussée au 31 décembre 2023. Il n'existe actuellement aucun programme d'opérateurs économiques agréés: Saint-Kitts-et-Nevis s'est engagé à en mettre en œuvre un d'ici au 31 décembre 2023.³⁷

3.13. Dans le cadre des négociations sur l'AFE, Saint-Kitts-et-Nevis a inclus les éléments ci-après dans ses engagements de la catégorie A, devant être mis en œuvre en 2017 ou 2018: renseignements disponibles sur Internet; points d'information; possibilité de présenter des observations et renseignements avant l'entrée en vigueur; consultations; procédures de recours ou de réexamen; rétention; disciplines générales concernant les redevances et impositions imposées à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation et les pénalités; disciplines concernant les pénalités; traitement avant arrivée; séparation de la mainlevée de la détermination finale des droits de douane, taxes, redevances et impositions; envois accélérés; marchandises périssables; coopération entre les organismes présents aux frontières; mouvement

³⁷ Base de données de l'OMC sur la facilitation des échanges. Adresse consultée: <https://tfadatabase.org/fr/members/saint-kitts-and-nevis/breakdown-by-measure/article-12>.

des marchandises destinées à l'importation sous contrôle douanier; formalités et prescriptions en matière de documents requis; acceptation de copies; utilisation des normes internationales; inspection avant expédition; recours aux courtiers en douane; procédures communes à la frontière et prescriptions uniformes en matière de documents requis; marchandises refusées; admission temporaire de marchandises et perfectionnement actif et passif; liberté de transit; mesures favorisant le respect des exigences et la coopération; échange de renseignements; vérification; protection et confidentialité; fourniture de renseignements; limitations; utilisation ou divulgation non autorisée; accords bilatéraux et régionaux.³⁸

3.14. Saint-Kitts-et-Nevis a repoussé la mise en œuvre de cinq de ses engagements relevant des catégories B et C en raison de la pandémie de COVID-19: du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022 pour la publication et la gestion des risques, et jusqu'au 31 décembre 2023 pour les procédures d'essai et les mesures de facilitation des échanges pour les opérateurs agréés; et du 31 décembre 2023 au 31 décembre 2024 pour la mise en œuvre des engagements concernant les disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions aux fins du traitement douanier imposées à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation (tableau 2.2).

3.1.2 Évaluation en douane

3.15. La réglementation relative à l'évaluation en douane figure dans le chapitre 20.04 de la deuxième Liste de la Loi douanière. L'évaluation au titre de la Loi est fondée sur l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Ainsi, conformément à la Loi, la valeur en douane des importations doit correspondre à la valeur transactionnelle. Si les douanes ne sont pas en mesure de déterminer la valeur transactionnelle, ou si l'acheteur et le vendeur sont liés, les autres méthodes prévues dans l'Accord sur l'évaluation en douane doivent être utilisées. C'est-à-dire, conformément à la Loi douanière: i) la valeur transactionnelle de marchandises identiques vendues pour l'exportation à destination de Saint-Kitts-et-Nevis et exportées au moment ou à peu près au même moment que les marchandises faisant l'objet de l'évaluation; ii) la valeur transactionnelle de marchandises similaires vendues pour l'exportation à destination de Saint-Kitts-et-Nevis et exportées au moment ou à peu près au même moment que les marchandises faisant l'objet de l'évaluation; iii) le prix unitaire auquel les marchandises importées ou le plus grand nombre de marchandises importées identiques ou similaires sont vendues à Saint-Kitts-et-Nevis, au moment ou à peu près au même moment que l'importation; et iv) une valeur calculée comprenant: a) la somme du coût ou de la valeur des matières et des opérations de fabrication ou autres utilisées pour produire les marchandises importées; b) un montant pour les bénéfices et frais généraux; et c) les coûts, y compris les commissions, le courtage, le coût des contenants et le coût de l'emballage, entre autres.

3.16. La Loi douanière interdit l'utilisation de valeurs en douane minimales aux fins de l'évaluation en douane. Elle interdit également l'utilisation aux fins de l'évaluation: i) du prix de vente à Saint-Kitts-et-Nevis de marchandises similaires produites localement; ii) d'un système prévoyant l'acceptation, à des fins douanières, de la plus élevée de deux valeurs possibles; iii) du prix sur le marché intérieur du pays d'exportation; iv) du prix à l'exportation dans un pays autre que Saint-Kitts-et-Nevis; v) du coût de production, autre que les valeurs calculées déterminées pour des marchandises identiques ou similaires conformément à l'Accord sur l'évaluation en douane; ou vi) de valeurs arbitraires ou fictives. Des indications sur les prix fondées sur des renseignements concernant les prix internationaux sont utilisées pour les importations de véhicules usagés.

3.17. Les décisions prises par les douanes concernant l'évaluation de marchandises peuvent être contestées aux niveaux administratif et judiciaire. Pour ce qui est des recours administratifs, il existe deux possibilités: les recours auprès du Contrôleur des douanes et les recours auprès de la Commission d'appel des douanes. La Commission d'appel des douanes est chargée des recours en appel concernant les décisions en matière d'évaluation en douane, de droits de douane et d'autres questions douanières. Avant de déposer un recours au niveau administratif, l'importateur doit s'acquitter du montant faisant l'objet du litige. Un importateur qui conteste le montant du droit évalué, une décision en matière d'évaluation ou toute décision du Contrôleur peut, dans un délai de trois mois à compter de la date du paiement, déposer une plainte écrite au sujet de cette déclaration demandant au Contrôleur de réexaminer la décision contestée. Un recours doit être bien documenté. Après avoir examiné la question, le Contrôleur doit décider de confirmer l'évaluation initiale ou de lui substituer une nouvelle évaluation, dans un délai de 90 jours à compter de la date de l'évaluation

³⁸ Document de l'OMC WT/PCTF/N/KNA/1 du 2 juin 2015.

initiale. Une personne qui n'est pas satisfaite d'une décision du Contrôleur peut faire appel de cette décision auprès de la Commission d'appel des douanes dans un délai de 30 jours à compter de la date de la décision, mais la Commission peut proroger le délai d'appel. Tous les recours auprès de la Commission sont examinés dans le cadre d'une audience *de novo*. Si l'appelant n'est pas satisfait de la décision de la Commission, l'affaire peut être portée devant une haute cour ou devant la Cour d'appel des Caraïbes orientales.

3.18. Saint-Kitts-et-Nevis a notifié son régime d'évaluation en douane à l'OMC en février 2021.³⁹ La notification comprenait une copie des articles et des annexes pertinentes de la Loi douanière de 2014.⁴⁰ Les autorités indiquent que les articles et les annexes qui y figurent permettront d'évaluer les marchandises conformément aux dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane.

3.1.3 Règles d'origine

3.19. Comme d'autres pays de l'OECO Membres de l'OMC, Saint-Kitts-et-Nevis applique les règles d'origine du Traité révisé de Chaguaramas instituant la CARICOM. La franchise de droits n'est accordée qu'aux marchandises expédiées entre États membres satisfaisant aux règles d'origine de la CARICOM, lesquelles ont été révisées pendant la période considérée pour tenir compte de la transposition du TEC dans le SH2017.

3.20. Conformément aux règles d'origine de la CARICOM, les marchandises passant d'un État membre à un autre sont considérées comme originaires de la CARICOM, si les marchandises: i) ont été entièrement produites à l'intérieur de la CARICOM; ou ii) ont été produites à l'intérieur de la CARICOM en totalité ou en partie à partir de matières importées depuis l'extérieur de la CARICOM ou à partir de matières d'origine non déterminée par un procédé qui se traduit par une transformation substantielle caractérisée par un changement de position tarifaire, ou qui sont soumises à des conditions spécifiques telles qu'elles sont énoncées dans la liste figurant à l'annexe I du Traité instituant la CARICOM.

3.21. Les marchandises acheminées d'un État membre à un autre pour être réparées, rénovées ou améliorées sont, à leur retour dans l'État membre d'où elles ont été exportées, traitées aux fins de la réimportation, comme si elles étaient originaires de la CARICOM. Elles doivent pour cela être réacheminées directement vers l'État membre d'où elles ont été exportées et la valeur des matières importées de l'extérieur de la CARICOM qui ont servi à la réparation, la rénovation ou l'amélioration ne doit pas dépasser: i) 65% si l'opération a eu lieu dans un pays de la CARICOM plus développé; ou ii) 80% dans le cas d'un pays de la CARICOM moins développé.

3.22. L'APE conclu avec l'Union européenne comprend des règles d'origine particulières (rapport commun).

3.23. Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas notifié de règles d'origine préférentielles ni de règles non préférentielles à l'OMC.

3.1.4 Droits de douane et autres impositions à l'importation

3.24. Les importations à Saint-Kitts-et-Nevis sont soumises à des droits de douane, à une redevance pour services douaniers et à la TVA. Certaines importations sont également assujetties à des droits d'accise et à une taxe écologique. Pendant la période considérée, et malgré la pandémie, les taxes sur le commerce international, en particulier sur les importations, sont restées une importante source de recettes fiscales pour Saint-Kitts-et-Nevis. Les recettes générées par les taxes sur les transactions internationales se sont chiffrées à 158,28 millions de XCD en 2020 et ont été estimées à 192,75 millions de XCD en 2021, représentant 43,7% des recettes fiscales de l'État, soit l'équivalent de 6,5% du PIB environ. Les principales composantes de cette fiscalité internationale étaient la TVA sur les importations (14,8% des recettes fiscales totales en 2021), les droits d'importation (14,2%) et la redevance pour services douaniers (7,8%) qui, ensemble, représentaient 36,8% des recettes fiscales publiques (tableau 3.1).

³⁹ Document de l'OMC G/VAL/N/1/KNA/1 du 25 février 2021.

⁴⁰ Département des douanes et de l'accise. Adresse consultée: <https://skncustoms.com/Customs%20Act%202014/Schedules.pdf>.

Tableau 3.1 Taxes sur le commerce international et les transactions internationales, 2014-2021

(Milliers de XCD)

Taxes sur le commerce international/les transactions internationales	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020^a	2021	2021 (% des recettes fiscales totales)
Total	173 712	176 237	178 429	172 151	187 669	193 631	158 278	192 753	43,7
Taxes visant l'ensemble des importations									
Droits d'importation	46 200	48 457	57 033	53 419	61 004	61 396	53 855	62 790	14,2
Redevance pour services douaniers	33 671	36 246	36 643	33 866	36 679	36 604	30 701	34 502	7,8
TVA	71 311	58 250	57 411	56 677	59 855	62 056	53 649	65 184	14,8
Taxes visant certaines importations									
Taxe écologique	2 749	5 089	6 813	5 969	5 450	6 169	5 453	6 255	1,4
Droits d'accise	11 906	18 686	13 016	13 467	13 376	13 259	10 084	14 902	3,4
Taxe à la consommation	641	580	524	555	552	732	559	593	0,1
Autres taxes									
Taxe de voyage	2 669	3 260	2 942	2 832	4 206	6 868	1 540	2 382	0,5
Droit d'accise à l'exportation	0,0	102	--	--	--	--	--	--	0,0
Redevance non remboursable sur les boutiques hors taxes	4 413	5 524	4 007	2 248	6 383	6 545	2 229	6 145	1,4
Taxe sur les boutiques hors taxes	152	43	40	117	2	3	209	-	0,0

a Approuvé.

Source: Estimations budgétaires du gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis pour plusieurs années (2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022), volume 1. Adresse consultée: <https://www.mof.gov.kn/publications/#1544727947138-0f68685b-2c92>.

3.1.4.1 Structure des droits NPF appliqués

3.25. Le tarif douanier appliqué par Saint-Kitts-et-Nevis en 2022 est fondé sur le SH2017. Il comprend 6 690 lignes tarifaires au niveau des positions à 7 chiffres, soit 399 lignes de plus qu'en 2013. Saint-Kitts-et-Nevis applique le tarif extérieur commun de la CARICOM (TEC), sous réserve des exceptions permises par la réglementation de la CARICOM. Les taux de droits de la liste du TEC vont de zéro à 20% pour les produits industriels, et jusqu'à 40% pour les produits agricoles. Pour les exceptions au TEC, les taux peuvent être plus élevés.

3.26. Les taux du TEC dépendent de la manière dont un produit est classé. Le TEC classe les produits comme suit: i) les intrants utilisés pour produire d'autres produits (produits primaires et intermédiaires et biens d'équipement); ou ii) les produits finals. À l'intérieur de chaque catégorie, les produits sont classés en fonction de s'ils sont concurrents ou non-concurrents. Les produits importés sont considérés comme concurrents si la production régionale ou le potentiel de production régionale résultant des capacités existantes dépasse 70% de la demande régionale d'un produit particulier. Les produits importés sont considérés comme non-concurrents si le niveau de la production régionale ne satisfait pas au minimum de 70%. En dehors de cela, certains produits ont été identifiés comme sensibles, pour lesquels des exceptions nationales au TEC peuvent être accordées; il s'agit notamment d'un ensemble de produits agricoles et agro-industriels et de marchandises potentiellement compétitives, entre autres. Les exceptions sont classées en trois listes de produits, les taux figurant dans chaque liste étant différents du TEC: la liste A, contenant des articles pour lesquels la suspension du TEC a été accordée pour une période indéterminée sous réserve d'un réexamen, les taux étant déterminés par les États membres; la liste C, contenant des articles pour lesquels des taux minimaux ont été convenus et indiquant les taux effectifs à appliquer par les différents États membres; et la liste D, contenant deux parties: la Partie I, énumérant les produits des positions tarifaires ex 73.21, ex 84.18 et ex 85.16, pour lesquels la suspension du TEC a été accordée au Belize pour une période non spécifiée; et la Partie II, contenant les produits des positions tarifaires ex 30.03 et ex 30.04 (médicaments), pour lesquels la suspension du TEC a été accordée à Saint-Kitts-et-Nevis, à d'autres États membres de l'OECO et au Belize.

3.27. Les produits figurant dans la liste d'exceptions A, principalement les produits agricoles, matériaux d'emballage, articles en céramique, lave-linge, sèche-linge et appareils sanitaires, peuvent être assujettis à un droit de douane maximum de 40%; Saint-Kitts-et-Nevis applique généralement des taux inférieurs à ceux du TEC. Les produits inclus dans la liste C, qui contient principalement les boissons alcooliques, les produits du tabac, les produits pétroliers, les bijoux, les appareils électriques et les véhicules automobiles, sont en général frappés de taux supérieurs à ceux du TEC.

3.28. En 2022, le droit moyen de Saint-Kitts-et-Nevis était de 11,1%, contre 10,1% en 2013. L'une des raisons de cette hausse est l'augmentation du nombre de lignes tarifaires (de 399) attribuable au changement de version du SH, la plupart des lignes supplémentaires étant assujetties à des taux supérieurs à 10%. Les produits agricoles (définition de l'OMC) étaient frappés d'un droit moyen plus élevé, de 17,4% en 2022, contre 15,0% en 2013, que les produits non agricoles (définition de l'OMC), qui étaient soumis à un droit NPF moyen de 9,9% en 2022, contre 9,2% en 2013. Environ 22,7% des lignes tarifaires bénéficiaient d'un traitement en franchise de droits, contre 24% en 2013. En 2020, environ 64,3% de l'ensemble des lignes tarifaires étaient assujetties à des taux compris entre zéro et 10%; 61,2% des lignes étaient assujetties à des droits compris entre zéro et 5% (graphique 3.1). Environ 29,7% des lignes tarifaires font l'objet de crêtes tarifaires internationales, contre 24,8% en 2013, tandis que 9% des lignes étaient soumises à des crêtes nationales, contre 3,7% en 2013 (tableau 3.2).

Tableau 3.2 Structure du tarif douanier de Saint-Kitts-et-Nevis, 2013 et 2022

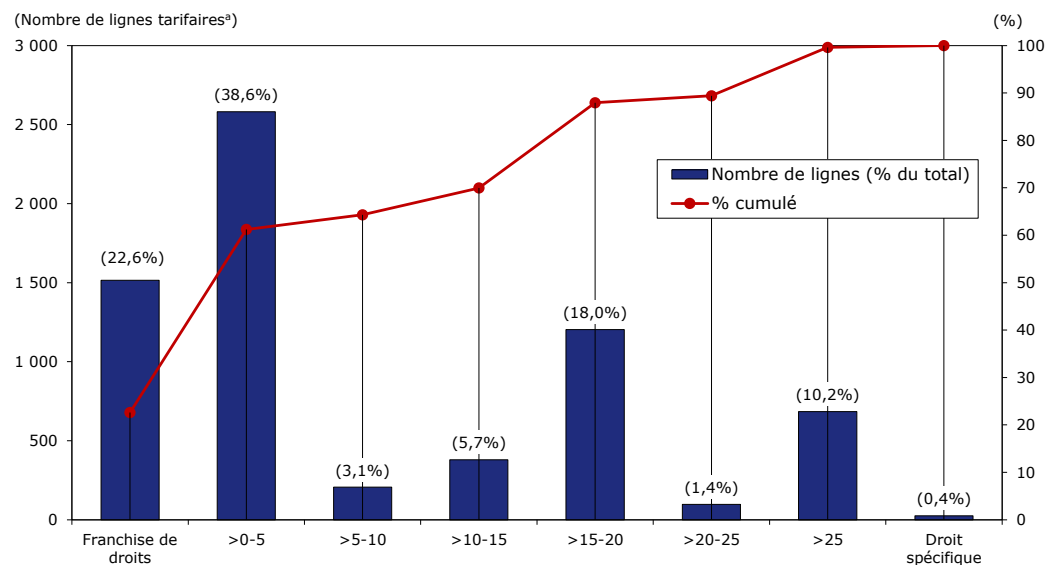
	2013	2022
Nombre total de lignes tarifaires	6 291	6 690
Droits non <i>ad valorem</i> (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	0,3	0,4
Droits non <i>ad valorem</i> , sans EAV (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	0,3	0,4
Lignes soumises à des contingents tarifaires (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	0,0	0,0
Lignes tarifaires en franchise de droits (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	24,0	22,7
Taux moyen des lignes tarifaires imposables (%)	13,3	14,4
Moyenne simple des taux de droits (%)	10,1	11,1
Produits agricoles (définition OMC)	15,0	17,4
Produits non agricoles (définition OMC) (y compris le pétrole) (%)	9,2	9,9
Crêtes tarifaires nationales (% de l'ensemble des lignes tarifaires) ^a	3,7	9,0
Crêtes tarifaires internationales (% de l'ensemble des lignes tarifaires) ^b	24,8	29,7
Écart type global (%)	11,0	12,1
Lignes tarifaires consolidées (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	97,3	95,7

a Les crêtes tarifaires nationales sont les taux supérieurs au triple de la moyenne globale des taux appliqués.

b Les crêtes tarifaires internationales sont les taux supérieurs à 15%.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

Graphique 3.1 Répartition des taux de droits NPF, 2020



a Le nombre total de lignes est de 6 690.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

3.29. Saint-Kitts-et-Nevis n'applique pas de droits de douane saisonniers. En 2022, environ 99,6% de l'ensemble des taux de droits appliqués étaient *ad valorem*. Des droits spécifiques s'appliquent à 25 positions tarifaires, représentant environ 0,4% de l'ensemble des lignes tarifaires (tous des produits agricoles); à l'exception d'une ligne, tous ces produits figurent dans la Liste C des exceptions au TEC de Saint-Kitts-et-Nevis (tableau 3.3). Il n'est pas fait usage de contingents tarifaires. Le tarif douanier est disponible en ligne sur le site Web des douanes de Saint-Kitts-et-Nevis.⁴¹

Tableau 3.3 Saint-Kitts-et-Nevis: Lignes soumises à des droits spécifiques (des listes A et C) et taux de droits, 2022

Code du SH	Désignation	Droit NPF	Droit tiré de
17019990	- - - Autres	6,60 XCD les 100 kg	Liste A
22030020	- - - Stout	11,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22030010	- - - Bière	11,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22030090	- - - Autres	11,00 XCD/gallon liquide	Liste C
24021000	- Cigares (y compris ceux à bouts coupés) et cigarillos, contenant du tabac	18,00 XCD/kg	Liste C
24022000	- Cigarettes contenant du tabac	18,00 XCD/kg	Liste C
24029000	- Autres	18,00 XCD/kg	Liste C
24031100	-- Tabac pour pipe à eau visé à la Note 1 de sous-positions du présent Chapitre	18,00 XCD/kg	Liste C
24031900	- - - Autres	18,00 XCD/kg	Liste C
24039100	- - Tabacs "homogénéisés" ou "reconstitués"	18,00 XCD/kg	Liste C
24039910	- - - Tabacs à priser	18,00 XCD/kg	Liste C
24039990	- - - Autres	18,00 XCD/kg	Liste C
22082010	- - - Brandy, importé en bouteilles, d'un titre alcoolométrique volumique n'excédant pas 46%	28,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22082090	- - - Autres	28,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22083010	- - - Importé en bouteilles, d'un titre alcoolométrique volumique n'excédant pas 46%	28,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22083090	- - - Autres	28,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22084090	- - - Autres	28,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22085010	- - - Importé en bouteilles, d'un titre alcoolométrique volumique n'excédant pas 46%	28,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22085090	- - - Autres	28,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22084010	- - - Importé en bouteilles, d'un titre alcoolométrique volumique n'excédant pas 46%	28,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22071010	- - - Bioéthanol	5,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22071090	- - - Autres	5,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22072010	- - - Bioéthanol	5,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22072090	- - - Autres	5,00 XCD/gallon liquide	Liste C
22086000	- Vodka	9,00 XCD/gallon liquide	Liste C

Source: TEC, *Tarif extérieur commun révisé de la Communauté des Caraïbes*. Adresse consultée: [https://caricom.org/documents/16273-revised_cet_of_caricom_hs_2017_revised_11_april_2018_for_link\).pdf](https://caricom.org/documents/16273-revised_cet_of_caricom_hs_2017_revised_11_april_2018_for_link).pdf).

3.30. Les taux de droits varient de zéro à 70%. Les taux moyens les plus élevés, par catégorie de l'OMC, concernent le sucre et les sucreries (24,3%), les fruits et légumes (22,8%) et les boissons et liquides alcooliques (22,7%) (tableau 3.4). Parmi les autres produits soumis à des droits plus élevés que la moyenne figurent les animaux et produits du règne animal (17,5%), les céréales et préparations à base de céréales (14,8%) et les oléagineux, graisses et huiles et leurs produits (14,7%). Le taux de droit le plus élevé s'applique uniquement aux armes et munitions (70%), suivies par les véhicules automobiles (45%), qui figurent dans la Liste C. Les taux de droits moins élevés, par catégorie de l'OMC, sont appliqués au coton, aux machines non électriques, aux produits chimiques, aux produits laitiers, aux métaux et aux minéraux, ainsi qu'au pétrole. D'une manière générale, pour ce qui est des produits, ce sont les importations de machines sous formes primaires, de machines et de pièces, de matières premières, de tissus, de produits chimiques, de matériel de bureau et d'outils à main qui sont soumises aux taux les plus bas, entre zéro et 10%. Les vêtements et chaussures sont assujettis à un taux de 25%, tout comme certains appareils ménagers comme les réfrigérateurs, les poêles, les congélateurs et les fours à micro-ondes. Les ordinateurs et les accessoires peuvent être importés en bénéficiant d'un taux nul mais ils sont toujours assujettis à la redevance pour services douaniers de 6% (voir ci-après). Les produits du tabac sont assujettis à un droit de 20% mais ils sont assujettis au droit d'accise (voir ci-après).

⁴¹ Département des douanes et de l'accise, *Common External Tariff 2017*. Adresse consultée: <https://skncustoms.com/Show-Page.aspx?PageID=398>.

Tableau 3.4 Analyse succincte des droits NPF appliqués par Saint-Kitts-et-Nevis, 2022

Désignation	Nombre de lignes	Moyenne (%)	Fourchette (%)	Coefficient de variation (CV)	Fourchette tarifaire consolidée ^a (%)
Total	6 690	11,1	0-70	1,1	10-250
SH 01-24	1 370	21,3	0-40	0,8	10-250
SH 25-97	5 320	8,6	0-70	1,1	70-170
Par catégorie de l'OMC					
Produits agricoles (définition OMC)	1 127	17,4	0-40	0,9	10-250
- Animaux et produits d'origine animale	177	17,5	0-40	0,9	50-100
- Produits laitiers	25	7,6	0-20	0,7	75-100
- Fruits, légumes et plantes	332	22,8	0-40	0,7	50-250
- Café et thé	29	16,6	0-40	0,9	75-100
- Céréales et préparations à base de céréales	139	14,8	0-40	0,8	10-150
- Graines oléagineuses, graisses, huiles et leurs produits	109	14,7	0-40	1,2	10-175
- Sucres et sucreries	24	24,3	5-40	0,6	100-130
- Boissons, liquides alcooliques et tabac	122	22,7	5-40	0,5	50-192
- Coton	6	0,0	0	s.o.	100-100
- Autres produits agricoles	164	8,8	0-40	1,5	10-182
Produits non agricoles (définition OMC) (y compris le pétrole)	5 563	9,9	0-70	1,1	70-170
- Produits non agricoles (définition OMC) (hormis le pétrole)	5 531	9,9	0-70	1,1	70-170
- - Poissons et produits de la pêche	321	30,3	0-40	0,5	100
- - Minéraux et métaux	1 105	7,1	0-30	1,0	70
- - Produits chimiques et fournitures pour la photographie	1 089	6,2	0-40	1,0	70-111,5
- - Bois, pâte de bois, papier et meubles	356	9,9	0-25	0,7	70-170
- - Textiles	636	6,3	0-25	1,0	70-87
- - Vêtements	281	19,9	5-20	0,1	70-93
- - Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	174	9,1	0-35	1,0	70
- - Machines non électriques	601	5,1	0-30	1,4	70-93
- - Machines électriques	265	10,5	0-30	0,8	70
- - Matériel de transport	228	15,3	0-45	1,2	70
- - Produits non agricoles n.d.a.	475	13,4	0-70	0,9	70-123
- Pétrole	32	7,3	0-25	1,1	70-150
Par secteur de la CITI^b					
Agriculture et pêche	542	22,1	0-40	0,9	10-250
Industries extractives	106	2,6	0-30	2,8	70
Industries manufacturières	6041	10,3	0-70	1,0	10-192
Par section du SH					
01 Animaux vivants et produits du règne animal	494	25,3	0-40	0,7	50-130
02 Produits du règne végétal	438	19,6	0-40	0,9	10-250
03 Graisses et huiles	54	25,6	0-40	0,7	10-175
04 Produits des industries alimentaires, etc.	384	17,3	0-40	0,6	50-192
05 Produits minéraux	191	3,7	0-25	1,6	70-150
06 Produits des industries chimiques ou des industries connexes	1 018	6,1	0-40	1,0	70-115
07 Matières plastiques et caoutchouc	241	7,1	0-35	1,1	70
08 Peaux et cuirs	80	8,0	0-20	1,2	70-100
09 Bois et ouvrages en bois	156	10,9	0-20	0,5	70-81,5
10 Pâte à papier, papier, etc.	165	7,0	0-20	1,0	70
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	906	10,0	0-20	0,8	70-100
12 Chaussures, coiffures	59	16,3	0-20	0,4	70
13 Ouvrages en pierre	181	10,7	0-25	0,7	70
14 Pierres gemmes, etc.	62	17,4	0-30	0,7	70
15 Métaux communs et ouvrages en ces métaux	708	6,7	0-25	0,9	70
16 Machines et appareils	881	6,9	0-30	1,1	70-93
17 Matériel de transport	239	14,8	0-45	1,2	70
18 Matériel de précision	225	9,9	0-30	0,9	70
19 Armes et munitions	22	39,8	0-70	0,7	70-123
20 Marchandises et produits divers	178	15,3	0-25	0,4	70-170

Désignation	Nombre de lignes	Moyenne (%)	Fourchette (%)	Coefficient de variation (CV)	Fourchette tarifaire consolidée ^a (%)
21 Objets d'art, etc.	8	20,0	20-20	0,0	70
Par stade de transformation					
Premier stade de transformation	972	18,2	0-40	1,0	10-250
Produits semi-finis	1 968	5,3	0-40	1,2	70-130
Produits finis	3 750	12,4	0-70	0,9	10-192

s.o. Sans objet.

a CITI (Rev.2), à l'exclusion de l'électricité (1 ligne).

Source: Estimations de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités de Saint-Kitts-et-Nevis.

3.1.4.2 Consolidations tarifaires

3.31. Durant le Cycle d'Uruguay, Saint-Kitts-et-Nevis a consolidé la majorité de ses lignes tarifaires, la principale exception étant les produits de la pêche. En 2022, environ 95,7% de l'ensemble des lignes tarifaires étaient consolidées, ce qui est moins que les 97,3% indiqués en 2014. Cela peut s'expliquer par le changement de nomenclature tarifaire (passage du SH2012 au SH2017), par l'augmentation du nombre de lignes tarifaires (en particulier l'ajout de nouvelles sous-positions dans des catégories qui n'étaient pas initialement consolidées) et par des problèmes de concordance dans la transposition des listes tarifaires.

3.32. La majorité des produits agricoles (définition de l'OMC) sont consolidés à un niveau plafond de 100%. Les tarifs qui n'ont pas fait l'objet d'une consolidation au niveau plafond ont été consolidés à des taux compris entre 10% et 250%. Dans le cas des produits non agricoles (définition de l'OMC), la plupart des lignes tarifaires ont été consolidées à un taux plafond de 70%, sauf un certain nombre d'exceptions, dont le ciment, les produits pétroliers, certains textiles et les produits industriels soumis à des restrictions à l'importation en vertu de l'article 56 du Traité de la CARICOM (article 164 du Traité révisé), pour lesquelles les taux consolidés sont compris entre 87% et 150%. En 2022, le droit consolidé moyen était de 77,4%, soit le même qu'en 2013 et presque sept fois le taux appliqué; cette année, les taux consolidés étaient de 109,8% (108,9% en 2013) pour les produits agricoles (définition de l'OMC) et de 71,4% (71% en 2013) pour les produits non agricoles.

3.33. À la différence d'autres pays de l'OECD Membres de l'OMC, Saint-Kitts-et-Nevis a inclus d'autres droits et impositions appliqués aux importations dans sa liste de consolidations établie dans le cadre de l'OMC. Ces droits et impositions ont été consolidés pour l'ensemble des lignes tarifaires à un taux général de 18%, sauf certaines exceptions faisant l'objet de taux moins élevés ou de taux spécifiques.

3.1.4.3 Avantages tarifaires et allègements fiscaux

3.34. Conformément aux règles de la CARICOM, les États membres peuvent appliquer des taux de droits inférieurs aux taux du TEC pour un certain nombre de marchandises figurant dans la liste des exemptions de droits conditionnelles annexée, pour les motifs spécifiés dans la liste. À l'image d'autres États membres de l'OECD, Saint-Kitts-et-Nevis, en tant que pays moins développé au sein de la CARICOM, peut importer les produits figurant sur la liste en franchise de droits. Le pays fait usage de cet avantage pour la majorité des intrants importés, qui sont importés en franchise de droits au lieu d'appliquer le taux de 5%.

3.35. Saint-Kitts-et-Nevis accorde également des avantages et des exemptions tarifaires dans le cadre des régimes d'incitation instaurés pour les marchandises destinées aux branches d'activité approuvées. En vertu de la Loi de 1974 sur les incitations fiscales et de la Loi de 2019 sur les incitations fiscales (modification), un allègement des droits d'importation sur les matières premières, intrants, matériaux, outils, machines, équipements et matériaux de construction est accordé. La Loi sur l'aide à l'hôtellerie, telle que modifiée par la Loi de 1998 sur l'aide à l'hôtellerie (modification), accorde le traitement en franchise de droits sur les importations des matériaux de construction et matériels hôteliers destinés à la construction et à l'aménagement de réceptifs hôteliers. Des avantages tarifaires sont également réservés aux secteurs de l'agriculture et de la pêche. Les agriculteurs sont autorisés à importer en franchise de droits les véhicules et machines destinés à un usage agricole. Le chapitre 20.61 de la Loi sur le développement des petites entreprises prévoit également des concessions tarifaires en faveur des petites entreprises.

3.36. Saint-Kitts-et-Nevis importe également en franchise de droits un ensemble de produits destinés à des utilisations spécifiques ou des branches de production spécifiques. Ces produits sont énumérés dans les "Statutory Rules and Orders" (SRO ou décrets) n° 22 de 1974 et comprennent: i) compagnies aériennes agréées par le gouvernement: essence moteur et en général essence minérale, huile lubrifiante, machines, parties et accessoires destinés aux aéronefs; instruments scientifiques, matériels, outils et appareils pour la réparation des aéronefs; appareils sans fil destinés aux communications; ii) branche de production des fruits et légumes: cordes, ficelles, cordages et fils utilisés dans la culture de tout fruit ou légume destiné à l'exportation; fûts, caissettes, bouteilles, cageots et tous emballages ou récipients et matériaux de fabrication d'emballages ou de récipients destinés à emballer des fruits ou des légumes et leurs produits pour l'exportation; machines de toutes sortes et leurs parties utilisées dans la préparation ou la mise en conserve de fruits ou de légumes; iii) secteur de la pêche: engins de pêche, y compris ficelles pour la fabrication des sennes et des filets maillants, lignes de pêche et treillis en métal galvanisé, sauf pour la pêche sportive; iv) apiculture: abeilles, ruches et appareillage d'apiculture; v) industrie chimique: acide sulfurique pour la fabrication de l'acide citrique; et vi) industrie des textiles et de l'habillement: produits de teinture.

3.37. Outre les avantages accordés aux activités susmentionnées, des exonérations tarifaires sont octroyées, entre autres, pour les importations suivantes: armes et munitions destinées aux forces armées; membres artificiels, véhicules pour invalides et fauteuils roulants; livres; lingots et pièces; trophées; articles importés exclusivement pour être installés comme appareillage ou pour la décoration, la construction et la réparation d'églises; vaccins; médicaments et appareils médicaux, lymphes vaccinales, sérums médicaux, radium importés sur autorisation du Gouverneur général pour le soulagement des malades et la lutte contre toute maladie; matériel éducatif, scientifique et culturel; articles à l'usage officiel de tout consulat étranger; colis-cadeaux; articles à l'usage du gouvernement ou des organismes publics; appareils orthopédiques; réimportations; sel; appareillage scientifique destiné à la recherche universitaire; matériel chirurgical.

3.38. Le 26 mars 2020, en raison de l'apparition de la pandémie de COVID-19, le gouvernement a annoncé la suppression, pendant une période de six mois, des droits d'importation et de la TVA sur les articles d'hygiène ci-après: désinfectant pour les mains (SH 3401.30.00); distributeurs de désinfectant pour les mains (8424.89.00); alcool à friction (2905); lingettes désinfectantes (4818.20.00); gants (3926.20.00, 4015.19.00); et masques (6307.90.90, 9020.00.00). La redevance pour services douaniers est restée applicable. Le gouvernement a également annoncé la suppression, pendant six mois, de tous les droits de douane et taxes applicables (y compris la redevance pour services douaniers) visant les produits suivants: légumes (SH 0701 à 0714); fruits (0801 à 0814); jus de fruits (2009); préparations pour le rhume et la toux (3003.90.40, 3003.90.50, 3003.90.70, 3004.90.20, 3004.90.30, 3004.90.50); et vitamines (2106.90.99.10, 3003.90.20, 3003.90.30, 3004.50.10, 3004.50.90).⁴²

3.39. La Loi douanière prévoit aussi un allègement des droits d'importation pour les marchandises importées à titre temporaire selon des conditions approuvées par le Contrôleur, les marchandises placées en entrepôt à l'importation, les marchandises entrées à des fins de transbordement et les marchandises réimportées pour usage domestique.

3.40. Les marchandises qui figurent sur la liste des marchandises non admises à bénéficier d'une exemption des droits de douane de la CARICOM ne peuvent pas faire l'objet d'une exemption totale ou partielle de droits de douane ni être importées moyennant un taux réduit dans le cadre d'un programme d'incitation. Cette liste comprend essentiellement des marchandises produites dans la région de la CARICOM en quantités estimées suffisantes pour répondre aux besoins régionaux.

3.1.4.4 Préférences tarifaires

3.41. Les importations provenant des autres pays de la CARICOM bénéficient d'un accès en franchise de droits, pourvu qu'elles soient conformes aux règles d'origine de la CARICOM.

3.42. En vertu de l'APE conclu avec l'Union européenne, Saint-Kitts-et-Nevis accorde un accès préférentiel à la plupart des produits de l'UE; la mise en œuvre progressive a débuté le 1^{er} janvier 2013 et devrait se terminer d'ici au 1^{er} janvier 2033. À cette date, les produits provenant

⁴² Département des douanes et de l'accise, memorandum du Bureau du Contrôleur, 26 mars 2020. Adresse consultée: <https://www.skncustoms.com/pdf1/COVID19TAXES.pdf>.

de l'Union européenne, à l'exception des produits exemptés (principalement des produits agricoles et de l'industrie agroalimentaire) devraient bénéficier de l'accès en franchise de droits à Saint-Kitts-et-Nevis et aux autres États membres de l'OECD (rapport commun). Dans le cas de Saint-Kitts-et-Nevis, on estime que 86,6% de l'ensemble des lignes tarifaires bénéficieront de la franchise de droits d'ici à cette date (section 2).

3.1.5 Autres prélèvements et impositions

3.43. Comme cela est indiqué ci-avant, Saint-Kitts-et-Nevis, comme d'autres pays de l'OECD Membres de l'OMC, est fortement tributaire des recettes fiscales que représentent les impôts indirects frappant les importations. Cela est particulièrement important dans ce pays car il n'y a pas d'impôt sur le revenu des personnes physiques et une part considérable des biens consommés est importée. Dans sa Liste de concessions tarifaires issue du Cycle d'Uruguay, Saint-Kitts-et-Nevis a consolidé les autres droits et impositions combinés, y compris la redevance pour services douaniers, la taxe à la consommation et toute autre taxe applicable, au taux général de 18%. Cela a donné lieu à un plafonnement des taux des impôts introduits depuis lors, comme la TVA (voir ci-après).

3.44. Saint-Kitts-et-Nevis continue d'appliquer une redevance pour services douaniers de 6% sur toutes les importations y compris sur celles qui proviennent des autres États de l'OECD et des pays de la CARICOM. La redevance est appliquée à un taux de 12% de la valeur c.a.f. (valeur comprenant le coût, l'assurance et le fret) pour les marchandises exonérées de droits de douane à des fins spécifiques, mais cela ne s'applique pas lorsque les droits de douane sont nuls. Le fondement juridique de la redevance pour services douaniers est la Loi n° 6 de 2005 (Tarif douanier (modification)). Conformément à cette loi, la redevance s'applique sur la valeur c.a.f. indiquée sur la déclaration en douane. Les importations effectuées par les organismes publics et les entreprises manufacturières enclavées sont exonérées de la redevance pour services douaniers, de même que les importations de produits alimentaires contenus dans des emballages de moins de 30 kg. Les entreprises manufacturières qui ont acquitté la redevance sur des intrants importés et ont par la suite exporté les produits transformés peuvent bénéficier d'un système de ristourne. Dans sa liste de concessions tarifaires dans le cadre de l'OMC, Saint-Kitts-et-Nevis a consolidé cette ristourne et d'autres impositions à l'importation au taux de 18%.

3.45. Saint-Kitts-et-Nevis applique une TVA sur les importations et les produits nationaux. La TVA est perçue sur l'ensemble des fournitures et produits nationaux; dans le cas des importations, elle est perçue au point d'entrée (voir ci-après). Le taux général est de 17% pour les marchandises et les services, qu'ils soient produits dans le pays ou importés. Un taux moins élevé, de 10%, est appliqué sur les notes d'hôtel.

3.46. La TVA a été instaurée en 2010 en vertu de la Loi de 2010 sur la taxe à la valeur ajoutée (Loi n° 3 de 2010).⁴³ Les règlements d'application figurent dans le Décret n° 38 de 2011 (Règlement relatif à la taxe à la valeur ajoutée, 2011) et dans le Décret n° 12 de 2015 (Règlement relatif à la taxe à la valeur ajoutée (modification)). La Loi sur le contrôle et la gestion des douanes (chapitre 20.04) est appliquée aux fins du recouvrement de la taxe et des mesures visant à en faire respecter le paiement. Le Contrôleur des douanes recouvre la TVA et toute autre taxe due au moment de l'importation des marchandises.

3.47. La TVA est appliquée sur la "juste valeur marchande" des importations, définie comme étant la valeur prise en compte aux fins des droits de douane conformément à la Loi douanière, majorée du coût de l'assurance et du fret, de tout droit de douane et droit d'accise, de toute surtaxe écologique ou de toute autre charge fiscale différente de la taxe, exigibles sur l'importation des biens en question, et de la redevance pour services douaniers. S'il n'est pas possible de déterminer ainsi la juste valeur marchande, celle-ci sera définie comme étant la valeur monétaire d'un bien livré ou importé analogue, importé ou fourni dans des circonstances similaires. S'il n'est pas possible de déterminer la juste valeur marchande en utilisant cette méthode, le Contrôleur des douanes peut approuver le recours à toute méthode susceptible de fournir une approximation suffisamment objective de la valeur monétaire du bien livré ou importé.

⁴³ "Une loi instituant l'imposition et le recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée et portant dispositions sur des questions connexes ou accessoires". Publiée le 24 août 2010 au *Journal officiel extraordinaire* (n° 41 de 2010).

3.48. Les exportations de biens et de services, les produits utilisés pour les opérations de réparation et d'entretien, les produits importés dans le cadre du régime d'admission temporaire et les services assurés par l'Autorité portuaire sont assujettis à un taux nul. Un certain nombre de produits sont en outre assujettis à un taux nul, à savoir: riz blanc et riz cargo (sauf riz cuit emballé et plats préparés à base de riz à chauffer au micro-ondes, SH 1006.20, 1006.30 et 1006.40); sucre brun et sucre blanc (SH 1701.11 et 1701.999); couches (SH 4818.402 et 4818.40910); pain blanc, pain au blé entier et pain complet de production locale (le pain importé est assujetti à la taxe); farine de blé et farine de blé entier (SH 1101); préparations pour nourrissons (SH 1901.10); certains types de lait (excepté lait condensé ou aromatisé, SH 0401, 0402.10, 0402.20, 0402.21, 0402.29 et 0402.91); avoine brute, non transformée, non cuite (SH 1004.00); essence (SH 2710.10), kérosène et autres huiles moyennement visqueuses (sauf gazoles, SH 2710.20); gazoles, y compris combustible diesel (SH 2710.30); mazouts (fiouls) non spécifiés ni inclus ailleurs (SH 2710.40); et gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux (y compris GPL, SH 2711.10).

3.49. La première annexe de la Loi sur la taxe à la valeur ajoutée énumère les importations exonérées, parmi lesquelles figurent les suivantes: fruits et légumes et produits d'origine animale de production locale; biens produits dans le pays ou importés, y compris les emballages, qui ont été exportés et qui sont rapportés à Saint-Kitts-et-Nevis sans avoir été soumis à un quelconque processus de fabrication ou d'adaptation, ni à un changement permanent de propriété; produits alimentaires reçus, dont le poids ne dépasse pas 45 kg; autorisation accordée aux passagers pour importer en franchise 1,5 litre de liquide alcoolique ou de vin et 250 grammes de tabac fabriqué ou 200 cigarettes ou 100 cigarillos ou 50 cigares; marchandises en instance de transbordement vers tout autre pays; produits importés par des ressortissants de Saint-Kitts-et-Nevis revenant dans le pays pour y établir leur résidence permanente; conteneurs relevant de la position tarifaire 8609.00 importés à titre temporaire, et biens importés à titre temporaire en vue d'être traités, réparés, nettoyés ou remis en état. Les équipements importés à titre temporaire à des fins spécifiques de développement économique sont également exonérés de la TVA, mais le Contrôleur des douanes peut demander la constitution d'un dépôt équivalant à la moitié de la valeur des équipements lors de l'importation, en tant que sécurité garantissant que ces équipements seront exportés à l'achèvement du projet. Les importations de produits approuvés, effectuées par un importateur ayant qualité d'exploitant agréé de boutique hors taxe, sont également exonérées de la TVA.

3.50. En 2015, la réglementation relative à la TVA a été modifiée et le champ d'application de la TVA a été modifié. La réglementation principale a été modifiée par l'ajout de trois nouveaux règlements (le règlement n° 43 – Exonération de la TVA sur les produits alimentaires, le n° 44 – Exonération de la TVA sur les médicaments, et n° 45 – Exonération de la TVA sur les frais liés aux services funéraires) et de deux nouvelles annexes (l'annexe 4 – Aliments exonérés de la taxe, et l'annexe 5 – frais liés aux services funéraires exonérés de la taxe). Le Règlement n° 43, qui traite de l'exonération de la TVA sur les produits alimentaires spécifiés à l'annexe 4 (tableau 3.5), définit la notion de produit alimentaire aux fins de ce règlement comme ne comprenant pas: i) les préparations alimentaires ou repas fournis par les restaurants, les cafétérias, les snacks, les épiceries, les lieux de divertissement ou autres établissements similaires; ii) les animaux vivants (chapitre 1 du SH); iii) les plantes vivantes et produits de la floriculture (chapitre 6 du SH); iv) les gommes, résines et autres sucs et extraits végétaux (chapitre 13 du SH); et v) les matières à tresser d'origine végétale (chapitre 14 du SH).⁴⁴ Les médicaments exonérés de la TVA sont ceux relevant des sous-positions 2106.90.30, 2106.90.90.10, 3002.10.00 à 3002.90.00, 3003.10.10 à 3003.90.90, et 3004.10.10 à 3004.90.90 du SH.

3.51. Les marchandises importées par une personne assujettie bénéficiant d'incitations en tant qu'industrie enclavée aux termes de la section 2 du chapitre 20.14 de la Loi sur les incitations fiscales (section 3.2.2) sont exonérées de la TVA. Les marchandises doivent être expédiées directement à la personne et utilisées dans une activité imposable.

3.52. Une réduction temporaire de la TVA de très courte durée a été introduite en décembre 2018 et en décembre 2019 pour encourager les achats saisonniers.⁴⁵ Durant deux journées de décembre de ces années, un taux spécial de TVA de 5% a été appliqué à toutes les ventes de produits

⁴⁴ Règlement de 2015 sur la taxe sur la valeur ajoutée (modification), SRO n° 12 de 2015, *Journal officiel extraordinaire* n° 18 du 7 avril.

⁴⁵ Ordonnance de 2018 sur la taxe sur la valeur ajoutée (réduction spéciale de la TVA), SRO n° 26 de 2018, et Ordonnance de 2019 sur la taxe sur la valeur ajoutée (réduction spéciale de la TVA), SRO n° 32 de 2019.

enregistrés soumis à la TVA (sur demande présentée à l'Administration des contributions). La vente ou la fourniture de boissons alcooliques, de cigarettes et d'autres produits du tabac n'était pas admissible à ce taux spécial de TVA. Concernant la vente ou la fourniture de véhicules, la première tranche de 70 000 XCD était exonérée de la TVA; un taux de 17% était appliqué sur le montant restant.

Tableau 3.5 Produits alimentaires exonérés de la TVA depuis 2015

Position tarifaire	Désignation
Positions 0201 à 0210	Viandes de volaille et des animaux des espèces porcine, bovine, ovine et caprine, entre autres, fraîches, réfrigérées, congelées, en saumure, séchées ou fumées
Positions 0302 à 0307	Crustacés, même décortiqués, frais, réfrigérés, congelés, en saumure, séchés ou cuits
Positions 0401 à 0410	Lait, crème, yoghourt, produits laitiers, beurre, pâtes à tartiner laitières, fromages, caillebotte, œufs d'oiseaux, miel naturel et produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs
Position 0504	Boyaux, vessies et estomacs d'animaux
Positions 0701 à 0714	Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires
Positions 0801 à 0814	Fruits comestibles, écorces d'agrumes ou de melons
Positions 0901 à 0910	Café, thé, maté et épices
Positions 1001 à 1008	Blé, méteil, seigle, orge, avoine, maïs, riz, sorgho à grains, sarrasin, millet, alpiste et autres céréales
Positions 1101 à 1109	Farines, gruaux, semoules, agglomérés sous forme de pellets, grains, flocons, inuline, malt, poudre, granulés, amidons et féculs, farine de légumineuses, légumes, blé, pommes de terre, manioc, arrow-root, sagou, banane, plantain, maïs, pois, haricots, topinambours, salep, riz, avoine et autres tubercules et racines similaires
Positions 1201 à 1214	Semences, fruits, spores, cônes de houblon, plantes, parties de plantes, algues
Positions 1501 à 1518	Graisses et huiles de volaille, des animaux des espèces bovine et ovine, de poissons et d'autres mammifères, graisses et huiles végétales, huiles de soja, d'arachide, d'olive, de palme, de tournesol, de carthame, de coco, de babassu, de navette, de moutarde, de colza et de jojoba, margarine, succédané de saindoux et produits dits shortening
Positions 1601 à 1605	Saucisses, préparations et conserves de viande, extraits et jus de viande, de poissons ou de crustacés, préparations et conserves de poissons, caviar et ses succédanés, et mollusques
Positions 1701 à 1704	Sucres, mélasses, sirops de sucres, sucres, gommes à mâcher (chewing-gum), sucreries
Positions 1801 à 1806	Cacao et ses préparations
Positions 1901 à 1905	Extraits de malt, préparations alimentaires, pâtes alimentaires, tapioca, "corn flakes", produits pour apéritif à base de maïs, céréales, produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie, gaufrettes, hosties, feuilles de riz et cachets vides pour usage pharmaceutique
Positions 2001 à 2009	Légumes, fruits et autres parties comestibles de plantes, tomates et champignons préparés ou en conserve, confitures, gelées, marmelades, pâtes de fruits, jus de fruits
Positions 2102 à 2106	Extraits, levures, sauces, condiments, assaisonnements, mayonnaise, pâte de tomates, ketchup, soupes, potages, bouillons, crèmes glacées, sucettes glacées, stalactites, sauces au poivre et autres préparations alimentaires non dénommées ailleurs
Positions 2201, 2202, 2208.90.10, 2208.90.20 et 2209.00	Eaux, eaux gazeifiées, boissons non alcooliques
Position 2302	Sons
Sous-positions 2501.00.10, 2501.00.20 et 2501.00.30	Sel
Sous-position 2940.00.00	Édulcorants artificiels

Source: Règlement sur la taxe sur la valeur ajoutée (modification), 2015, SRO n° 12 de 2015, annexe 4.

3.53. Tout un ensemble de produits sont soumis au droit d'accise, parmi lesquels figurent: les boissons gazeifiées (généralement soumises à un droit de 5%), les bières et le stout (15%), le vin et les autres boissons alcooliques (25%), les cigares et cigarettes (20%), les motocycles (8%), les armes (6%) et certains produits pétroliers (15% ou droits spécifiques) (tableau 3.6). L'application des droits d'accise est régie par la Loi de 2010 sur les droits d'accise (Loi n° 4 de 2010).⁴⁶ Le droit

⁴⁶ La Loi est consultable à l'adresse suivante:
<https://skncustoms.com/pdfs/Excise%20Tax%20Act%20No4%20of%202010.pdf>.

d'accise n'est pas appliqué à la valeur transactionnelle des importations, mais à la "juste valeur marchande", définie comme étant le prix qui serait généralement appliqué pour le produit s'il était importé librement dans des circonstances analogues, à la même date, par des personnes qui ne sont pas liées.

Tableau 3.6 Produits assujettis aux droits d'accise, 2021

Code du SH	Désignation	Taux d'imposition
2202.10.10	Boissons gazéifiées	5%
2202.10.90	Autres	5%
2202.90.10	Boissons contenant du cacao	5%
2202.90.20	Boissons à base de malt	5%
2202.90.90	Autres	5%
2203.00.10	Bières	15%
2203.00.20	Stout	15%
2203.00.90	Autres	15%
2204.10.00	Vins mousseux	25%
2204.21.00	Autres vins; en récipients d'une contenance n'excédant pas 2 l	25%
2204.29.10	Moûts de raisin dont la fermentation a été empêchée ou arrêtée par addition d'alcool contenant des plantes ou des substances aromatiques	25%
2204.29.90	Autres	25%
2204.30.00	Autres moûts de raisin	25%
2205.10.00	Vermouths et autres vins de raisins frais aromatisés en récipients d'une contenance n'excédant pas 2 l	25%
2205.90.00	Autres	25%
2208.20.10	Brandy, importé en bouteilles, d'un titre alcoolométrique volumique n'excédant pas 46%	25%
2208.20.90	Autres	25%
2208.30.10	Whisky, importé en bouteilles, d'un titre alcoolométrique volumique n'excédant pas 46%	25%
2208.30.90	Autres	25%
2208.40.10	2208.40.00 Rhum et autres eaux-de-vie provenant de la distillation après fermentation de produits de cannes à sucre, importés en bouteilles, d'un titre alcoolométrique volumique n'excédant pas 46%	25%
2208.40.90	Autres	25%
2208.50.10	Gin et genièvre, importés en bouteilles, d'un titre alcoolométrique volumique n'excédant pas 46%	25%
2208.50.90	Autres	25%
2208.60.00	Vodka	25%
2208.70.00	Liqueurs	25%
2402.10.00	Cigares (y compris ceux à bouts coupés) et cigarillos, contenant du tabac	20%
2402.20.00	Cigarettes contenant du tabac	20%
2402.90.00	Autres	20%
24.03	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; tabacs "homogénéisés" ou "reconstitués"; extraits et sauces de tabac	20%
87.11	Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars; side-cars	8%
93.01	Armes de guerre, autres que les revolvers, pistolets et armes blanches du n° 9307.00	6%
93.02	Revolvers et pistolets, autres que ceux des n° 93.03 ou 9304	6%
93.03	Autres armes à feu et engins similaires utilisant la déflagration de la poudre	6%
9304.00.00	Autres armes, à l'exclusion de celles du n° 9307.00.00	6%
2710.10.00	Carburant automobile (essence) et autres huiles légères et préparations	2,25 XCD/g
2710.19.10	Carburéacteur de type kérosène	0,28 XCD/g
2710.19.20	Pétrole lampant	0,28 XCD/g
2710.19.30	Huile combustible pour tracteur agricole ou White spirit	0,28 XCD/g
2710.19.40	Combustible diesel	15%
2710.19.50	Gazoles (autres que le combustible diesel)	15%
2710.19.60	Mazout de soute de qualité "C"	15%
2710.19.70	Pétrole partiellement raffiné, y compris bruts étetés	15%
27.11	Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux (y compris GPL).	0,03 XCD/lb

Source: Loi n° 4 de 2010 sur les droits d'accise.

3.54. Les exemptions au droit d'accise figurent dans la deuxième annexe de la Loi n° 4 de 2010 sur les droits d'accise, qui contient la liste des marchandises exemptées. Il s'agit des produits suivants: i) alcool et eaux-de-vie relevant de la position tarifaire 2207; ii) amers aromatiques (2208.90.10 et 2208.90.20); iii) huiles lubrifiantes et graisses (2710.90); iv) produits que les passagers sont

autorisés à importer en franchise, à savoir 1,5 litre d'eaux-de-vie ou de vin ou une combinaison proportionnelle de ces produits, et 250 grammes de tabac fabriqué ou 200 cigarettes ou 100 cigarillos ou 50 cigares; et v) importations relevant des positions tarifaires 93.01, 93.02, 93.03 et 93.04, effectuées par un service approuvé par le Ministère de la sécurité nationale.

3.55. Une taxe écologique est perçue sur les importations de véhicules.⁴⁷ En 2022, les taux de la taxe écologique sur les véhicules étaient les suivants: 1 000 XCD pour les véhicules importés moins de deux ans après la date de construction; 3 500 XCD pour les véhicules importés entre deux et quatre ans après la date de construction; et 5 000 XCD pour les véhicules usagés importés quatre ans ou plus après la date de construction.⁴⁸

3.56. Une caution de 0,30 XCD par contenant est perçue sur les bières, stouts, bières de malt, ales et boissons gazeuses importées en bouteilles non consignables.⁴⁹ La caution est perçue à l'entrée du produit à Saint-Kitts-et-Nevis ou au point de production et est recouvrée par le Contrôleur des douanes. Cette caution est remboursée lors de la réexportation des bouteilles ou si des arrangements acceptables concernant l'élimination de ces dernières sont conclus avec les autorités compétentes dans les six mois qui suivent le paiement de la caution.

3.1.6 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation

3.57. Saint-Kitts-et-Nevis applique une liste de prohibitions et restrictions à l'exportation. Celles-ci sont énumérées dans la quatrième annexe de la Loi douanière. Dans la plupart des cas, les prohibitions visent principalement les marchandises de contrefaçon, les articles indécents ou obscènes, et les marchandises qui sont considérées comme constituant un risque pour la santé ou la sécurité. Les produits visés par des restrictions comprennent, entre autres, les armes à feu et les munitions, le matériel de transmission et les espèces végétales ou animales rares ou menacées (tableau 3.7).

Tableau 3.7 Prohibitions et restrictions à l'importation telles qu'elles sont spécifiées dans la quatrième annexe de la Loi douanière, articles 103 1) et 2) et 104 1) à 3)

Prohibitions et restrictions
Partie I – Importations prohibées
1. Monnaie altérée ou contrefaçon de monnaie (pièces ou billets) de tout pays.
2. Pièces ou billets de banque ayant cours légal à Saint-Kitts-et-Nevis ou toute monnaie présentée comme telle mais n'ayant pas le poids ni le titre prescrits.
3. Produits alimentaires destinés à la consommation humaine que les autorités sanitaires compétentes ont déclarés impropres à cet usage.
4. Imprimés, peintures, photographies, livres, cartes, lithographies ou autres gravures, enregistrements phonographiques, vidéos et tous autres articles indécents ou obscènes.
5. Allumettes au phosphore blanc ou jaune.
6. Opium préparé, pipes à opium ou autres ustensiles servant à fumer de l'opium ou d'autres narcotiques.
7. Préparations opiacées ou autres narcotiques à fumer.
8. Tout pistolet ou autre instrument sous forme de stylo ou de crayon capable de tirer tout type de projectile ou de cartouche, et toute cartouche contenant du gaz lacrymogène.
9. Timbres-poste contrefaits et tout emporte-pièce, plaque, instrument ou matériel pouvant servir à leur fabrication.
10. Couteaux à cran d'arrêt, couteaux à lame sortant par gravité, black jack, matraques, couteaux-poignards et couteaux automatiques, couteaux à virole et autres couteaux similaires à lame éjectable, dagues, épées, couteaux et instruments dotés d'une lame se terminant par une extrémité pointue, qui ne sont pas essentiellement destinés à être utilisés dans une profession, un métier, une activité professionnelle ou une activité domestique.
11. Toutes publications et tous articles ou autres écrits concernant la magie noire, la magie secrète, l'obeah, la sorcellerie ou autres arts magiques et l'occultisme.
12. Publications, articles, imprimés, enregistrements phonographiques ou vidéos à caractère séditieux.
13. Marchandises dont l'importation est prohibée en vertu de toute autre loi.

⁴⁷ Décret n° 12 de 2005 sur la taxe écologique (véhicules automobiles usagés) (modification de la liste). Une modification apportée en 2010 (SRO n° 17 de 2010) a élargi la taxe aux véhicules neufs et aux véhicules de deux ans au maximum, au taux de 1 000 XCD.

⁴⁸ Loi sur la taxe écologique, chapitre 20.10. Adresse consultée: <https://aglskn.info/documents/Act17TOC/Ch%2020.10%20Environmental%20Levy%20Act.pdf>.

⁴⁹ Loi sur le commerce (caution sur les bouteilles et canettes), chapitre 20.35 (Loi n° 1 de 2002). Adresse consultée:

<https://aglskn.info/documents/Act02and09TOC/Ch%2020.45%20Trade%20%28Bottles%20and%20Cans%20Deposit%20Levy%29%20Act.pdf>.

Prohibitions et restrictions	
Partie II – Importations soumises à restrictions	
1. Armes à feu et munitions, y compris toute arme mortelle dotée d'un canon qui permet de tirer des projectiles, des balles ou autres missiles ou de lancer des fumées ou des liquides nocifs, et tout composant ou accessoire d'une telle arme qui est conçu ou adapté pour réduire le bruit ou les éclairs provoqués par son tir, sauf en cas d'autorisation écrite du Commissaire de police.	
2. Matraques paralysantes, vaporisateurs de poivre et matraques chimiques, sauf en cas d'autorisation écrite du Commissaire de police.	
3. Explosifs, sauf en cas d'autorisation écrite du Commissaire de police.	
4. Menottes de tout type, sauf en cas d'autorisation écrite du Commissaire de police.	
5. Matériel de transmission radio et de télévision, y compris les walkies-talkies, sauf en cas de licence délivrée par le Ministre des communications.	
6. Cannabis sativa, y compris les parties de cette plante, cannabis indica, choras, ganja ou autre préparation ou mixture de cannabis, de choras ou de ganja, sauf en cas de licence délivrée par le Chef des services médicaux.	
7. Substances narcotiques ou psychotropes, y compris les médicaments contrôlés, sauf en cas de licence délivrée par le Chef des services médicaux.	
8. Toute marchandise, quelle qu'elle soit, qui porte un motif imitant une monnaie quelconque ou encore des billets de banque ou pièces de monnaie d'usage courant à Saint-Kitts-et-Nevis ou ailleurs, sauf en cas d'autorisation du Contrôleur des douanes.	
9. Gaz lacrymogène ou tout ingrédient susceptible d'entrer dans la fabrication du produit communément désigné sous ce nom, sauf en cas d'autorisation écrite du Ministre en charge de la sécurité nationale.	
10. Pointeurs laser.	
11. Toute marchandise, quelle qu'elle soit, qui porte les armoiries ou le drapeau de Saint-Kitts-et-Nevis ou toute imitation ou représentation de ces derniers, sauf en cas d'autorisation écrite du Ministre en charge de la sécurité nationale.	
12. Toute marchandise qui, si elle était vendue, serait passible de confiscation en vertu de la Loi sur les marques, marques collectives et marques commerciales (chapitre 18.22) et toute marchandise de fabrication étrangère portant un nom commercial ou une marque quelconque ou portant prétendument le nom commercial ou la marque d'un fabricant, dépositaire ou commerçant de Saint-Kitts-et-Nevis, à moins que ce nom commercial ou cette marque ne soit accompagné d'une indication spécifique du pays dans lequel la marchandise a été fabriquée ou produite.	
13. Espèces végétales ou animales rares ou menacées (y compris les baleines, éléphants, flamants, perroquets et tortues, le corail noir, la fougère arborescente et les orchidées) ainsi que leurs produits et dérivés (y compris les colliers, sculptures et bagues en ivoire, les manteaux en fourrure d'espèces animales protégées, les peignes, colliers et bracelets en écaille de tortue et les bijoux en corail noir) dont le commerce international est régi par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), à moins que ces marchandises ne soient accompagnées d'un permis approprié signé par les autorités de la CITES dans le pays d'importation ou d'exportation.	
14. Jumelles de vision nocturne et instruments/appareils de vision nocturne similaires du genre généralement utilisé par les forces armées, les forces paramilitaires et autres institutions chargées de faire appliquer la loi, sauf en cas d'autorisation écrite du Ministre responsable de la sécurité nationale.	
15. Uniformes ou vêtements, y compris les tenues de camouflage, utilisés par les Forces de défense ou la Police royale de Saint-Kitts-et-Nevis ou ressemblant de près à ces uniformes et vêtements, sauf en cas d'autorisation écrite du Commissaire de police.	
16. Substances appauvrissant la couche d'ozone et devant faire l'objet de restrictions en vertu du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (1987) (ces substances étant inscrites dans les annexes A à E), à moins d'une licence du Ministre responsable de l'environnement.	

Source: Loi douanière, chapitre 20.04.

3.58. Saint-Kitts-et-Nevis a notifié son régime de licences d'importation à l'OMC en 1998⁵⁰ et a répondu au questionnaire sur les procédures de licences d'importation en 2009.⁵¹ Aucune notification révisée n'a été présentée depuis lors. Saint-Kitts-et-Nevis a indiqué que le régime de licences d'importation vise à contrôler la quantité de certains produits importés, à contribuer à réduire l'entrée de maladies transfrontalières et à fournir des données statistiques sur l'importation de certaines marchandises. Toute modification ou abrogation des différents instruments doit être traduite dans la loi. Deux régimes de licences sont en vigueur à Saint-Kitts-et-Nevis, l'un pour les importations et l'autre pour les exportations. Le premier est applicable à l'importation de "marchandises générales". Un régime de licences distinct s'applique à l'importation de végétaux, d'animaux, de viande et de produits carnés et d'animaux vivants. Pour les animaux, la viande et les produits carnés, les demandes doivent être déposées par l'importateur auprès de la Division vétérinaire du Département de l'agriculture. Le pays exportateur doit fournir un certificat sanitaire correspondant aux produits qui sont importés. S'agissant des végétaux et des produits végétaux,

⁵⁰ Document de l'OMC G/LIC/N/1/KNA/1 du 31 juillet 1998.

⁵¹ Document de l'OMC G/LIC/N/3/KNA/1 du 8 décembre 2009.

les licences d'importation ont pour but de faire en sorte que ni le pays exportateur ni les produits n'apparaissent sur la liste des produits prohibés ou soumis à des restrictions.⁵²

3.59. L'application des licences d'importation est régie par le Régime de licences d'importation de marchandises soumises à des restrictions décrit dans les SRO n° 19 de 1975, n° 14 de 1992 et n° 31 de 1976 et dans la section 11 du chapitre 338 du Décret sur le commerce extérieur. Des licences sont exigées pour toutes les importations des produits énumérés dans le SRO n° 14 de 1992. La liste des produits qui nécessitent une licence d'importation est conséquente et va des légumes, des œufs, de la viande et du poisson en conserve à la bière, au dentifrice, aux véhicules automobiles et aux engins agricoles. À l'exception des œufs et de certains produits agricoles produits en quantités commerciales, l'octroi des licences est automatique. Il n'existe aucune disposition octroyant à l'administration la liberté de décider quelles marchandises apparaissent sur les différentes listes. Aucune classification tarifaire n'est précisée pour les marchandises soumises à licence d'importation.

3.60. Les demandes de licence d'importation pour les marchandises générales sont traitées immédiatement; pour les plantes, les animaux, la viande et les produits carnés en revanche, le délai d'examen peut aller de deux jours à un mois. Les licences d'importation sont délivrées au moins un mois avant l'importation des marchandises. Les licences sont valables pour une expédition et pendant trois mois. Leur durée de validité ne peut pas être prolongée. Elles peuvent être transférées.

3.61. Un permis est exigé pour l'importation de tout animal vivant, de volailles et d'oiseaux ou de leurs carcasses et parties de carcasses, de végétaux, de matériel végétal de plantation, de pesticides et de substances appauvrissant la couche d'ozone. L'importation d'armes et de munitions requiert une licence délivrée par le Commissaire de police en vertu de la Loi n° 23 de 1967 sur les armes à feu.

3.1.7 Mesures contingentes

3.1.7.1 Mesures antidumping et compensatoires

3.62. Saint-Kitts-et-Nevis a notifié à l'OMC sa législation nationale sur les droits antidumping et les droits compensateurs en 2021.⁵³ Cette législation est antérieure aux Accords de l'OMC et suit dans une certaine mesure le GATT de 1947, mais ne semble pas être pleinement conforme à l'Accord antidumping. Dans la mesure où il n'existe aucune législation-cadre visant à intégrer globalement l'Acte final du Cycle d'Uruguay dans le droit national, les dispositions de l'Accord antidumping ne font pas partie de la législation nationale et, en conséquence, ne peuvent pas être invoquées en justice.

3.63. La législation nationale en vigueur en matière de droits antidumping et de droits compensateurs est la Loi sur les droits de douane (dumping et subventions) (chapitre 20.05) ou Loi n° 30 de 1958, en vigueur depuis le 15 août 1959, modifiée par la Loi n° 6 de 1976, la Loi n° 7 de 1976, la Loi n° 9 de 1986 et la Loi n° 10 de 1997.⁵⁴

3.64. La Loi sur les droits de douane (dumping et subventions) autorise le Ministre des finances à imposer des droits antidumping ou des droits compensateurs dans les cas où les marchandises sont considérées comme ayant fait l'objet d'un dumping ou d'une subvention et ont causé ou menacent de causer un préjudice grave à la branche de production nationale. La Loi invite le Ministre à ne pas exercer ce pouvoir s'il n'est pas convaincu que le dumping ou que le subventionnement a pour effet de causer ou de menacer de causer un préjudice grave à une branche de production nationale ou de retarder sensiblement la création d'une branche de production nationale, et si le fait de l'exercer serait incompatible avec les dispositions du GATT de 1947.

3.65. La Loi contient une définition du dumping. Les marchandises importées sont considérées comme ayant fait l'objet d'un dumping: i) si le prix à l'exportation dans le pays d'origine est inférieur à leur juste valeur marchande dans ce pays; ou ii) lorsque le pays d'exportation est différent du pays d'origine: a) si le prix à l'exportation dans le pays d'origine est inférieur à leur juste valeur marchande dans ce pays; ou b) si le prix à l'exportation dans le pays d'exportation est inférieur à leur juste valeur marchande dans ce pays.

⁵² Document de l'OMC G/LIC/N/3/KNA/1 du 8 décembre 2009.

⁵³ Document de l'OMC G/ADP/N/1/KNA/1-G/SCM/N/1/KNA/1 du 4 mars 2021.

⁵⁴ La Loi est consultable à l'adresse suivante:

[www.skncustoms.com/pdfs/Customs%20Duties%20\(Dumping%20and%20Subsidies\)%20Act%20-%20Chap%2020.05.pdf](http://www.skncustoms.com/pdfs/Customs%20Duties%20(Dumping%20and%20Subsidies)%20Act%20-%20Chap%2020.05.pdf).

3.66. La Loi définit le subventionnement comme le fait d'accorder directement ou indirectement une prime ou une subvention à la production ou à l'exportation de marchandises (sous forme de don, prêt, allègement fiscal, ou sous toute autre forme, que la prime ou la subvention s'applique directement aux marchandises ou aux matériaux dont elles sont fabriquées). La définition comprend également: i) le subventionnement du transport d'un produit particulier; et ii) l'octroi d'un accès préférentiel aux devises ou l'application de taux de change ayant pour effet de réduire les prix en devises des marchandises offertes à l'exportation. La Loi ne contient pas de définition de la marge de dumping ou de subvention, ni de méthodes de calcul de celle-ci, et ne mentionne pas de clause de minimis ni de possibilité d'appliquer des mesures provisoires. Elle n'énonce pas de procédures d'enquête, ni de délais ou de durée.

3.67. La Loi autorise le Ministre des finances à adopter des décrets pour imposer des droits de douane sur les produits désignés dans lesdits décrets, à un taux spécifié dans ceux-ci; le taux des droits est fixé en fonction de la valeur des produits, de leur poids ou d'une autre unité de mesure. L'application des décrets peut être limitée aux personnes ou aux organisations qui ont fabriqué les produits ou qui étaient concernées par la fabrication des produits d'une manière ou d'une autre. La Loi ne précise pas la durée d'application des droits. Elle autorise le Ministre à imposer un droit "pour un temps donné de manière continue ou non, ou pour une durée illimitée ou à des taux différents selon les périodes" (section 4 3) c)).

3.68. La Loi contient des dispositions relatives à la détermination du prix à l'exportation. Si l'acheteur et le vendeur ne sont pas liés, le prix à l'exportation est défini comme étant le prix pratiqué pour une vente particulière, déduction faite du coût de l'assurance et du fret depuis le port ou lieu d'exportation jusqu'au port ou lieu d'importation, et de tous les autres coûts, frais ou dépenses encourus pour les marchandises après leur départ du port ou lieu d'exportation, à moins qu'ils ne soient assumés par l'acheteur. Si l'acheteur et le vendeur sont liés, le/la Ministre peut déterminer le prix à l'exportation sur la base de la vente des produits (ou de n'importe quel autre produit dans lequel les premiers ont été incorporés) qu'il/elle choisit, en apportant les ajustements qu'il juge à propos. La Loi donne aussi une définition de la juste valeur marchande comme étant le prix auquel des produits identiques ou comparables sont vendus, au cours d'opérations commerciales normales, pour la consommation ou l'utilisation dans le pays en question, sous réserve des ajustements qui peuvent être nécessaires pour tenir compte des différences dans les conditions de vente et des différences de taxation. S'il n'est pas possible de déterminer ce prix, le Ministre des finances peut déterminer la juste valeur marchande sur la base du prix à l'exportation pratiqué par le pays en question.⁵⁵

3.69. Après la présentation de la notification de Saint-Kitts-et-Nevis, les États-Unis ont posé des questions au sujet de l'existence: d'une autorité administrante pour assurer la mise en œuvre de cette loi; de règlements distincts concernant l'ouverture et la conduite d'enquêtes visant à déterminer l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement, la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage, la définition de la branche de production nationale, et les avis au public et explications des déterminations découlant de l'enquête; des faits sur lesquels se base la détermination de l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement; et les considérations relatives à l'établissement d'une détermination concernant l'allègement des droits.⁵⁶

3.70. En décembre 2009, Saint-Kitts-et-Nevis a informé l'OMC qu'il n'avait pas établi d'autorité compétente pour ouvrir et mener des enquêtes au sens de l'article 16.5 de l'Accord antidumping. En conséquence, le pays n'avait pas mené d'actions antidumping au sens de l'article 16.4 de l'Accord ni ne prévoyait d'en mener dans un avenir prévisible.⁵⁷

3.71. L'article 133 du Traité de Chaguaramas contient des dispositions relatives à l'imposition de mesures antidumping entre les membres de la CARICOM. Le Conseil du développement économique et commercial (COTED) doit examiner les éléments de preuve disponibles. Si le COTED est convaincu de l'existence d'importations faisant l'objet d'un dumping, d'un dommage causé par des importations faisant l'objet d'un dumping, ou d'une menace de dommage grave causé par des importations faisant l'objet d'un dumping, il peut autoriser l'État membre lésé à prendre des mesures antidumping: i) si les parties prétendent responsables des importations faisant l'objet d'un dumping refusent de coopérer dans le délai spécifié pour entraver d'une quelconque manière le déroulement d'une

⁵⁵ Document de l'OMC G/ADP/N/1/KNA/1-G/SCM/N/1/KNA/1 du 4 mars 2021.

⁵⁶ Document de l'OMC G/ADP/Q1/KNA/1-G/SCM/Q1/KNA/1 du 1^{er} avril 2021.

⁵⁷ Document de l'OMC G/ADP/N/193/KNA du 12 janvier 2010.

enquête; ou ii) s'il existe une menace de dommage grave ou si le dommage est avéré. Pour autoriser l'imposition de mesures antidumping, le COTED fixe la date, la durée et les conditions d'imposition des mesures, selon le cas. Les droits antidumping imposés ne peuvent pas dépasser la marge de dumping calculée. En cas d'imposition de droits antidumping, les États membres qui imposent la mesure ne peuvent faire de discrimination entre les sources de toutes les importations faisant l'objet d'un dumping sur la base du pays d'origine ou de la nationalité des exportateurs. Tout exportateur dont les exportations sont visées par des droits antidumping pourra demander en tout temps à l'État membre imposant les droits de réexaminer l'application des droits. Si l'État membre importateur n'a pas procédé à un examen adéquat de la demande de réexamen dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de celle-ci, le requérant peut porter la demande devant le COTED. Il existe des dispositions concernant l'application de droits provisoires, l'imposition rétroactive de droits, le remboursement de trop-perçus et l'indemnisation des pertes causées par des droits provisoires appliqués dans les cas où aucun dommage n'est démontré. Un État membre peut accepter une garantie en matière de prix donnée volontairement par un exportateur dont on croit qu'il exporte des produits faisant l'objet d'un dumping.⁵⁸

3.1.7.2 Mesures de sauvegarde

3.72. Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas de législation nationale relative aux sauvegardes. Le recours aux règles régionales concernant l'application de sauvegardes est toutefois autorisé puisque le pays est membre de la CARICOM. En tant que pays moins développé de la CARICOM, Saint-Kitts-et-Nevis peut invoquer les dispositions spéciales énoncées au chapitre 7 du Traité révisé de Chaguaramas, en particulier l'article 150 (Mesures de sauvegarde). En vertu de cet article, le pays peut limiter les importations de marchandises provenant d'autres membres de la CARICOM pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans et prendre toute autre mesure autorisée par le COTED. Les membres importateurs ne sont pas autorisés à appliquer des mesures de sauvegarde à l'encontre des produits d'un pays défavorisé lorsque ces produits ne représentent pas plus de 20% de leur marché intérieur.

3.73. Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas appliqué de mesures de sauvegarde durant la période considérée.

3.74. Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas eu recours aux dispositions en matière de sauvegardes figurant dans l'Accord sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay.

3.2 Mesures visant directement les exportations

3.2.1 Documentation, taxes et restrictions à l'exportation

3.75. Les exportations sont exonérées des taxes intérieures et bénéficient d'un taux nul aux fins de la TVA. Les exportateurs ne sont soumis à aucune prescription en matière d'enregistrement. Avant l'exportation, ils doivent présenter par voie électronique, dans le système ASYCUDA World, une déclaration d'exportation accompagnée d'une facture, d'une liste de colisage et, le cas échéant, d'un certificat phytosanitaire ou de la CITES ou, pour les échanges préférentiels, d'un certificat d'origine.

3.76. Les prescriptions applicables à l'exportation de végétaux ainsi que d'animaux et de leurs sous-produits dépendent de l'importateur. Par exemple, un certificat phytosanitaire peut être exigé pour les exportations de légumes et un certificat sanitaire d'exportation peut être exigé pour les exportations d'animaux vivants, tandis que, dans le cas des exportations de viande (à l'état frais ou congelé), un certificat d'exportation délivré par le vétérinaire des services gouvernementaux pertinents ou un vétérinaire autorisé peut être demandé. Un permis, un certificat et une déclaration en douane dûment remplies sont nécessaires pour exporter plusieurs types de fruits de mer (conques, crustacés, poissons et langoustes). Le permis doit être obtenu auprès du Département des ressources marines et le certificat sanitaire auprès d'un vétérinaire des services gouvernementaux.

3.77. À Saint-Kitts-et-Nevis, il n'existe pas d'organisme de promotion des exportations à proprement parler; cependant, l'Agence de promotion des investissements de Saint-Kitts (SKIPA) et l'Agence de promotion des investissements de Nevis (NIPA) ont pour tâche de promouvoir l'investissement et l'activité économique, dont les exportations. Chaque agence se concentre sur la promotion de l'investissement et des exportations de l'île concernée.

⁵⁸ Traité révisé de Chaguaramas, article 133. Adresse consultée: <https://treaty.caricom.org/article-133-imposition-of-anti-dumping-measures/>.

3.78. Des restrictions à l'exportation sont généralement imposées pour des motifs de santé et de sécurité. Les textes législatifs régissant les restrictions à l'exportation et les licences d'exportation sont les suivants: Loi n° 32 de 1958 sur le commerce extérieur, en vigueur depuis le 10 décembre 1958, telle que modifiée par la Loi n° 24 de 1968, la Loi n° 6 de 1976, la Loi n° 7 de 1976, la Loi n° 27 de 1976 et la Loi n° 9 de 1986; Décret sur le commerce extérieur (licence générale à vue) – sections 3 et 5-10, SRO n° 41/1961, tel que modifié; et Décret sur le commerce extérieur (restriction des exportations), SRO n° 25/1973. Conformément à la CITES, les exportations d'oiseaux sauvages sont interdites; les exportations de stupéfiants et de substances psychotropes, ainsi que les exportations de marchandises portant les armoiries ou le drapeau de Saint-Kitts-et-Nevis, font l'objet de restrictions.

3.2.2 Subventions à l'exportation, financement, soutien et promotion des exportations

3.79. Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas présenté de notifications au Comité de l'agriculture de l'OMC en ce qui concerne l'octroi de subventions à l'exportation des produits agricoles. Les autorités ont toutefois indiqué que le pays n'accordait pas de subventions de ce type.

3.80. Saint-Kitts-et-Nevis a notifié la Loi n° 17 de 1974 sur les incitations fiscales – instrument octroyant des subventions à l'exportation – au Comité des subventions et des mesures compensatoires (SMC) de l'OMC et a demandé des prorogations au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC, pour la dernière fois en 2018.⁵⁹ Cependant, la Loi sur les incitations fiscales a depuis été modifiée, au titre de la Loi de 2019 sur les incitations fiscales (modification) qui supprime les dispositions relatives aux subventions à l'exportation figurant dans la Loi de 1974 (voir ci-dessous). Cette nouvelle loi n'a toutefois pas été notifiée à l'OMC.

3.81. Au titre de la Loi n° 17 de 1974 sur les incitations fiscales, Saint-Kitts-et-Nevis accordait, comme d'autres pays de l'OECD, certains avantages fiscaux subordonnés à l'exportation, notamment au terme de la période d'exonération fiscale de 15 ans dont bénéficiaient certaines entreprises. Des avantages sous forme de crédits d'impôt étaient octroyés en vertu de cette même loi, qui prévoyait un dégrèvement d'impôt sur les bénéfices provenant des exportations. Cet avantage était octroyé aux entreprises exportatrices et ne pouvait être accordé pendant que l'entreprise bénéficiait d'une exonération fiscale temporaire et d'une exemption de droits pour les importations de matières premières et de biens d'équipement. Les entreprises enclavées, c'est-à-dire celles qui exportaient la totalité de leur production, pouvaient bénéficier de l'exonération temporaire de durée maximale, soit 15 ans. Le concept d'entreprise enclavée a été modifié en 2019 (voir ci-après). Les autorités n'ont pas fourni d'estimation des recettes sacrifiées au titre de la Loi sur les incitations fiscales dans leur notification de 2018.⁶⁰ Elles ont indiqué que tous ces avantages avaient été supprimés.

3.82. Saint-Kitts-et-Nevis ne possède pas de législation prévoyant la création de zones franches. Il existe cependant une loi prévoyant un régime d'admission en franchise de droits. En vertu de la Loi n° 6 de 2010 sur le régime de licences et d'imposition des boutiques hors taxes, deux types de licences agréées d'admission en franchise peuvent être délivrées, l'une pour les alcools et les tabacs (licence de classe B) et l'autre pour une liste spécifique de marchandises (licence de classe A).⁶¹ La

⁵⁹ Document de l'OMC G/SCM/N/315/KNA du 13 juillet 2018.

⁶⁰ Document de l'OMC G/SCM/N/315/KNA du 13 juillet 2018.

⁶¹ Les marchandises visées par la licence de classe A incluent: les appareils électroniques portables, à l'exception des téléphones mobiles; les sacs, valises, portefeuilles, ceintures et accessoires similaires en cuir ou en mélange de cuir; les produits des marques Kipling, Tommy Bahama, Tori Richards, Nat Nast, Pineapple Moon, Quick Silver, Roxy Sportswear, Line Two, Weekend Traffic, Line Up for Sport, Traffic Jammies, Weekend Clothes Line, Pepe et LAND; les chaussures d'une valeur f.a.b. minimale de 50 USD; les articles en porcelaine et en grès; les articles en lin et en soie, y compris les accessoires, contenant au moins 80% de lin et/ou soie; les eaux de cologne, sprays parfumés, eaux de toilette et parfums d'une valeur f.a.b. minimale de 5 USD; les produits parfumés, y compris les savons et lotions faits à la main; les produits de soin de la peau (cadeaux conditionnés dans des boîtes ou des sacs); les articles en cristal; les bijoux de fantaisie (cadeaux conditionnés dans des boîtes ou des sacs) d'une valeur f.a.b. minimale de 10 USD; les bijoux en métaux précieux, y compris le platine, l'or, l'argent, le plaqué-argent et le plaqué-or, sertis ou non de pierres précieuses ou semi-précieuses; le linge de table en lin, en coton, ou en mélange de lin et de coton contenant au moins 75% de lin; les vêtements de plage; les montres d'une valeur f.a.b. minimale de 30 USD; les produits d'artisanat fabriqués en matières naturelles; les clubs, balles et gants de golf; les souvenirs de Saint-Kitts-et-Nevis; les chandails et articles de bonneterie similaires d'une valeur f.a.b. minimale de 20 USD; les CD de musique produits dans les Caraïbes ou par des artistes caribéens; les drapeaux, bannières, écussons, autocollants et cartes nationaux; les articles fabriqués à partir de tissus transformés à la main, brodés à la main, peints à la main, sérigraphiés, en batik ou en teinture par nouage, ainsi que les chemises de style tropical; les images,

redevance d'exploitation d'une boutique hors taxe est de 10 000 XCD par an. Dans le cadre du régime d'admission en franchise de droits, les ressortissants de Saint-Kitts-et-Nevis sont assujettis à la TVA et les non-résidents bénéficient d'un taux nul. Les ressortissants nationaux doivent acquitter une taxe (non remboursable) sur les boutiques hors taxes de 6%, hors CSC et droits d'importation et d'accise. Les zones contenant des boutiques hors taxes sont notamment les suivantes: Basseterre; Charlestown; Sands Complex; aéroport international Robert Llewellyn Bradshaw; aéroport international Vance Amory; Romney Manor; Brimstone Hill; Frigate Bay; péninsule Sud-Est; et zone de développement de White Gate. Lorsqu'une même personne physique ou morale possède plusieurs boutiques hors taxes, elle doit obtenir une licence distincte pour chacune d'entre elles. Les licences ne sont pas cessibles.

3.83. L'Unité de développement des exportations de l'OECD (EDU) propose des programmes de promotion des exportations, avec l'aide de l'Agence caribéenne de développement des exportations.

3.3 Mesures visant la production et le commerce

3.3.1 Mesures d'incitation et aides

3.84. L'Agence de promotion des investissements de Saint-Kitts (SKIPA) et l'Agence de promotion des investissements de Nevis (NIPA) sont chargées d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'incitation visant à attirer l'investissement, introduire de nouvelles mesures pour aider les entreprises de certains secteurs et faciliter leur activité, encourager la création de nouvelles possibilités d'emploi et promouvoir la diversification de l'économie. Les incitations prennent généralement la forme d'une exonération fiscale temporaire (impôt sur le revenu et sur les bénéfices) et d'une exonération des droits d'importation.

3.85. Saint-Kitts-et-Nevis a notifié au Comité SMC la Loi n° 17 de 1974 sur les incitations fiscales prévoyant des subventions à l'exportation et d'autres mesures d'incitation, et s'est vu accorder, au titre de la décision relative à l'article 27.4 de l'Accord SMC, une prorogation de la période impartie pour la modification ou l'élimination de cette loi, jusqu'à la fin de 2015.⁶² La Loi a été modifiée en 2019: les dispositions relatives aux subventions à l'exportation ont été supprimées et le concept d'entreprise enclavée a été redéfini. Au titre de la Loi de 1974 sur les incitations fiscales, des incitations prenant la forme d'une trêve fiscale d'une durée maximale de 15 ans peuvent être accordées pour la fabrication de produits agréés par des entreprises agréées. La durée de la trêve fiscale dépend de la valeur ajoutée locale produite ou de la question de savoir si l'entreprise exporte la totalité de sa production. En vertu de la Loi, les entreprises sont classées en quatre catégories: i) les entreprises du groupe 1, pour lesquelles la valeur locale représente au moins 50% du chiffre d'affaires, peuvent bénéficier d'une exonération temporaire allant jusqu'à 15 ans; ii) les entreprises du groupe 2, pour lesquelles la valeur locale représente 25% à 50% du chiffre d'affaires, peuvent bénéficier d'une exonération temporaire allant jusqu'à 12 ans; iii) les entreprises du groupe 3, pour lesquelles la valeur locale représente 10% à 25% du chiffre d'affaires, peuvent bénéficier d'une exonération temporaire allant jusqu'à 10 ans; et iv) les entreprises enclavées, dont la production est exclusivement destinée à l'exportation, peuvent bénéficier d'une exonération temporaire allant jusqu'à 15 ans. De plus, les entreprises qui bénéficient d'une exonération temporaire au titre de la Loi de 1974 sur les incitations fiscales peuvent importer en franchise de droits des machines, équipements, pièces de rechange, matériaux de construction, matières premières, emballages et autres marchandises, selon qu'il convient, si elles remplissent les conditions d'admissibilité.

3.86. La Loi de 1974 prévoit également l'octroi d'avantages supplémentaires à la fin de la trêve fiscale, sous la forme d'un abattement de l'impôt sur le revenu. Cet abattement est basé sur la part des bénéfices à l'exportation dans les bénéfices totaux de l'entreprise: il est de 25% lorsque les bénéfices à l'exportation représentent 10% à 20% du total des bénéfices, de 35% lorsque la part des bénéfices à l'exportation se situe entre 21% et 40%, de 45% lorsque cette part est comprise entre 41% et 60%, et de 50% lorsque les bénéfices à l'exportation représentent plus de 60% des bénéfices totaux. Cet abattement fiscal a été supprimé en 2019, avec effet final au 1^{er} janvier 2023.

cartes postales, tentures/batik représentant des scènes de la vie des Caraïbes; et les matériaux d'emballage mentionnant le nom de la boutique et son adresse à Saint-Kitts-et-Nevis. Loi sur le régime de licences et d'imposition des boutiques hors taxes, 2010 – 6.

⁶² La notification la plus récente figure dans le document de l'OMC G/SCM/N/315/KNA du 13 juillet 2018.

3.87. La Loi sur les incitations fiscales (modification) 2019/13 (publiée le 30 décembre 2019 au Journal officiel extraordinaire n° 67 de 2019) a modifié le chapitre 20.14 de la Loi sur les incitations fiscales pour le mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 27.4 de l'Accord SMC. Les trois principales modifications sont les suivantes: i) modification de la définition d'entreprise enclavée figurant à l'article 2 de la Loi, visant à supprimer l'obligation de "produire exclusivement pour l'exportation"; ii) suppression de la prime à l'exportation prévue à l'article 16 et dans la deuxième annexe de la Loi; et iii) inclusion d'une disposition indiquant que les règles d'attribution des bénéfices, décrites à l'article 4A et 4B de la Loi relative à l'impôt sur le revenu, s'appliquent également au titre de la Loi.

3.88. Au titre de la Loi de 2019 sur les incitations fiscales (modification), l'article 2, paragraphe 1) de la Loi de 1974 contenant la définition du concept d'entreprise enclavée a été modifié. En vertu de la Loi de 2019, une entreprise enclavée s'entend d'une entreprise spécifiquement autorisée à exploiter une usine ou un autre établissement pertinent: i) dans le parc industriel de Paul Southwell ou à Bourke's Project, Sandy Point; ou ii) dans tout autre lieu de Saint-Kitts-et-Nevis que le gouverneur général aura désigné par décret. Toutes les références aux avantages subordonnés à l'exportation ont donc été supprimées. Les entreprises enclavées sont désormais autorisées à vendre des produits sur le marché de la CARICOM et sur le marché local. En vertu de l'article 6 de la Loi, les dispositions relatives aux primes à l'exportation ont été supprimées à compter du 1^{er} janvier 2020, mais font l'objet d'une clause d'antériorité jusqu'au 31 décembre 2022. Ainsi, les dispositions des paragraphes de la Loi de 1974 concernant les demandes de primes à l'exportation cesseront de s'appliquer après le 31 décembre 2022. Si, avant le 31 décembre 2022, une entreprise acquiert, détient, possède ou gère de nouveaux actifs, ou s'engage dans une nouvelle activité commerciale générant des revenus connexes, la prime à l'exportation ne s'appliquera pas à ces revenus.⁶³

3.89. Des modifications ont été apportées à la Loi de 1974 pour réviser les critères d'obtention du statut d'entreprise agréée (entreprise pouvant bénéficier des dispositions de la Loi); l'emplacement effectif ou proposé de l'usine ou établissement dans lequel l'entreprise fabrique ou prévoit de fabriquer un produit agréé a été inclus parmi les critères.⁶⁴

3.90. Un nouvel article 2A a également été inclus dans la Loi de 1974, en vertu duquel les dispositions de l'article 4A de la Loi relative à l'impôt sur le revenu s'appliquent aux entreprises visées par la Loi sur les incitations fiscales. Cet article traite des transactions et arrangements conclus entre des personnes liées et des associés. Il autorise le Contrôleur des impôts à ajuster le revenu imposable ou l'impôt exigible dans le cas de transactions ou arrangements conclus entre contribuables liés, selon qu'il convient pour refléter le revenu imposable ou l'impôt exigible qui aurait été retenu pour ces derniers si l'arrangement avait été conclu dans des conditions de pleine concurrence.⁶⁵ Il est considéré que cela reflète les normes acceptées au niveau international.⁶⁶

⁶³ Aux fins de la Loi, les "revenus connexes" désignent les revenus qui seraient pris en compte pour le calcul de la prime à l'exportation et donc admis à bénéficier de l'allègement de l'impôt sur le revenu; les "nouveaux actifs" sont les actifs acquis ou créés après le 1^{er} janvier 2020; et les "nouvelles activités commerciales" correspondent aux activités commerciales lancées après le 1^{er} janvier 2020.

⁶⁴ La Loi de 1974 ne mentionnait que deux critères à examiner pour déterminer si un décret devait être pris pour accorder à une entreprise le statut d'entreprise agréée: i) le nombre d'entreprises fabriquant déjà ou prévoyant de fabriquer un produit agréé; et ii) le volume de production effectif ou prévu du produit concerné. En vertu de la Loi, un produit agréé est un produit fabriqué par une entreprise agréée.

⁶⁵ Aux fins de la Loi, une entreprise est associée à une autre durant un exercice fiscal si, à tout moment de l'exercice: i) l'une des entreprises contrôle l'autre, directement ou indirectement et de quelque façon que ce soit; ii) les deux entreprises sont contrôlées, directement ou indirectement et de quelque façon que ce soit, par la même personne ou le même groupe de personnes; iii) chaque entreprise est contrôlée par une personne, directement ou indirectement et de quelque façon que ce soit, et les personnes contrôlant ces entreprises sont liées, et l'une ou l'autre possède, dans le capital social de chacune des entreprises, au moins 25% des actions émises de toute catégorie; iv) l'une des entreprises est contrôlée, directement ou indirectement et de quelque façon que ce soit, par une personne qui est liée à chaque membre du groupe de personnes contrôlant l'autre entreprise, et cette personne possède, dans le capital social de l'autre entreprise, au moins 25% des actions émises de toute catégorie; ou v) chacune des entreprises est contrôlée, directement ou indirectement et de quelque façon que ce soit, par un groupe lié, chaque membre de l'un des groupes liés étant lié à tous les membres de l'autre groupe lié, et une ou plusieurs personnes qui sont membres des deux groupes liés possèdent dans le capital social de chacune des entreprises, individuellement ou collectivement, au moins 25% des actions émises.

⁶⁶ Pour une analyse plus détaillée des modifications apportées à la Loi sur les incitations fiscales et de leur compatibilité avec les normes acceptées au niveau international, voir: Conseil de l'Union européenne

3.91. Par ailleurs, le tourisme bénéficie d'incitations sectorielles spécifiques en vertu de la Loi relative à l'impôt sur le revenu, chapitre 20.22 (Loi n° 17 de 1966) et de la Loi sur l'aide à l'hôtellerie (modification) (chapitre 18.17, telle que modifiée par la Loi n° 19 de 1998) (section 4.3.6). Des exonérations fiscales sont également accordées au cas par cas par le Cabinet à des investisseurs pour la mise en place d'infrastructures, la préférence allant à la construction d'hôtels, de casino et de villas; ces incitations ponctuelles n'exigent pas l'approbation de l'Assemblée nationale.

3.92. La Loi de 2009 sur le développement des petites entreprises (chapitre 20.61) prévoit un cadre réglementaire et des mesures d'incitation pour faciliter la croissance et le développement des petites entreprises. Aux fins de la Loi, une petite entreprise est définie comme suit: i) elle n'a pas plus de 25 employés; ii) son chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 2 millions de XCD; iii) ses actifs nets ou son capital libéré ne dépassent pas 1 million de XCD; iv) elle appartient à des intérêts locaux; v) elle n'est pas détenue ou contrôlée à hauteur de plus de 25% par une société dont le chiffre d'affaires annuel et les actifs nets ou le capital libéré dépassent la limite susmentionnée; vi) son conseil d'administration n'est pas contrôlé par une société dont le chiffre d'affaires annuel et les actifs nets dépassent le chiffre d'affaires annuel et les actifs nets susmentionnés; et vii) elle n'a pas souscrit de contrat aux fins de percevoir des honoraires résultant de la prestation continue de services administratifs ou autres à des personnes qui ne sont pas des ressortissants de Saint-Kitts-et-Nevis ou d'autres États de la CARICOM et qui n'ont pas le statut de résidents à Saint-Kitts-et-Nevis, lorsque ces services ne font pas partie des activités commerciales normales de l'entreprise.

3.93. Pour bénéficier des avantages accordés au titre de la Loi sur le développement des petites entreprises, une entreprise doit être déclarée "petite entreprise approuvée" par le Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation. Les demandes visant à obtenir ce statut doivent être accompagnées d'un certificat de constitution établi conformément aux dispositions de la Loi de 1996 sur les sociétés ou d'une licence commerciale délivrée en vertu de la Loi de 1972 sur les licences commerciales et autorisations d'exercer. Si la demande est acceptée, le statut de petite entreprise approuvée est accordé à l'entreprise.

3.94. Les petites entreprises approuvées bénéficient: i) d'une réduction de l'impôt sur le revenu pendant un minimum de trois ans et un maximum de cinq ans à compter de la constitution ou de la restructuration de la petite entreprise; ii) d'une déduction autorisée de l'impôt sur le revenu pour toute somme empruntée à un établissement financier; iii) d'incitations à l'exportation pour les activités de recherche-développement et de promotion des exportations; iv) d'un abattement de l'impôt sur les sociétés; v) d'une exonération ou réduction des droits de douane sur les intrants importés pour être utilisés dans la petite entreprise; vi) d'une exonération ou réduction des droits de douane sur les installations, machines, équipements ou véhicules automobiles importés pour être utilisés dans la petite entreprise; et vii) d'une réduction de l'impôt foncier pouvant atteindre 75%, applicable à tout terrain et bâtiment utilisés dans le cadre de l'activité de la petite entreprise approuvée. Pour pouvoir bénéficier de ces mesures d'incitation, l'entreprise doit démontrer qu'elle remplit au moins 5 des critères suivants: i) elle a élaboré un plan stratégique ou un plan d'entreprise accompagné de projections financières pour les 24 mois suivants; ii) elle a adopté les normes et les méthodes de mise en conformité afférentes à sa branche d'activité; iii) elle affiche un renforcement de ses fonds propres; iv) au cours de l'année précédente, elle a accompli des efforts sérieux d'amélioration de l'efficacité, mesurés par les ratios financiers; v) elle a enregistré, au cours des deux dernières années d'activité, une croissance appréciable, mesurée par les niveaux de production, l'augmentation des recettes, la progression de la part de marché et d'autres indicateurs de résultats de croissance; vi) elle s'est associée ou a l'intention de s'associer avec une autre petite entreprise pour partager les services pertinents ou effectuer des importations en gros de matières premières ou d'autres marchandises; vii) de nouveaux emplois ont été créés en son sein; viii) elle a utilisé ou a l'intention d'utiliser de nouveaux talents et de nouvelles technologies; et ix) elle a fait preuve d'une grande propension à générer de nouveaux investissements, de nouveaux produits et de nouveaux procédés, à créer des emplois ou à accroître sa capacité de production.

(2020), Saint Kitts and Nevis' Fiscal Incentives Act Regime (KN002) – Final Description and Assessment, 30 avril 2020. Adresse consultée: <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7425-2020-INIT/en/pdf>. Dans une évaluation antérieure menée en 2018, le groupe "Code de conduite (fiscalité des entreprises)" du Secrétariat du Conseil avait estimé que la Loi comportait des aspects très préjudiciables. Après les modifications, aucun aspect de la Loi n'est désormais considéré comme très préjudiciable.

3.95. La première annexe de la Loi liste les secteurs prioritaires pour la création de petites entreprises. Il s'agit notamment des secteurs suivants: i) services liés au tourisme (sauf hôtels et restaurants); ii) transport et entreposage; iii) activités liées à l'information, aux communications et aux technologies; iv) agriculture, sylviculture et activités de services connexes; v) activités artistiques et culturelles; vi) services de construction; vii) services de divertissement; viii) pêche et pisciculture; ix) activités de fabrication; x) services de soins personnels; xi) réparation d'articles personnels, d'articles domestiques et de véhicules; xii) services de voirie, d'assainissement et d'enlèvement des ordures; xiii) services sportifs et récréatifs; et xiv) services financiers (à l'exclusion des établissements qualifiés fournissant des services uniquement aux non-résidents).

3.96. La Banque de développement de Saint-Kitts-et-Nevis (DBSKN), qui appartient entièrement à l'État et a été établie conformément à la Loi n° 1 de 1981, telle que modifiée en 1983, accorde des crédits et des financements hypothécaires à l'agriculture, au tourisme, aux industries agroalimentaires, aux industries manufacturières et aux petites entreprises. La DBSKN jouit d'une entière autonomie de fonctionnement sous la responsabilité directe du Ministre des finances. Pour être admise à bénéficier du Programme en faveur des micro et petites entreprises de la DBSKN, une entité doit être enregistrée en tant qu'entreprise et être gérée par le propriétaire. Elle doit employer moins de 25 personnes, ou occuper une zone de fabrication d'une superficie inférieure à 4 000 mètres carrés; ses investissements en équipements doivent être inférieurs à 135 000 XCD ou ses ventes annuelles totales doivent être inférieures à 337 500 XCD. L'entreprise requérante doit disposer d'un plan d'activité établi par une partie indépendante qualifiée. Les fonds accordés au titre d'un prêt aux petites entreprises peuvent être utilisés pour financer tout aspect de l'activité, y compris le fonds de roulement. Ils peuvent être utilisés pour les activités de démarrage ou le développement des activités existantes. Ils peuvent être utilisés, y compris, mais non exclusivement, pour l'achat de machines et de matériel, l'achat d'actions et l'achat de véhicules liés à l'activité, à l'exception des bus et taxis, pour la constitution du fonds de roulement, et à toute autre fin définie par le Comité de gestion. Des prêts peuvent être accordés pour les activités suivantes: agriculture/pêche; financement des outils, des équipements et du fonds de roulement (pour les petits entrepreneurs); agro-industrie; services liés aux technologies de l'information; soutien aux emplois sur les navires de croisière; industries légères; tourisme (y compris les bateaux-taxis); commerce de détail; et services d'appui au secteur productif. Les prêts commerciaux ne peuvent dépasser 40 000 XCD et sont assortis d'un taux d'intérêt de 3% dans les secteurs agroalimentaire, de la pêche et de l'agriculture, et d'un taux de 6% dans tous les autres secteurs. La durée de remboursement peut aller jusqu'à 10 ans, avec une période de grâce maximale de 1 an pour le principal et de 3 mois pour les intérêts. Dans la mesure du possible, tous les prêts devraient être garantis, par exemple par une hypothèque légale, un contrat de vente (pour les machines, équipements, appareils), un cautionnement ou une assurance.⁶⁷ En 2021, le gouvernement a mis à disposition 5 millions de XCD pour aider les PME.⁶⁸

3.97. La Fondation pour la diversification de l'industrie sucrière (SIDF) de Saint-Kitts-et-Nevis fournit une aide à divers secteurs de l'économie. Cette institution, fondée en septembre 2006 par la National Bank Trust Company, est l'une des trois options approuvées qui permettent d'acquérir la citoyenneté, par le biais du Programme d'acquisition de la citoyenneté par l'investissement (CBI), les deux autres étant la propriété foncière et l'investissement. La Fondation a été conçue et spécialement approuvée aux fins du Programme CBI. En versant une contribution minimale de 250 000 USD à la Fondation, les ressortissants étrangers peuvent demander à bénéficier du Programme CBI à Saint-Kitts-et-Nevis, sous réserve des vérifications liées à l'obligation de vigilance. Les demandes sont adressées à l'unité gouvernementale en charge du Programme et traitées par cette même unité.

3.98. La SIDF a été créée dans le but premier d'aider le gouvernement à assurer la transition entre une économie essentiellement dépendante de la production sucrière et une structure plus diversifiée, grâce à la recherche et au financement de nouvelles branches de production. Toutes les activités de la Fondation sont tournées vers son objectif principal, à savoir la mise en place d'une plate-forme globale durable pour la croissance et le développement futurs. Après la constitution de la Fondation, l'objectif de celle-ci a été élargi pour inclure l'aide au gouvernement dans ses efforts de diversification de l'économie nationale et de maintien de la stabilité économique, et pour soutenir, financer ou renforcer des branches d'activité, des entreprises ou des projets nouveaux ou déjà

⁶⁷ DBSKN, *Business Loans*. Adresse consultée: <https://skndb.com/business-loans/>.

⁶⁸ DBSKN. Adresse consultée: <https://skndb.com/government-to-make-available-5-million-to-smes-through-development-bank/>.

existants. Depuis 2012, date à laquelle le bureau de la SIDF a été ouvert, une équipe de gestion analyse les propositions de projet et d'investissement afin de déterminer leur viabilité et leur valeur pour l'économie, surveille l'administration des prêts et la mise en œuvre des projets et mène des activités pour mieux faire connaître les activités de la Fondation. À l'heure actuelle, la SIDF octroie, dans le cadre de ses politiques, des dons, des prêts, des aides budgétaires, des remises de dettes et des aides de toutes sortes aux organismes publics ou aux personnes ou institutions remplissant les conditions requises pour bénéficier d'une telle assistance.⁶⁹ La SIDF soutient les projets qui génèrent des possibilités d'emploi pour tous les ressortissants nationaux, y compris les travailleurs de l'industrie sucrière déplacés; encourage le développement des entreprises, y compris les entreprises autochtones; et investit dans des projets essentiels à la stabilité et à la transformation de l'économie et de la société. Les bénéficiaires doivent être des ressortissants de Saint-Kitts-et-Nevis. La Fondation aide l'Autorité du tourisme de Saint-Kitts à faire en sorte que les principaux marchés touristiques soient convenablement desservis. Pour ce faire, elle contribue au Fonds de commercialisation et aide l'Autorité à garantir que certaines compagnies aériennes assurent des vols réguliers vers Saint-Kitts-et-Nevis. D'après les renseignements de la SIDF, jusqu'en 2022, la Fondation avait investi plus de 55 millions d'USD dans le développement de Saint-Kitts-et-Nevis en dons, prêts et participations.⁷⁰ Capisterre Farm est l'un des projets à avoir bénéficié d'un financement, et un don a été accordé au St Christopher National Trust. Des ressources ont été allouées à la Banque de développement de Saint-Kitts-et-Nevis pour la création de plusieurs fonds, dont le Fonds agricole, le Fonds de modernisation des petits hôtels et restaurants (SHARM) et le Fonds pour la démarginalisation économique par le biais de logements subventionnés (FREESH), de constitution récente. La SIDF a également investi dans le projet Kittitian Hill, un complexe touristique cinq étoiles en construction, et accordé un financement à l'Autorité du tourisme de Saint-Kitts pour le programme de soutien au transport aérien. Des fonds de la SIDF ont été alloués à l'État à des fins budgétaires. Un certain nombre de projets agricoles ont été financés sur les ressources de la Fondation (section 4.1).

3.99. Les entreprises de Saint-Kitts-et-Nevis et d'autres pays de la CARICOM peuvent obtenir des crédits à des conditions préférentielles, financés ou garantis par la Banque de développement des Caraïbes (CDB), pour la réalisation de projets d'une valeur comprise entre 750 000 USD et 5 millions d'USD. Entre 2016 et 2021, Saint-Kitts-et-Nevis a bénéficié de prêts de la CDB d'un montant d'environ 11,5 millions d'USD.⁷¹

3.100. L'Agence de promotion des investissements de Saint-Kitts (SKIPA) assure la promotion de l'investissement à Saint-Kitts aux niveaux international, régional et national. La SKIPA s'acquitte de cette mission de manière proactive. Les efforts de promotion de l'investissement déployés par l'Agence visent à attirer le bon type d'investisseur, qui contribuera au développement à long terme de Saint-Kitts.⁷² La SKIPA s'emploie également à attirer des investissements susceptibles de diversifier le tissu économique de Saint-Kitts. Elle a aussi pour but de faciliter l'investissement et, à ce titre, met des renseignements à la disposition des investisseurs locaux et étrangers, leur fournit une aide pour trouver des possibilités d'affaires et joue le rôle de point de contact pour les procédures à accomplir en vue de la création d'une activité commerciale. La SKIPA facilite les investissements dans toutes les activités économiques, mais concentre ses efforts de commercialisation sur les secteurs prioritaires (agriculture, tourisme, services financiers et technologie de l'information). La SKIPA soutient également l'expansion des entreprises. Elle s'efforce de faciliter l'investissement en modernisant les procédures et en menant des réformes sur le climat de l'investissement, la taille des projets ou le nombre d'années d'activité.⁷³ Elle ne finance pas les investissements et ne perçoit aucune redevance pour ses services.

3.101. La NIPA est un organisme public qui sert de premier point de contact pour les investisseurs. La NIPA identifie et promeut les nouvelles possibilités d'investissement, fournit des renseignements généraux et sectoriels aux investisseurs, facilite la tenue de réunions avec des fonctionnaires gouvernementaux et départements d'État clés, organise des visites sur le terrain, aide à trouver des lieux de tournage, négocie des possibilités de partenariat avec des projets existants et simplifie les services de suivi. Elle a pour mission: de promouvoir les investissements dans les secteurs clés; de

⁶⁹ SIDF, *Overview*. Adresse consultée: <https://sknsidf.org/sidf-overview/>.

⁷⁰ SIDF, *Frequently Asked Questions*. Adresse consultée: <https://sknsidf.org/faqs/>.

⁷¹ Banque de développement des Caraïbes, *Saint-Kitts-et-Nevis*. Adresse consultée: <https://www.caribank.org/countries-and-members/borrowing-members/saint-kitts-and-nevis>.

⁷² SKIPA, *What We Do*. Adresse consultée: <https://investstkitts.kn/aboutus/what-we-do/>.

⁷³ SKIPA. Adresse consultée: <https://investstkitts.kn/aboutus/what-we-do/>.

diffuser des renseignements généraux et sectoriels et d'aider au démarrage des entreprises; de faciliter les réunions avec les principaux ministères; et d'apporter un soutien à l'investisseur après que l'investissement a été réalisé.⁷⁴ L'Agence facilite les procédures d'investissement grâce à sa plate-forme numérique qui permet aux investisseurs de s'informer sur les mesures d'incitation, de calculer le coût d'un projet et d'adresser des demandes aux départements compétents par voie électronique. La plate-forme enregistre une seule fois les renseignements relatifs à l'investisseur, puis permet le traitement rapide des demandes depuis la constitution d'une entreprise jusqu'à l'obtention des permis de travail.⁷⁵ À l'instar de la SKIPA, la NIPA n'apporte aucun soutien financier.

3.3.2 Normes et règlements techniques

3.102. Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas présenté de notifications au Comité OTC durant la période 2014-2022.

3.103. Le Bureau des normes de Saint-Kitts-et-Nevis (SKNBS), établi en 1999, est le principal organisme public chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des normes, de la métrologie et des services d'évaluation de la conformité. Les règlements techniques sont également élaborés par le SKNBS, qui relève du Ministère du commerce international, de l'industrie, du commerce intérieur et de la consommation (MITICCA).

3.104. Les activités du SKNBS visent notamment à accroître la participation à l'harmonisation régionale des normes, des mesures et des régimes d'évaluation de la conformité, en vue de favoriser l'intégration régionale. Le SKNBS héberge le laboratoire polyvalent de Saint-Kitts-et-Nevis, qui fournit les services suivants: i) chimie: analyse des éléments des produits alimentaires, des liquides, et des nutriments et composants des sols; ii) métrologie: réalisation de mesures précises grâce à l'étalonnage et à la vérification des échelles, balances et pompes à carburant; iii) microbiologie de l'alimentation et de l'eau; et iv): qualité de l'air: surveillance des moisissures, des gaz et d'éléments particuliers dans les lieux fermés.

3.105. Le MITICCA est le point de notification désigné pour l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC). Le SKNBS est le point d'information national (PIN) concernant cet accord. À ce titre, il est chargé de recevoir et de diffuser les notifications OTC du Secrétariat de l'OMC aux parties prenantes de Saint-Kitts-et-Nevis; d'envoyer des notifications de projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité au secrétariat du Comité OTC de l'OMC; de répondre aux demandes d'information des Membres de l'OMC concernant les normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité nationaux; et de répondre aux demandes d'information du secteur privé de Saint-Kitts-et-Nevis concernant les normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité régionaux et internationaux. Le SKNBS est également le point de contact officiel pour la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants; le Codex Alimentarius; le Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des produits alimentaires (INFOSAN) (contact d'urgence); la Commission panaméricaine de normalisation (COPANT); la Convention de Minamata sur le mercure (depuis le 24 mai 2017); l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques; l'Organisation régionale des normes et de la qualité de la CARICOM (CROSQ); la FAO GM Foods Platform (plate-forme de la FAO consacrée aux aliments génétiquement modifiés); l'American Society for Testing and Materials (ASTM); l'Environmental Molecular Sciences Laboratory (EMSL); et Underwriters Laboratories.⁷⁶ Par ailleurs, le SKNBS est membre du Programme des pays affiliés à la Commission électrotechnique internationale (CEI).

3.106. De nouvelles lois concernant les normes et les règlements techniques ont été introduites en 2021. La Loi n° 19 du 2 décembre 2021 sur le Bureau des normes et la qualité prévoit l'établissement et le fonctionnement d'un bureau des normes chargé d'élaborer, de promouvoir et de mettre en œuvre des normes et activités normatives en lien avec les produits de base, les marchandises, les services, les processus et les pratiques, et de garantir la qualité par le respect des règlements techniques, s'il y a lieu. La Loi dispose que le SKNBS exerce les fonctions suivantes: i) élaborer, adopter, préparer, adapter, modifier, confirmer, réviser et publier des normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité, sur tout type, classe ou catégorie

⁷⁴ NIPA, *Who We Are*. Adresse consultée: <https://www.investnevis.org/en/about-nipa/who-we-are>.

⁷⁵ NIPA, *NIA Digital Platform*. Adresse consultée: <https://www.investnevis.org/en/Our-services/nia-digital-platform>.

⁷⁶ SKNBS, *What We Do*. Adresse consultée: <https://sknbs.org/about-bureau/what-we-do/>.

de produit ou de service; ii) promouvoir l'adoption et la mise en œuvre des normes relatives aux structures, produits, matériaux, processus, pratiques, opérations et autres éléments, au niveau national et international; iii) coordonner, surveiller et promouvoir la normalisation et les activités connexes dans les différentes entreprises ainsi qu'au niveau national, régional et international, et fournir des services d'appui connexes adéquats ou veiller à ce que de tels services existent; iv) coopérer avec les organismes nationaux, régionaux ou internationaux dans le domaine de la normalisation et échanger des renseignements avec ces organismes en général, et en particulier dans la mesure où cela est prévu par une obligation internationale contractée par Saint-Kitts-et-Nevis ou conformément à certaines prescriptions; v) et promouvoir la recherche, l'évaluation de la conformité et la surveillance du marché comme il l'estime approprié en lien avec les normes, spécifications techniques ou règlements techniques.

3.107. Le SKNBS fait office d'autorité technique pour le Service national de métrologie, institué par la Loi n° 30 de 2012 sur la métrologie, et d'organisme de certification et d'évaluation de la conformité pour les produits, les produits de base et les processus en ce qui a trait aux normes nationales. Conformément à la nouvelle Loi, le SKNBS peut procéder à des inspections et des essais sur les marchandises, services, processus et pratiques; certifier les marchandises, services, procédés et pratiques qui sont conformes aux normes nationales, régionales ou internationales; et établir et déclarer des normes et règlements techniques pour améliorer les marchandises produites à Saint-Kitts-et-Nevis, et en assurer le suivi. Il peut également mettre en place une infrastructure qualité nationale et établir, administrer et exploiter des systèmes de normalisation et de certification des marchandises, y compris administrer la certification des marchandises concernées. En outre, le SKNBS est légalement autorisé à évaluer les systèmes de qualité et à administrer la certification des systèmes ainsi évalués; à évaluer la compétence des professionnels de la qualité proposant des services de conseil, de formation et autres; et à établir et désigner des laboratoires et des installations d'essai.

3.108. La nouvelle Loi dispose que si le SKNBS est dans l'impossibilité de formuler une spécification technique pour un produit donné, il peut adopter ou adapter une norme ou spécification technique internationale formulée en dehors de Saint-Kitts-et-Nevis. En fait, dans l'exercice de sa fonction légale d'élaboration de normes, le SKNBS s'appuie dans une large mesure sur les normes régionales ou internationales. Le Bureau est également chargé d'élaborer, de formuler ou de modifier les spécifications et les codes de bonne pratique, ainsi que d'entretenir les installations d'essai; de procéder aux essais, étalonnages et certifications; et de publier les marques de conformité aux normes. Le SKNBS ne peut pas déclarer, remplacer, modifier ou abroger une norme à moins d'être convaincu que toute personne susceptible d'être affectée par cette action a eu la possibilité d'examiner la décision envisagée et de formuler des observations sur la norme. S'il prévoit de modifier ou d'abroger une norme, le SKNBS doit publier au Journal officiel un avis à ce sujet, en demandant aux personnes d'examiner la norme concernée et de formuler des observations connexes; il peut modifier ou abroger la norme à tout moment après l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la publication de l'avis au Journal officiel.

3.109. Des comités techniques mis en place par le Département des normes du SKNBS sont chargés de la rédaction, l'adoption ou la modification des normes. Ils doivent parvenir à un consensus sur le contenu technique du projet de norme, lequel est ensuite distribué aux parties prenantes qui disposent d'un délai de 60 jours pour faire part de leurs réactions et observations. Au terme de la période de 60 jours réservée aux observations, et dès réception de celles-ci, le projet définitif est élaboré pour approbation. Le projet final, qui contient les ajustements opérés conformément aux observations présentées, fait de nouveau l'objet d'observations. Le rejet éventuel d'observations doit être justifié. Si un règlement technique doit être établi sur la base de la norme, le projet est envoyé au rédacteur de textes législatifs pour examen et observations. Une norme peut intégrer des règlements techniques, qui doivent également être envoyés pour observations. Les normes internationales et les normes de la CARICOM adoptées/adaptées par le SKNBS en tant que normes nationales peuvent être déclarées obligatoires (règlements techniques) pour protéger la santé et la sécurité, garantir la qualité des marchandises destinées à l'exportation, prévenir la fraude liée à la publicité mensongère et informer le consommateur. Le projet de norme définitif approuvé par le SKNBS est envoyé, en même temps qu'une lettre demandant l'approbation du projet, au ministre dont dépend le Bureau. La lettre doit préciser si le projet de norme est destiné à devenir un règlement technique, auquel cas les observations du rédacteur de textes législatifs sont jointes. Une fois la norme approuvée par le ministre, elle est déclarée Norme nationale de Saint-Kitts-et-Nevis; elle est alors imprimée et publiée au Journal officiel, et des exemplaires sont adressés aux organismes régionaux et internationaux pertinents, pour notification. Le Bureau est également

chargé de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de règlements concernant l'étiquetage, la vente, l'importation ou l'exportation des marchandises faisant l'objet de normes obligatoires et de délivrer des licences pour l'utilisation d'un label de conformité.

3.110. Le non-respect des règlements techniques (normes obligatoires) est passible d'une amende maximale de 10 000 XCD et, en cas d'infraction continue, d'une amende additionnelle ne dépassant pas 1 000 XCD pour chaque jour de poursuite de l'infraction, ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans. La conformité aux normes nationales ou régionales peut être vérifiée à la frontière dans le cas des marchandises importées et au moyen de contrôles internes dans le cas des produits nationaux. Lorsque le propriétaire d'un établissement ne se conforme pas aux directives d'un inspecteur, le SKNBS peut lui ordonner d'interrompre immédiatement la fabrication, la préparation ou la transformation des marchandises visées.

3.111. La Loi de 2021 régit également la déclaration et la publication des règlements techniques par le SKNBS. Le ministre responsable du SKNBS est chargé de publier ces règlements. La nécessité d'élaborer ou d'adopter des normes et des règlements techniques est établie par les organismes publics, les fabricants, les consommateurs ou le SKNBS. Le pouvoir conféré au ministre d'adopter ou d'adapter des règlements techniques comprend le pouvoir d'abroger ou de modifier ces règlements, qui s'exerce de la même manière. Les règlements techniques peuvent aussi être élaborés par d'autres organismes gouvernementaux et de réglementation. Les principaux ministères intervenant dans l'élaboration des règlements techniques sont le Ministère de la santé, le Ministère des TIC, des loisirs, de l'entrepreneuriat et de la valorisation des compétences, le Ministère de l'agriculture, de la pêche et des ressources marines, le Ministère de l'environnement et des coopératives, le Ministère de l'énergie, et le Ministère des infrastructures publiques, des services publics, des postes et de l'aménagement urbain.

3.112. En général, la publication d'un règlement technique ne nécessite pas de recommandation du SKNBS, sauf dans le cas des règlements qui relèvent de la compétence du Bureau. Lorsque le ministre (en charge du SKNBS) prévoit de publier un règlement technique, un avis annonçant son intention de déclarer le règlement doit être publié au moins 60 jours à l'avance au Journal officiel; cet avis doit mentionner la date d'entrée en vigueur du règlement technique. Le SKNBS doit présenter la notification appropriée à l'OMC. Le ministre compétent peut adopter ou adapter tout règlement technique formulé en dehors de Saint-Kitts-et-Nevis concernant n'importe quel produit de base ou marchandise, si cela sert l'intérêt national.

3.113. Lorsque le ministre déclare un règlement technique, toute personne intervenant dans une étape de fabrication, de production, de transformation, de traitement ou de distribution du produit concerné doit s'y conformer. En vertu de la Loi de 2021, le SKNBS peut autoriser un membre de son personnel à examiner les marchandises produites en dehors de Saint-Kitts-et-Nevis et toute déclaration en douane y relative, dans les cas où un règlement technique visant les marchandises est déclaré.

3.114. À ce jour, le SKNBS a adopté sept normes nationales, basées sur des normes internationales ou régionales: SKNNS 001 – (CRS 1) Spécification concernant l'eau conditionnée; SKNNS 002 – (CRS 5) Étiquetage des produits alimentaires préemballés; SKNNS 003 – (CRS 55-1) Étiquetage des marchandises – Partie 1: Prescriptions générales; SKNNS 004 – (CRS 55-2) Étiquetage des marchandises – Partie 2: Prescriptions spécifiques concernant les marchandises préemballées; SKNNS 005 – Code régional de la CARICOM sur l'efficacité énergétique dans la construction; SKNNS 006 – (ISO 13009) Tourisme et services connexes – Exigences et recommandations pour les opérations de plage; et SKNNS 007 – (ISO 14001) Systèmes de management environnemental.⁷⁷ Les autorités ont indiqué, au cours du présent examen, qu'elles ne disposaient pas d'une liste actualisée des règlements techniques adoptés pendant la période 2007-2013. Le SKNBS a également préparé un projet de règlement sur l'étiquetage des produits alimentaires en 2019, ainsi que deux autres règlements. Il a établi une liste de 211 normes proposées à l'adoption sur la période 2022-2027; toutes sont basées sur les normes ISO, ASTM ou du Codex.⁷⁸

⁷⁷ SKNBS, *Standards Adopted*. Adresse consultée: <https://sknbs.org/technical-regulations/standards-under-development/>.

⁷⁸ SKNBS, *Five (5) Year Standards Work Plan – 2022-2027*. Adresse consultée: <https://sknbs.org/five-5-year-standards-work-plan-2022-2027-2/>.

3.115. Il n'y a pas d'organismes nationaux d'accréditation à Saint-Kitts-et-Nevis. Le SKNBS accueille le point de coordination national pour l'accréditation (NAFP) de Saint-Kitts-et-Nevis, qui participe à la Coopération caribéenne en matière d'accréditation (CCA) établie en avril 2013 via la signature d'un mémorandum d'accord entre le secrétariat de la CROSQ et les NAFS, et entre le secrétariat de la CROSQ et les organismes nationaux d'accréditation. Les principaux objectifs de la CCA sont de veiller à ce que les services d'accréditation reconnus au niveau international soient économiques, abordables, pratiques et facilement accessibles pour les clients de la région par l'intermédiaire des NAFS, et à ce qu'il existe des possibilités d'expansion des marchés et de développement de nouveaux produits favorisant la croissance et le développement des organismes nationaux d'accréditation.⁷⁹

3.3.3 Mesures sanitaires et phytosanitaires

3.116. Le point d'information de Saint-Kitts-et-Nevis au titre de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) est le Département de l'agriculture du Ministère de l'agriculture, de la pêche et des ressources marines. Saint-Kitts-et-Nevis est partie contractante à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), mais n'est pas membre de la Commission du Codex Alimentarius ni de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Pour être appliquées à titre permanent, les mesures SPS doivent résulter de l'adoption d'une loi par le Parlement. Des mesures d'urgence à caractère temporaire peuvent toutefois être mises en œuvre par le Ministre de l'agriculture sans approbation parlementaire.

3.117. Jusqu'en septembre 2022, Saint-Kitts-et-Nevis n'avait présenté aucune notification au Comité SPS de l'OMC. Bien que le pays applique un certain nombre de mesures SPS, il n'a pas été dressé de liste exhaustive et actualisée de ces mesures. Des dispositions législatives existent dans le domaine SPS, mais Saint-Kitts-et-Nevis est dépourvu des infrastructures nécessaires pour effectuer des essais sur les végétaux et les animaux. Il existe une installation d'analyse des eaux et des produits alimentaires, et les services du Département de microbiologie du SKNBS sont en mesure d'identifier les agents pathogènes présents dans les aliments. Par ailleurs, un laboratoire réalise des essais sur les résidus de pesticides et les sols. À l'heure actuelle, il n'y a pas d'installations de laboratoire permettant de réaliser des essais sur les phytopathogènes, mais les autorités indiquent qu'une telle infrastructure est en train d'être mise en place. De plus, les installations des laboratoires régionaux et internationaux peuvent être utilisées lorsque cela est nécessaire. Elles l'ont notamment été pour rechercher des parasites dans les bananes et les agrumes. Les autorités indiquent que des analyses virtuelles sont également menées par l'intermédiaire de laboratoires basés à l'étranger. Malgré cela, le contrôle reste fondé principalement sur l'inspection des importations et l'examen des documents établis par le pays exportateur, notamment des certificats sanitaires et phytosanitaires. Les résultats des analyses effectuées par tous les pays qui appliquent les normes du CODEX et de l'OIE sont acceptés.

3.118. Les quarantaines sont régies par la Loi sur la quarantaine, chapitre 9.23, qui prévoit l'imposition de mesures de quarantaine pour protéger la santé publique. Cette loi contient des dispositions sur l'établissement d'une autorité de la quarantaine ainsi que ses pouvoirs et devoirs en matière de protection de la santé publique, qui passent par l'imposition de mesures de quarantaine en cas d'urgence. Conformément à la recommandation de la Commission du service public, le Gouverneur général peut nommer des agents de santé, des fonctionnaires chargés de la vérification, des responsables de la quarantaine et tout autre employé ou fonctionnaire qui serait nécessaire aux fins de la Loi. Le ministre peut établir des règlements, visant notamment les ports et les eaux côtières, afin de prévenir les dangers que peuvent représenter pour la santé publique les navires ou les aéronefs et la propagation d'une infection par voie maritime ou aérienne.

3.119. Les deux services de quarantaine du Département de l'agriculture sont chargés d'empêcher l'entrée, l'établissement et la dissémination des parasites et des maladies agricoles. Cette tâche est réalisée par le biais d'inspections, de certifications, d'interdictions d'entrée, de traitements ou de destructions. Le Service de la quarantaine phytosanitaire mène les activités de surveillance et de contrôle des parasites et des maladies, ainsi que les analyses des risques phytosanitaires et des risques à l'importation; il fait respecter les règlements internationaux régissant les importations/exportations et veille au respect des normes SPS internationales. Les agents de la quarantaine phytosanitaire inspectent les conteneurs de produits agricoles et horticoles pour vérifier qu'ils ne présentent aucun parasite ou maladie justiciable de quarantaine. Le Service de la quarantaine zoosanitaire supervise et réglemente les importations et les exportations d'animaux et

⁷⁹ SKNBS, *Accreditation*. Adresse consultée: <https://sknbs.org/qi-services/accreditation/>.

de parties d'animaux (y compris la viande et la volaille). Ses attributions réglementaires comprennent la surveillance des parasites et des maladies, l'analyse des risques à l'importation, et le maintien de la santé animale. À la tête de la Direction des affaires vétérinaires, le Directeur des services vétérinaires est responsable de l'inspection et de la certification des animaux, des produits d'origine animale, du matériel génétique y compris le sperme et les embryons, des aliments pour le bétail, des produits biologiques vétérinaires et des médicaments à usage vétérinaire, importés ou exportés. La Direction des affaires vétérinaires délivre également des certificats et documents en vue de l'exportation de tout animal ou produit connexe de Saint-Kitts-et-Nevis; elle contrôle, évalue et définit les zones exemptes et les zones à faible prévalence de parasites et de maladies des animaux.

3.120. Les conditions phytosanitaires de l'importation des végétaux sont définies par la Loi sur la protection des végétaux, chapitre 14.09. Tous les végétaux, les produits végétaux, les organismes vivants bénéfiques et les sols importés dans le pays doivent être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré par l'autorité agricole compétente du pays exportateur, si besoin. Les végétaux, le matériel végétal, les produits végétaux et les sols nécessitent également une licence d'importation du Ministère de l'agriculture et des ressources marines. Un projet de loi de l'OECO sur la protection des végétaux est actuellement soumis à examen.

3.121. Un certificat phytosanitaire est exigé pour les exportateurs et les importateurs de produits agricoles. Ces produits doivent être exempts de terre, d'insectes et d'agents pathogènes. Si le pays importateur l'exige, les plantes vivantes destinées à l'exportation doivent être traitées avec les produits chimiques appropriés. Les plantes et herbes médicinales doivent être séchées. Il est interdit d'importer des mangues provenant des pays suivants: Grenade, Sainte-Lucie, Dominique, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Barbade, Montserrat, Guyane française, Martinique, Guadeloupe et Trinité-et-Tobago.⁸⁰ L'importation de bananiers (*Musa* spp.) et d'héliconias (fleurs) en provenance de pays touchés par la cercosporiose noire, la cercosporiose jaune, la souche tropicale 4 de la fusariose, la maladie du bunchy top du bananier et la maladie de Moko fait l'objet de restrictions. L'importation de *Musa* spp. et d'héliconias en provenance de pays touchés par la souche tropicale 4 de la fusariose, un organisme de quarantaine pour Saint-Kitts-et-Nevis, est interdite. Les plantes solanacées provenant de pays où est présente la mineuse de la tomate (*Tuta absoluta*), un organisme de quarantaine pour le pays, sont soumises à restrictions.⁸¹ Les importations d'agrumes sont limitées en raison de la maladie Huanlongbing, du chancre des agrumes et de la tristezza des agrumes; un certificat indiquant que les végétaux sont exempts des maladies en question doit être présenté. Des restrictions visent l'entrée de palmiers originaires de pays touchés par le jaunissement mortel, le bronzage mortel et le *Ganoderma zonatum*.

3.122. L'importation d'animaux est régie par la Loi de 2012 sur les déplacements nationaux et internationaux d'animaux et la prévention des maladies réglementées (Loi n° 7 de 2012.). La Loi prévoit le contrôle des déplacements d'animaux et de produits connexes lors de leur entrée dans le pays et à l'intérieur du territoire de Saint-Kitts-et-Nevis. Elle contient des dispositions visant à empêcher l'introduction et la dissémination des maladies animales réglementées sur le territoire national et à garantir que les déplacements d'animaux en provenance et à destination de Saint-Kitts-et-Nevis se réalisent en toute sécurité et sans cruauté. La Loi est administrée par le Directeur des services vétérinaires et porte création de la Direction des affaires vétérinaires.

3.123. Conformément à la Loi de 2012, pour importer un animal ou un produit connexe, il est nécessaire de présenter un permis d'importation délivré par la Direction des affaires vétérinaires et un certificat vétérinaire international établi par l'autorité compétente du pays exportateur. Lorsque la Direction des affaires vétérinaires examine une demande de permis d'importation, elle peut prendre en compte uniquement les conditions scientifiquement justifiées, ou toute condition établie conformément aux normes internationales. Par décret ou sur recommandation de la Direction, le Ministre définit les pays en provenance desquels l'importation d'animaux ou de produits connexes est autorisée. Sur recommandation de la Direction, il peut interdire l'importation de tout animal ou produit connexe si cette importation est susceptible d'entraîner l'introduction ou la dissémination de tout vecteur, de toute maladie ou de toute substance toxique, ou si elle n'est pas effectuée conformément aux normes internationales établies et aux lignes directrices publiées par l'OMC et d'autres organisations internationales.

⁸⁰ Renseignements de la FAO. Adresse consultée: <https://www.ippc.int/en/countries/saint-kitts-and-nevis/reportingobligation/2012/12/phytosanitary-restrictions/>.

⁸¹ Renseignements de la FAO. Adresse consultée: <https://www.ippc.int/en/countries/saint-kitts-and-nevis/reportingobligation/2020/08/legislation-phytosanitary-requirements-restrictionsprohibitions/>.

3.124. Lors de leur importation, les animaux, les produits connexes et les autres articles réglementés sont soumis à une inspection au port d'entrée. La Direction des affaires vétérinaires peut exiger pour tous les animaux importés qu'ils soient placés en quarantaine lors du débarquement, pendant une durée et dans des conditions conformes aux prescriptions. Dans la pratique, la majorité des animaux importés sont soumis à une quarantaine qui dure en général au moins un mois, en fonction de l'espèce et de sa provenance; cette prescription ne s'applique pas aux animaux importés des pays des Caraïbes, qui représentent environ un dixième de ces importations. La grande majorité des importations d'animaux provient des États-Unis, du Canada et de la Barbade. Toute personne qui importe un animal, un produit connexe ou un autre article réglementé et qui n'a pas obtenu de permis d'importation ou a enfreint l'une des modalités ou conditions figurant dans le permis d'importation commet une infraction et est passible, en cas de condamnation, d'une amende de 10 000 XCD ou d'une peine d'emprisonnement d'un an. Tout produit importé peut être saisi par un inspecteur et, si la personne accusée de l'infraction est condamnée, le produit peut être confisqué et retenu, détruit ou autrement cédé, conformément aux instructions du ministre. Sur demande de l'importateur et moyennant le paiement de la taxe prescrite, et si le conteneur a été scellé et étiqueté conformément aux prescriptions, certains animaux, produits connexes et autres articles réglementés peuvent être inspectés par un inspecteur à la destination finale.

3.125. Un autre texte législatif important est la Loi de 1999 sur les pesticides et les produits chimiques toxiques, telle que modifiée par la Loi n° 22 de 2006, qui porte réglementation et contrôle de l'importation, de l'entreposage, de la fabrication, de la vente, du transport, de la destruction et de l'utilisation des pesticides et des produits chimiques toxiques. La Loi est mise en œuvre par l'Office de contrôle des pesticides et des produits chimiques toxiques – l'autorité compétente chargée de la réglementation et du contrôle de l'importation, de l'entreposage, de la fabrication, de la vente, du transport, de la destruction et de l'utilisation des pesticides et des produits chimiques toxiques dans la Fédération –, qui est composé de 12 membres issus du gouvernement et d'organisations non gouvernementales. L'Office évalue les demandes déposées à des fins d'enregistrement pour obtenir ou annuler une licence ou un permis de recherche. Il surveille également la mise en œuvre du Règlement sur les pesticides (étiquetage et entreposage des conteneurs) – section 55 50, SRO n° 18/1975. En vertu de la Loi sur les pesticides et les produits chimiques toxiques, les importations de pesticides nécessitent l'obtention d'une licence délivrée par l'Office des pesticides.

3.126. Les autorités indiquent qu'un examen global de la Loi sur les pesticides et les produits chimiques toxiques a été mené au niveau régional, puis au niveau national, aux fins de l'établissement d'une loi générale et intégrée sur la gestion des pesticides et des produits chimiques toxiques, d'une note d'orientation et d'une feuille de route, prenant en compte les obligations contractées par Saint-Kitts-et-Nevis dans le cadre de différents accords environnementaux multilatéraux dont les conventions de Minamata, de Rotterdam et de Stockholm. L'examen a été mené à bien au troisième trimestre de 2022 par la voie d'une consultation juridique. En octobre 2022, les projets de note d'orientation, de feuille de route et de loi sur la gestion des pesticides et des produits chimiques devaient encore faire l'objet d'un examen final du gouvernement avant d'être mis en œuvre.

3.127. Les mesures SPS sont généralement harmonisées au niveau régional. Les autorités indiquent que les règlements relatifs à des mesures spécifiques sont rédigés sur la base d'une évaluation des risques qu'engendrerait l'absence de mesures, tant sur le plan scientifique que sur le plan économique. La mise en œuvre des mesures SPS est orientée par des analyses des risques phytosanitaires. Comme tel était le cas au moment du précédent examen, aucun mécanisme formel ne permet d'avertir les parties prenantes nationales et les partenaires commerciaux avant l'adoption des mesures. C'est le cas tant pour les mesures imposées à titre d'urgence que pour les mesures permanentes. Les autorités indiquent toutefois que les parties prenantes sont généralement consultées. Elles notent également que pour les mesures phytosanitaires, Saint-Kitts-et-Nevis s'appuie sur les principes des normes internationales, et que si des restrictions ou prohibitions sont mises en œuvre, les parties prenantes nationales et tous les partenaires commerciaux concernés en sont informés. La notification formelle aux parties prenantes a lieu après la mise en œuvre des mesures par le biais de leur publication au Journal officiel. S'agissant des végétaux et du matériel végétal, des lignes directrices sur les importations et les exportations ainsi que des renseignements sur les prohibitions et les restrictions peuvent être consultés en ligne par les parties prenantes. Les mesures sont également énoncées dans les médias, dans les ports et aéroports, par voie d'affichage, et dans le cadre des réunions de l'Association vétérinaire des Caraïbes.

3.128. La Loi n° 14 de 2012, désignée sous le nom de Loi de 2012 sur la biosécurité, régit l'enregistrement des organismes génétiquement modifiés (OGM) et l'octroi de licences. Des licences sont prévues pour l'introduction intentionnelle d'OGM dans l'environnement ainsi que pour l'utilisation dans le pays, l'utilisation en milieu confiné, l'importation et l'exportation de ces organismes. Un Conseil de la biosécurité a été créé pour mettre en œuvre les dispositions de la loi.

3.3.4 Politique de la concurrence et questions réglementaires

3.3.4.1 Politique de la concurrence

3.129. Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas de législation sur la concurrence, mais dispose d'un régime de protection du consommateur: la Loi sur la protection du consommateur, chapitre 18.38 (Loi n° 9 de 2003). Des modifications sont en cours d'élaboration en vue d'une mise à jour de ce texte. À cet égard, les autorités indiquent que Saint-Kitts-et-Nevis est en train d'adopter le Code de protection des consommateurs de la CARICOM; le processus devrait être mené à bien d'ici à la mi-2023. À ce moment-là, la Loi de 2003 sera abrogée. Les autorités notent également que la loi élaborée par Saint-Kitts-et-Nevis n'apporte que des modifications mineures au Code de la CARICOM.

3.130. Les dispositions de la Loi de 2003 sur la protection du consommateur, actuellement en place, protègent les consommateurs contre les pratiques trompeuses et mensongères en matière de promotion, de fourniture et de vente de biens et de services. La Loi porte également sur les conditions contractuelles équitables négociées ponctuellement entre fournisseurs et consommateurs. Cette loi s'applique i) aux personnes exerçant une activité commerciale; et ii) aux sociétés de droit public et aux organismes publics.

3.131. Au niveau régional, le chapitre VIII du Traité révisé de la CARICOM traite de la politique de la concurrence et prévoit l'adoption d'une législation et son harmonisation dans les États membres de la CARICOM. La Commission de la concurrence de la CARICOM, créée en janvier 2008 et dont le siège se trouve à Paramaribo (Suriname), est chargée des questions de concurrence et de l'application des règles en la matière dans le CSME (rapport commun). Les APE conclus respectivement avec l'Union européenne et avec le Royaume-Uni contiennent des dispositions relatives à la politique de la concurrence.

3.132. Le Département de la consommation du MITICCA fait appliquer la Loi sur la protection du consommateur. Il est également chargé d'assurer la liaison avec le Secrétariat de la CARICOM. Le Décret de 2007 sur le contrôle des prix (SRO n° 41 de 2007) confère au Département de la consommation l'autorité juridique pour faire respecter les marges prescrites sur une liste de marchandises (voir ci-après). Le Département reçoit des informations du Ministère de l'agriculture et du Ministère de la santé, ainsi que des institutions financières.

3.3.4.2 Contrôle des prix

3.133. La législation nationale autorise l'application de contrôles des prix sur les biens de consommation de base. Le fondement juridique de ces contrôles est la Loi n° 7 de 1968 sur la distribution des marchandises et le contrôle des prix, chapitre 18.09. Les contrôles visent essentiellement les marchandises et les services qui ont une incidence particulière sur le coût de la vie et sur la qualité de vie des ménages à revenu modeste. Conformément aux dispositions de la Loi, le Ministre peut, par décret: i) réglementer la distribution, l'achat ou la vente de marchandises ou de catégories ou désignations de marchandises visées par la Loi; ii) contrôler les prix auxquels les marchandises ou toute catégorie ou désignation de marchandises peuvent être vendues, en gros ou au détail, dans l'ensemble de l'État ou sur certaines parties du territoire; et iii) définir les modalités et conditions auxquelles toute catégorie ou désignation de marchandises spécifiée dans la première annexe de la Loi peuvent être louées, et les tarifs maximaux de location applicables à ces catégories ou désignations de marchandises. Un décret pris conformément aux dispositions de la Loi peut fixer un prix maximal pour toute marchandise ou indiquer le mode de calcul du prix maximal, et: i) établir des prix maximaux différents pour des marchandises de même catégorie, en fonction des conditions et circonstances de fabrication, d'importation ou de vente des marchandises, et de la région du pays où ces marchandises sont vendues aux consommateurs; et ii) définir d'autres méthodes de détermination du prix maximal pour des marchandises de même catégorie ou de catégorie différente.

3.134. La Loi établit des districts spéciaux, qui comprennent l'île de Nevis et les parties du territoire de Saint-Kitts situées en dehors des limites de la ville de Basseterre, dans lesquels les prix peuvent être fixés. Pour justifier ces contrôles, les pouvoirs publics affirment que, dans les petits États insulaires où l'approvisionnement de certains produits importants est assuré par un petit nombre de fournisseurs, il peut arriver que les forces de la concurrence ne s'exercent pas librement.⁸²

3.135. Le précédent décret sur le contrôle des prix (SRO n° 15 de 1999) fixait les prix maximaux de gros et de détail d'un grand nombre de produits, y compris le ciment, le lait et le gaz de cuisson. Ce SRO a été abrogé et remplacé par le Décret de 2007 sur le contrôle des prix, SRO n° 41 de 2007. Le nouveau décret ne fixe pas de prix maximaux de gros ou de détail. En revanche, il autorise le grossiste à réaliser une marge bénéficiaire de 20% sur le prix au débarquement des marchandises, tandis que le détaillant est autorisé à réaliser une marge bénéficiaire supplémentaire de 20% sur le prix de gros des marchandises, ou une marge bénéficiaire de 25% sur les produits congelés. Le prix au débarquement des marchandises est le prix c.a.f. majoré des droits et taxes ainsi que des frais de manutention et de portage. En vertu du SRO n° 41 de 2007, les prix des produits ci-après sont contrôlés: ailes, quarts postérieurs, pilons, dos, cuisses et cous de poulet; ailes de dinde; poisson salé; maquereau; carangue coubali; makaire; mouton; groin de porc; queue de porc; coude de porc; pâtes alimentaires transformées; spaghettis; margarine; beurre; fromage fondu; sardines; corned beef; saucisse viennoise; thon; miel; céréales; riz; détergents; et couches. Le Département de la consommation est chargé de contrôler les prix et de garantir que le prix au débarquement utilisé avant d'ajouter la marge bénéficiaire est exact. Le système des prix maximaux mis en place pour les districts spéciaux dans le SRO n° 60 de 2011 peut être appliqué dans les zones que la Loi sur la distribution des marchandises et le contrôle des prix définit comme étant des districts spéciaux.

3.136. Le gaz de pétrole liquéfié (GPL), le gaz de cuisson et l'électricité sont actuellement subventionnés. Des marges bénéficiaires maximales pour les négociants et les détaillants, gérées par le Ministère des finances, sont appliquées aux prix des combustibles. L'importation, la distribution et la fixation des prix du GPL et du gaz de cuisson à Saint-Kitts-et-Nevis sont régies par la Loi sur la distribution des marchandises et le contrôle des prix, chapitre 18.09. La Loi habilite le gouvernement à contrôler les prix et la fourniture de certains produits de base essentiels afin de protéger les consommateurs contre des "systèmes d'établissement des prix arbitraires et dictés par le marché". Le prix du gaz de cuisson, fixé à 30 XCD la bouteille de 20 livres et à 140 XCD la bouteille de 100 livres en vertu de la Loi sur le prix des marchandises, est stable depuis 2005. La différence est subventionnée par l'État.

3.3.5 Entreprises publiques

3.137. Saint-Kitts-et-Nevis n'a présenté aucune notification à l'OMC en ce qui concerne les entreprises commerciales d'État.

3.138. Jusqu'en janvier 2013, le Bureau des approvisionnements détenait le monopole de l'importation de farine de blé en vrac (paquets de plus de 5 livres), de riz en vrac (paquets de plus de 10 livres) et de lait en poudre. Le monopole ne s'appliquait pas aux conditionnements pour la vente au détail. Le pays compte trois autres entreprises publiques importantes (l'Autorité des aéroports et des ports maritimes, la Banque de développement de Saint-Kitts-et-Nevis et la Société de développement de Frigate Bay), mais elles ne mènent pas d'activités commerciales.

3.3.6 Marchés publics

3.139. On ne dispose pas de statistiques officielles concernant la valeur des marchés publics à Saint-Kitts-et-Nevis. Les dépenses courantes du secteur public en biens et services représentaient quelque 8,5% du PIB en 2021, et les dépenses en capital environ 9,9% du PIB.

3.140. Saint-Kitts-et-Nevis n'est pas partie à l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics (AMP). Pendant la période considérée, les autorités ont indiqué que dans l'immédiat, le pays n'avait pas prévu d'accéder à l'AMP ou d'y participer en qualité d'observateur. L'APE CARIFORUM-UE comporte des conditions relatives aux marchés publics selon lesquelles la transparence est exigée pour tout marché dépassant un seuil d'environ 164 000 EUR (rapport commun). Des dispositions similaires figurent dans l'APE CARIFORUM-Royaume-Uni. Le Cadre de politique d'intégration

⁸² Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis (2006), *Prime Minister's Budget Address for 2007*. Adresse consultée: http://www.cuopm.com/pdf/Budget_Addresses/2007_Budget_Address_20061212.pdf.

régionale sur les marchés publics (FRIP) comprend des éléments de législation concernant les marchés publics à l'échelle de la CARICOM. Des seuils de transparence et des seuils de marchés sont précisés.

3.141. En vertu de la Loi de 1990 sur la gestion des finances publiques, chapitre 20.13, la responsabilité des marchés publics incombe au Ministère des finances. Le Service central des achats, au sein du Ministère des finances, fournit tous les secteurs de l'État en petits articles de bureau, en meubles et en matériel. Toutes les autres fournitures sont obtenues au niveau des ministères ou des entreprises/organismes publics. Pour les fournitures, des bons d'achat locaux sont généralement utilisés; des offres sont obtenues auprès de trois fournisseurs locaux, et le fournisseur est choisi sur la base du prix le moins élevé. L'appel d'offres pour les petits projets locaux de travaux publics est décentralisé; en revanche, l'adjudication de grands projets pour le compte d'organismes publics est centralisée, et les offres doivent être soumises à la Commission des marchés publics. Les avis d'appel d'offres sont publiés au Journal officiel.

3.142. La principale loi régissant actuellement les marchés publics est la Loi n° 28 de 2012 sur la gestion des marchés publics et des contrats, promulguée le 14 septembre 2012 et modifiée par la Loi n° 14 de 2013. La Loi de 2012 régit les marchés publics, définit les conditions de concurrence dans le processus de passation de marchés en rendant obligatoire la participation à un concours public pour les entreprises qui soumissionnent à des contrats gouvernementaux, et énonce des conditions relatives à l'utilisation des diverses méthodes de passation de marchés. Elle contient également les principes qui régissent la sélection des soumissions, les délais qui interviennent dans les processus de passation, les prescriptions en matière de publication et autres mesures de transparence, les voies de recours et de révision, et les sanctions. La Loi vise les marchés passés par l'ensemble des organes gouvernementaux. Les marchés conclus dans le cadre d'un accord de coopération sont exemptés de la Loi, de même que les marchés concernant des financements ou parties de financement accordés au gouvernement par un organisme international ou régional. À ce jour (2022), aucun règlement n'a été publié pour la mise en œuvre de la Loi.

3.143. Les objectifs déclarés de cette loi et de son règlement sont de simplifier, clarifier et moderniser le processus de passation de marchés publics et d'en accroître la transparence, et plus particulièrement: i) de prescrire l'organisation d'un concours public pour la passation de marchés, sauf si cela est irréalisable compte tenu des conditions ou de la taille du marché; ii) d'encourager la large participation au processus de passation de marchés de personnes basées à Saint-Kitts-et-Nevis et, lorsque cela est prévu par un accord international, de personnes extérieures à la Fédération; iii) d'accroître la confiance du public à l'égard du processus de passation de marchés publics grâce à des mesures de sauvegarde permettant de garantir l'intégrité, l'équité, l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance du processus; iv) de veiller à ce que toutes les personnes participant au processus soient traitées de manière juste et équitable; et v) de permettre une augmentation des économies dans le cadre des activités de passation de marchés et d'accroître, dans toute la mesure du possible, le pouvoir d'achat de l'État.

3.144. La Loi dispose que les marchés de travaux, de marchandises et de services sont passés par l'agent comptable du ministère, du département ou de l'entité concerné, et que le Directeur des travaux publics est le fonctionnaire responsable des marchés de travaux, de matériel lourd et d'outils, et de services d'architecture, d'ingénierie et d'arpentage. Par ailleurs, la Loi dispose que le Directeur de l'approvisionnement au Ministère des finances est le fonctionnaire chargé des achats de marchandises, à l'exception des produits suivants: i) produits alimentaires; ii) produits pharmaceutiques; iii) véhicules; iv) explosifs; v) armes à feu; vi) produits pétroliers; vii) matériel, équipements et accessoires pour l'approvisionnement en eau; viii) produits soumis à restriction au titre de la Loi sur le contrôle et la gestion des douanes, chapitre 20.04; et ix) toute autre marchandise prescrite par décret du ministre. La Loi institue la Commission des marchés publics, présidée par le Secrétaire aux finances, qui a tous pouvoirs pour décider si une passation de marché sans mise en concurrence ou de marché d'urgence peut avoir lieu, et pour accorder ou refuser des contrats selon qu'elle est satisfaite ou non des procédures de passation.

3.145. L'une des méthodes suivantes doit être utilisée pour la passation de marchés publics: i) appel d'offres, sous pli cacheté ou proposition scellée; ii) marché sans mise en concurrence; iii) marché d'urgence; et iv) offre de prix. Le recours à l'appel d'offres est obligatoire au-dessus d'un certain seuil, qui sera défini dans le règlement d'application. Au-dessous de ce seuil, les passations de marchés publics peuvent avoir lieu par le biais d'offres de prix. Les marchés sans mise en concurrence peuvent être pratiqués lorsque les marchandises, les services ou les travaux ne peuvent

être obtenus que d'une seule source; si le marché dépasse le seuil fixé pour l'appel d'offres obligatoire, il doit être approuvé par la Commission des marchés publics. Les seuils n'ont pas encore été définis.

3.146. Les marchés publics relevant de la modalité de l'appel d'offres doivent être attribués au soumissionnaire agréé ayant présenté la meilleure offre recevable pour ce qui concerne la qualité, la disponibilité, la capacité et le prix.

3.147. Les importations destinées à la consommation des administrations publiques ne sont soumises à aucun droit de douane ni taxe à la consommation; elles sont toutefois assujetties à la CSC.

3.148. Dans l'optique de renforcer et de dynamiser le système de marchés publics, le gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis participe activement au Projet de réforme des marchés publics des États des Caraïbes orientales, en partenariat avec la CDB. Dans le cadre des travaux menés au titre de cette initiative, Saint-Kitts-et-Nevis, avec l'appui de la CDB, bénéficie d'une assistance technique depuis janvier 2020; actuellement, le pays révisé la Loi de 2012 sur la gestion des marchés publics et des contrats et élabore le règlement d'application correspondant.

3.3.7 Droits de propriété intellectuelle

3.3.7.1 Aperçu général

3.149. L'Office de la propriété intellectuelle, qui relève du Ministère des affaires juridiques et de la justice, est responsable de la rédaction et de l'administration des lois relatives à la propriété intellectuelle. L'Office a été créé en vertu de l'article 3 de la Loi sur les brevets, chapitre 18.25. L'inscription des brevets, des marques et des marques de service au Registre de la propriété intellectuelle s'effectue auprès de l'Office de la propriété intellectuelle.

3.150. Les opérations et activités de l'Office de la propriété intellectuelle et toutes les questions connexes incluent la mise en application des dispositions de la législation relative aux droits de propriété intellectuelle (DPI), y compris la Loi sur les brevets, chapitre 18.25; la Loi sur le droit d'auteur, chapitre 18.08; la Loi sur les marques, les marques collectives et les appellations commerciales, chapitre 18.22; la Loi sur les indications géographiques, chapitre 18.39; et le Décret n° 6 de 2018 sur le droit d'auteur (pays spécifiques).⁸³

3.151. La législation relative aux marques, aux brevets et au droit d'auteur a fait l'objet, en 2000, d'une mise à jour visant à la rendre compatible avec l'Accord sur les ADPIC. Trois lois ont ainsi été adoptées par le Parlement cette même année et sont entrées en vigueur en 2002. Par la suite, la Loi n° 6 de 2007 sur les indications géographiques, chapitre 18.39, a été adoptée en 2007, mais n'est pas entrée en vigueur avant 2016. La Loi sur la protection des schémas de configuration a également été adoptée et est entrée en vigueur en 2007. Cependant, les règlements d'application sont encore à l'état de projet, dans le cas des marques, ou inexistant, dans le cas des brevets. Les règlements relatifs au droit d'auteur ont été mis en œuvre en 2018 (voir ci-après). Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas de législation sur la protection des renseignements non divulgués.

3.152. Saint-Kitts-et-Nevis a notifié l'ensemble de ses lois sur les DPI au Conseil des ADPIC en décembre 2016.⁸⁴ Le pays est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et signataire de cinq traités administrés par l'OMPI (tableau 3.8). Saint-Kitts-et-Nevis n'a adhéré à aucun autre traité de l'OMPI pendant la période considérée.

⁸³ Office de la propriété intellectuelle, *Who We Are*. Adresse consultée: <https://www.legal.gov.kn/intellectual-property-office/>.

⁸⁴ Documents de l'OMC IP/N/1/KNA/1-IP/N/1/KNA/C/1; IP/N/1/KNA/2-IP/N/1/KNA/T/1; IP/N/1/KNA/3-IP/N/1/KNA/P/1; et IP/N/1/KNA/4-IP/N/1/KNA/L/1, du 2 décembre 2016.

Tableau 3.8 Adhésion aux traités relatifs à la propriété intellectuelle administrés par l'OMPI, 2022

Convention / Accord	Adhésion
Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (1970)	9 avril 1995
Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, texte de Stockholm (1883)	9 avril 1995
Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, texte de Paris (1886)	9 avril 1995
Traité de coopération en matière de brevets (1970)	27 octobre 2005
Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (1957)	27 octobre 2005

Source: OMPI, *Traités administrés par l'OMPI*. Adresse consultée: <https://www.wipo.int/treaties/fr/index.html>.

3.153. Saint-Kitts-et-Nevis est partie à divers autres traités liés à la propriété intellectuelle, tels que la CIPV (ratifiée le 2 octobre 2005), le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique (11 septembre 2003) et la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (10 octobre 1986).

3.154. Depuis son dernier examen en 2014, Saint-Kitts-et-Nevis a adopté ou modifié plusieurs lois et règlements relatifs à la propriété intellectuelle: adoption de la Loi n° 7 de 2019 sur les sociétés (modification), qui contient des dispositions sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle et la législation connexe; prise du Décret de 2018 sur le droit d'auteur (pays spécifiques), SRO n° 6 de 2018, qui traite du droit d'auteur et des droits connexes, en particulier les droits voisins; modification apportée en 2017 à la Loi n° 22 de 1996 sur les sociétés, chapitre 21.03, concernant les questions relatives aux dessins et modèles industriels, aux noms commerciaux et aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle et la législation connexe; modification apportée en 2017 à la Loi n° 19 de 2014 sur les douanes, chapitre 20.04, concernant les brevets (inventions), les marques, le droit d'auteur et les droits connexes (droits voisins), et les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle et la législation connexe; modification apportée en 2017 à la Loi n° 9 de 2011 sur les transactions électroniques, chapitre 18.44, concernant les moyens de faire respecter les droits; entrée en vigueur de la Loi sur les indications géographiques, chapitre 18.39; et modification apportée en 2017 à la Loi n° 17 de 1966 relative à l'impôt sur le revenu, chapitre 20.22, concernant la propriété intellectuelle.

3.3.7.2 Marques

3.155. La principale loi relative aux marques est la Loi sur les marques, les marques collectives et les appellations commerciales, chapitre 18.22 (Loi n° 10 de 2000, telle que modifiée), entrée en vigueur en 2002 et désignée sous le nom de Loi sur les marques. La Loi sur les marques confère une protection à tous les signes visibles permettant de distinguer des marchandises (marques) ou des services (marques de service), ainsi qu'aux marques collectives et aux appellations commerciales. Aux termes de la Loi, le droit exclusif sur une marque de fabrique ou de commerce s'acquiert par son inscription au registre des marques. La protection, d'une durée de 10 ans, est renouvelable pour des périodes consécutives de la même durée. La Loi prévoit le droit de priorité des demandes antérieures nationales ou régionales que le requérant a déposées dans tout État Membre de l'OMC ou État partie à la Convention de Paris, et renferme également des dispositions relatives aux licences.

3.3.7.3 Brevets

3.156. Les brevets sont régis par la Loi n° 9 de 2000 sur les brevets, entrée en vigueur en 2002. La protection conférée par un brevet dure au maximum 20 ans à compter de la date de dépôt. La protection est renouvelée chaque année moyennant le paiement des taxes de brevet. La brevetabilité est accordée aux nouvelles inventions qui supposent une activité inventive et sont susceptibles d'application industrielle.

3.157. La Loi confère le droit de priorité aux Membres de l'OMC et aux Parties à la Convention de Paris; d'autres dispositions prévoient la licence obligatoire lorsqu'il s'agit de l'intérêt public – en particulier la sécurité nationale, la santé ou le développement des secteurs vitaux de l'économie, lorsque l'exploitation du brevet est jugée anticoncurrentielle par le gouvernement ou lorsque le brevet n'a pas fait l'objet d'exploitation.

3.158. D'après les statistiques de l'OMPI, 146 demandes de brevet ont été déposées sur la période 2014-2020; 124 ont été déposées à l'étranger selon le PCT et 22 dans le pays, mais toutes émanaient de non-résidents; 30 brevets ont été délivrés, tous à l'étranger. Sur la même période, on a recensé 29 demandes et enregistrements de dessins et modèles industriels (aucune demande de modèle d'utilité); toutes les demandes avaient été déposées à l'étranger.⁸⁵

3.3.7.4 Indications géographiques

3.159. La Loi de 2007 sur les indications géographiques n'est entrée en vigueur que le 1^{er} novembre 2016. Avant cette date, les indications géographiques (IG) étaient protégées en tant que marques collectives en vertu de la législation sur les marques. La Loi de 2007 confère une protection: i) aux indications qui servent à identifier un produit comme étant originaire du territoire d'un pays, ou d'une région ou localité de ce territoire, dans les cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique; ii) à une IG même si elle n'a pas été enregistrée, l'enregistrement offrant toutefois un niveau de protection plus élevé; iii) contre une IG qui donne à penser à tort au public que les produits sont originaires d'un territoire autre que celui dont ils proviennent effectivement; et iv) en cas d'homonymie d'IG pour les vins, la protection sera accordée à chaque indication.

3.160. Le droit d'utiliser une IG est limité aux producteurs exerçant leur activité dans la région géographique mentionnée dans le registre, au cours d'opérations commerciales et uniquement pour les produits indiqués dans le registre, à condition que ces produits possèdent la qualité, la réputation ou autre caractéristique spécifiée dans le registre. La Loi permet d'invalider l'enregistrement d'une IG au motif qu'elle ne peut pas bénéficier d'une protection, de rectifier l'enregistrement d'une IG au motif que la région géographique spécifiée dans le registre ne correspond pas à l'IG, ou lorsque l'indication des produits pour lesquels l'IG est utilisée ou l'indication de la qualité, de la réputation ou autre caractéristique de ces produits est manquante ou n'est pas satisfaisante. La Loi contient également des dispositions autorisant les actions en justice pour empêcher l'utilisation illicite d'IG ou pour prévenir toute utilisation constituant un acte de concurrence déloyale au sens de l'article 10*bis* de la Convention de Paris. Le responsable du registre peut refuser ou invalider l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui contient une IG ou est constituée par une telle indication pour des produits qui ne sont pas originaires du territoire indiqué, si l'utilisation de cette indication dans la marque de fabrique ou de commerce pour de tels produits à Saint-Kitts-et-Nevis est de nature à induire le public en erreur quant au véritable lieu d'origine. Il a en outre la faculté d'invalider ou de refuser l'enregistrement d'une marque si elle est en conflit avec une indication géographique pour des vins et des spiritueux.

3.3.7.5 Droit d'auteur

3.161. La Loi sur le droit d'auteur, chapitre 25.08 (Loi n° 8 de 2000), qui est entrée en vigueur en 2002, contient les dispositions législatives relatives au droit d'auteur et aux droits voisins. La durée de la protection du droit d'auteur correspond à la durée de vie de l'auteur plus 50 ans dans le cas des œuvres littéraires, théâtrales, musicales ou artistiques; dans le cas des enregistrements sonores, films, émissions et programmes distribués par câble, elle est de 50 ans, et dans le cas des présentations typographiques d'éditions publiées, elle est de 25 ans à compter de la fin de l'année civile où l'édition a été publiée pour la première fois. La notion d'œuvre littéraire englobe les programmes d'ordinateurs, les tableaux et les compilations de données. La Loi sur le droit d'auteur étend la protection des droits moraux aux producteurs de phonogrammes et aux artistes interprètes ou exécutants. Le droit d'auteur détenu par les organisations internationales est protégé durant 50 ans à compter de la date de création de l'œuvre.

3.162. La Loi sur le droit d'auteur prévoit également la protection du droit d'auteur sur les productions audiovisuelles des artistes interprètes et exécutants étrangers et des producteurs étrangers, ainsi que des droits voisins sur les émissions réalisées par les organismes de radiodiffusion étrangers. Elle renferme des dispositions relatives aux licences de droit d'auteur. Les autorités indiquent qu'elles examinent actuellement la Loi sur le droit d'auteur et que des modifications de cette loi devraient être mises en œuvre en 2023.

⁸⁵ OMPI, *Statistiques de propriété intellectuelle par pays: Saint-Kitts-et-Nevis*. Adresse consultée: https://www.wipo.int/ipstats/fr/statistics/country_profile/profile.jsp?code=KN.

3.163. La législation sur le droit d'auteur protège les œuvres étrangères, comme indiqué dans le Décret de 2018 sur le droit d'auteur (pays spécifiques), SRO n° 6 de 2018 (voir ci-après). Avant la mise en œuvre de ce décret, la protection des œuvres admissibles se limitait aux auteurs qui étaient des ressortissants de Saint-Kitts-et-Nevis ou qui y avaient leur résidence habituelle, ou aux auteurs dont les œuvres avaient été publiées pour la première fois dans le pays. Dans le cadre d'un examen de sa législation mené en 2016/17 par le Conseil des ADPIC, Saint-Kitts-et-Nevis a indiqué que cette disposition était actuellement réexaminée pour incompatibilité avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Cette approche n'exigeait pas d'intervention du Parlement, mais l'adoption d'un amendement législatif par ce dernier.⁸⁶ Le réexamen a conduit à la mise en œuvre du SRO n° 6 de 2018.

3.164. La Loi sur le droit d'auteur prévoit des exceptions ou exemptions au traitement national et au traitement NPF. La Loi sur le droit d'auteur permet au ministre de restreindre ou d'autoriser, par voie de décret, la protection des œuvres appartenant aux ressortissants de tout pays mentionné dans ce décret. Selon l'article 145 de la Loi, le ministre peut ordonner l'application des dispositions de la Loi sur le droit d'auteur sur la base de différents critères, notamment la nationalité ou le lieu de résidence habituel des personnes physiques, le lieu de constitution des personnes morales, la nature de l'œuvre ou le lieu de publication ou d'exécution de l'œuvre. L'article 146 confère au ministre le pouvoir de restreindre la protection accordée aux pays qui ne protègent pas suffisamment les œuvres de Saint-Kitts-et-Nevis.

3.165. Le Décret de 2018 sur le droit d'auteur (pays spécifiques), SRO n° 6 de 2018, établi en vertu de l'article 145 de la Loi sur le droit d'auteur, chapitre 18.08, et publié le 29 mars 2018 dans le Journal officiel n° 18 de 2018, étend la protection du droit d'auteur aux œuvres originaires des pays listés dans le Décret. En fait, le Décret contient en annexe une liste de pays (pays spécifiques) auxquels s'applique la Loi sur le droit d'auteur. Plus précisément, le Décret indique que les dispositions de la Loi s'appliquent: i) aux personnes qui sont des citoyens ou des résidents habituels d'un pays spécifique de la même façon qu'elles s'appliquent aux personnes qui sont des citoyens ou des résidents habituels de Saint-Kitts-et-Nevis; ii) aux personnes morales ou aux sociétés constituées en vertu de la législation d'un pays spécifique de la même façon qu'elles s'appliquent aux personnes morales ou aux sociétés constituées en vertu de la législation de Saint-Kitts-et-Nevis; iii) aux œuvres littéraires, dramatiques, musicales ou artistiques, ainsi qu'aux enregistrements sonores, aux films et aux arrangements typographiques d'œuvres publiées pour la première fois dans un pays spécifique, de la même façon qu'elles s'appliquent aux œuvres, enregistrements sonores, films et éditions publiées pour la première fois à Saint-Kitts-et-Nevis; iv) aux programmes radiophoniques ou télévisuels diffusés ou distribués par câble à partir d'un pays spécifique, de la même façon qu'elles s'appliquent aux programmes radiophoniques ou télévisuels diffusés ou distribués par câble à partir de Saint-Kitts-et-Nevis; v) aux interprétations et exécutions qui ont lieu dans ce pays ou sont réalisées par un particulier qui est citoyen ou résident habituel de ce pays; vi) aux interprétations et exécutions enregistrées sur un phonogramme protégé en vertu de l'article 5 de la Convention de Rome; ou aux interprétations et exécutions non fixées sur un phonogramme, qui sont réalisées dans le cadre d'une émission de radiodiffusion protégée en vertu de l'article 6 de la Convention de Rome, de la même façon qu'elles s'appliquent aux interprétations et exécutions réalisées à Saint-Kitts-et-Nevis ou par un particulier qui est citoyen ou résident habituel de Saint-Kitts-et-Nevis. Le Décret indique également que, dans les cas où la protection d'une œuvre a expiré conformément à la législation en vigueur dans le pays spécifique où l'œuvre a été publiée pour la première fois, cette œuvre ne sera pas protégée en vertu des dispositions de la Loi.

3.3.7.6 Moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle

3.166. Saint-Kitts-et-Nevis a communiqué à l'OMC ses réponses à la Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits en décembre 2016.⁸⁷

3.167. En général, les autorités judiciaires peuvent prononcer des injonctions; ordonner le versement de dommages-intérêts, y compris le recouvrement des bénéfices et frais, dont les honoraires d'avocats; ordonner la destruction ou autre mise à l'écart des marchandises portant atteinte à un droit et des matériaux/instruments ayant servi à leur production; et prendre toute autre mesure corrective. Pour toutes les affaires civiles d'atteinte à des DPI, le recouvrement des

⁸⁶ Document de l'OMC IP/C/W/623 du 30 janvier 2017.

⁸⁷ Document de l'OMC IP/N/6/KNA/1 du 21 décembre 2016.

dépens, dont les dépenses et les honoraires d'avocat, peut être octroyé en vertu des Règles de procédure civile ou du Code de procédure des tribunaux de première instance.

3.168. Les différentes lois relatives à la propriété intellectuelle renferment des dispositions concernant les moyens de faire respecter les droits. La Loi sur les brevets prévoit divers mécanismes dans ce domaine; dans le cadre d'une procédure engagée pour atteinte à un droit, le requérant est habilité à demander les réparations suivantes: i) une injonction interdisant au défendeur tout acte de contrefaçon caractérisé; ii) un ordre de remise ou de destruction de tout produit breveté pour lequel le brevet a été violé ou de tout article auquel ce produit est inextricablement lié; iii) des dommages-intérêts en rapport avec l'atteinte au droit; iv) la restitution des bénéfices tirés par le défendeur de l'atteinte au droit; et v) toute autre réparation prévue par la législation générale; une injonction interdisant au défendeur de commettre l'atteinte; un ordre de remettre ou de détruire le produit portant atteinte au droit, qui peut aboutir à la saisie de marchandises importées; l'octroi de dommages-intérêts; le versement en restitution des bénéfices que le défendeur a réalisés du fait de l'atteinte; ou toute autre réparation décidée par la Cour.

3.169. En vertu de la Loi sur les marques, l'atteinte au droit conféré par une marque peut donner lieu à une injonction de la Haute Cour, à l'octroi de dommages-intérêts, à un ordre de saisie, de confiscation ou de destruction des produits ou articles portant atteinte au droit, ou à d'autres réparations, ainsi que la Haute Cour en décide. Les douanes sont autorisées à effectuer des saisies à l'importation pour empêcher que des marchandises portant atteinte à des marques n'entrent dans le pays. La contrefaçon d'une marque ou d'une marque collective et l'importation de produits revêtus d'une marque contrefaite ou portant atteinte au droit conféré par une marque sont passibles d'une amende d'au moins 15 000 XCD et au plus 40 000 XCD, ou d'une peine d'emprisonnement de 5 à 12 ans. En vertu de la législation sur les marques, des injonctions pourront être prononcées en cas d'infractions, notamment d'infractions imminentes. Cependant, cela ne s'applique qu'aux marques enregistrées à Saint-Kitts-et-Nevis.

3.170. La Loi sur le droit d'auteur comprend des dispositions relatives aux procédures civiles et pénales pour les cas d'atteinte au droit d'auteur dans le cadre de la vente, de la location ou de l'importation de marchandises. L'atteinte au droit d'auteur est punie d'une amende pouvant aller jusqu'à 250 000 XCD, d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans, ou des deux. Les réparations pour les actes portant atteinte aux droits patrimoniaux incluent la saisie des exemplaires contrefaits et l'attribution de dommages-intérêts. En vertu de la Loi sur le droit d'auteur, le Contrôleur des douanes est habilité à restreindre temporairement l'importation de copies portant atteinte à un droit après que le détenteur du droit d'auteur le lui a demandé par écrit. Dans cette demande, le propriétaire doit fournir la preuve de l'importation en cours ou déjà réalisée et constituer une caution ou une indemnité équivalente au bénéfice du Contrôleur. D'autres mesures provisoires peuvent être prises par le Ministre en relation avec cette restriction.

3.171. Aucune information détaillée concernant les activités visant à faire respecter des droits n'a été communiquée au Secrétariat. Les autorités indiquent toutefois que pendant la période à l'examen, on a recensé quatre affaires relatives au respect des DPI.

4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

4.1 Agriculture

4.1. Le secteur agricole de Saint-Kitts-et-Nevis est de petite taille. Depuis la fermeture de l'industrie sucrière, sa part dans le PIB a nettement diminué. La contribution de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture au PIB n'a été que de 0,7% en 2021, dont 0,4% pour l'agriculture, 0,3% pour l'élevage et moins de 0,1% pour la sylviculture. La part de la pêche a quant à elle augmenté et représentait 1% du PIB en 2021.

4.2. Après la fermeture de la Saint Kitts Sugar Manufacturing Corporation (SSMC), la Fondation pour la diversification de l'industrie sucrière (SIDF) a été établie afin de faciliter son insertion dans d'autres segments de l'économie. La SIDF est progressivement devenue un investisseur important, notamment dans le secteur agricole qui bénéficie d'une part importante de ses fonds totaux.

4.3. Depuis l'arrêt de la production de sucre, les principales cultures sont aujourd'hui les fruits, notamment les ananas, les papayes et les pastèques ainsi que les tomates, les patates douces, les oignons, les poivrons et les arachides. Les activités de transformation de produits agricoles sont elles aussi importantes et concernent principalement la production de bière, de produits à base de fruits déshydratés et de jus. Ces activités se sont développées tout particulièrement depuis la disparition de l'industrie sucrière.⁸⁸ On compte actuellement environ 45 entreprises agroalimentaires en activité.

4.4. Le Ministère de l'agriculture et des ressources marines est chargé de formuler et d'administrer la politique en ce qui concerne l'agriculture, l'élevage et les ressources marines. Le Ministère de l'environnement est responsable de la sylviculture. Le Département de l'agriculture, qui relève du Ministère de l'agriculture et des ressources marines, s'occupe du développement de l'agriculture non sucrière à Saint-Kitts. Il a pour mission principale de soutenir l'agriculture non sucrière, d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de répondre à la demande des marchés d'exportation en vue du développement durable. Il mène des programmes spécifiques pour le développement de l'agriculture et de l'élevage, lesquels suivent un plan stratégique et sont mis en œuvre dans le cadre du programme de travail annuel, conformément aux lignes directrices d'une stratégie plus large pour le développement du secteur agricole. Le Département des ressources marines est chargé des politiques en matière de pêche.

4.5. Le Ministère de l'agriculture et des ressources marines de Saint-Kitts fournit aux agriculteurs certains services d'appui, de vulgarisation et de consultation, tels que le programme de formation des agriculteurs et une aide pour l'étude de marchés et la commercialisation. Le secteur bénéficie également d'incitations financières, par exemple un tarif spécial pour l'eau utilisée à des fins agricoles et des avantages tarifaires et fiscaux pour les véhicules, le matériel et les intrants agricoles. Le Département de l'agriculture fournit un soutien technique aux agriculteurs afin de protéger les cultures des conditions météorologiques extrêmes et des parasites dans le cadre d'initiatives comme le Projet de gestion des ressources agricoles. La Stratégie de Saint-Kitts-et-Nevis en matière de transformation et de croissance agricoles 2022-2031, lancée le 30 septembre 2021, est le principal plan dans le domaine agricole.

4.6. Le Ministère de l'agriculture, des terres, du logement, des coopératives et de la pêche de l'Administration de l'île de Nevis assume des fonctions de surveillance générale et la responsabilité des départements de l'agriculture, des coopératives et de la pêche, ainsi que de la Nevis Housing and Land Development Corporation. Son objectif principal est de transformer l'agriculture, la pêche et les coopératives et d'en soutenir la croissance progressive afin de surmonter les défis liés à la sécurité alimentaire et à la pauvreté, de participer activement au commerce mondial et de tirer parti de ce dernier.⁸⁹ Grâce à des ressources du Fonds d'affectation spéciale pour les besoins essentiels (BNTF), le Ministère aide les agriculteurs et les transformateurs à améliorer l'emballage et l'étiquetage de leurs produits en leur fournissant du matériel pour fabriquer et apposer étiquettes et

⁸⁸ Il est notamment envisagé de développer les secteurs suivants: produits du manioc; biscuits; tartes; confitures et gelées; huiles de noix de coco; vins de fruits; boissons à base de fruits; boissons fermentées; sauces piquantes; gâteaux; pâtisseries; chips; confiseries; condiments; fruits secs; vinaigres; et produits à base de patates douces.

⁸⁹ Ministère de l'agriculture, des terres, du logement, des coopératives et de la pêche de l'Administration de l'île de Nevis, *Ministries: Min. of Agriculture*. Adresse consultée: <https://nia.gov.kn/ministries/agriculture/>.

codes-barres. L'aide au sous-secteur de l'élevage s'est traduite principalement par la fourniture de médicaments pour lutter contre les maladies animales à un prix subventionné et par une assistance visant à promouvoir l'insémination artificielle.

4.7. Le gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis offre une aide limitée qui, dans le secteur de la pêche, consiste principalement à développer le recours aux dispositifs de concentration de poissons (DCP)⁹⁰ et à former les pêcheurs. Face au succès du Projet pilote d'aquaculture à Saint-Kitts-et-Nevis (SNAPPER), le Département des ressources marines a entrepris d'analyser la viabilité de l'aquaculture à plus large échelle. Une assistance a été reçue par l'intermédiaire du Programme ACP FISH II, financé par l'Union européenne, pour élaborer une stratégie de développement de l'aquaculture. Saint-Kitts-et-Nevis, ainsi que d'autres pays des Caraïbes, ont signé un mémorandum d'accord avalisant le partenariat entre le Mécanisme régional de gestion des pêches des Caraïbes (CRFM) et l'Organisation du secteur des pêches et de l'aquaculture de l'isthme centraméricain (OSPESCA) pour la préservation, la gestion et le développement durable du milieu biologique marin. Une aide a en outre été fournie par le gouvernement pendant la pandémie de COVID-19.

4.8. Les personnes qui vendent, négocient, fournissent ou distribuent des produits agricoles ou du bétail d'une valeur supérieure à 100 XCD ou d'un poids supérieur à 10 kg doivent s'inscrire au Registre des négociants de produits agricoles et de bétail. L'inscription est obligatoire en vertu de la Loi de 2012 sur les produits agricoles et le bétail (Registre des négociants) (Loi n° 8 de 2012.) Un certificat attestant l'inscription, valable pendant cinq ans à compter de la date d'émission et renouvelable, peut être délivré après acquittement des droits prévus. Les autorités indiquent que la mise en œuvre du Registre est en cours.

4.9. Les droits de douane appliqués aux produits agricoles sont plus élevés que ceux qui sont appliqués aux autres produits. En 2022, la moyenne des droits NPF appliqués à l'importation des produits agricoles (définition de l'OMC) était de 17,4%, contre 15,0% en 2013, alors que la moyenne des droits NPF appliqués aux produits non agricoles s'établissait à 9,9% (contre 9,2% en 2013). Les taux moyens les plus élevés, par catégorie de l'OMC, concernent le sucre et les sucreries (24,3%), les fruits et légumes (22,8%) et les boissons et liquides alcooliques (22,7%). Des droits d'importation spécifiques s'appliquent à certains produits agricoles et agro-industriels (section 3.1.4). Les produits agricoles cultivés à Saint-Kitts-et-Nevis sont exonérés de la TVA.⁹¹ Il n'est pas fait usage de contingents tarifaires. Une licence d'importation est exigée pour les légumes, les œufs et la viande provenant de pays hors CARICOM. Les producteurs nationaux ne peuvent importer des œufs depuis ces pays que lorsque la production nationale est insuffisante. Certains légumes (choux, carottes, oignons, poivrons, tomates et pommes de terre à chair blanche) font l'objet de restrictions saisonnières à l'importation. Un permis est exigé pour l'importation d'animaux vivants, de volailles, d'oiseaux ou de leurs carcasses et parties de carcasses, de végétaux et de matériel de plantation ainsi que de pesticides. Saint-Kitts-et-Nevis n'a notifié aucune mesure SPS à l'OMC.

4.10. Au cours de la période considérée, le secteur de l'agriculture a continué à bénéficier du financement de la SIDF, mais cette assistance a désormais pris fin. Elle était concentrée sur 6 projets: i) le projet de Capisterre Farm, une exploitation de 113 acres financée par la Fondation avec un investissement total de 7 millions de XCD sur 5 ans; ii) le projet d'exploitations communautaires hydroponiques, dont l'objectif principal était la formation à la culture hors-sol dans des pots en noix de coco empilés; iii) le Projet de gestion des ressources agricoles (ARM), qui aide les agriculteurs à se servir de techniques de conservation des sols et de gestion des terres pour améliorer la qualité et le rendement de leurs produits, et qui prévoit la construction d'ombrières et la formation des agriculteurs pour la production de légumes sous ombrière; iv) le programme de prêts subventionnés à l'agriculture, établi en 2008, qui encourage l'entrepreneuriat et stimule la croissance grâce à un accès au crédit à coût limité; v) un projet de floriculture à La Valley, St. Pauls; et vi) un Projet de formation professionnelle agricole (ATEP), mis en place en octobre 2007 pour faciliter le développement personnel des anciens travailleurs de l'industrie sucrière au chômage.

⁹⁰ Les DCP sont des dispositifs conçus pour attirer plus de 300 espèces de poissons pélagiques parmi lesquelles marlins, thons et coryphènes. Il s'agit généralement de bouées ou de flotteurs fixés au plancher sous-marin à l'aide de blocs en béton.

⁹¹ En vertu de la Loi de 2010 sur la TVA, cela concerne les produits suivants: plantes de couverture, arbres, plantes grimpantes et leurs produits; fleurs, fruits et légumes; volailles d'élevage local; poissons; et animaux des espèces porcines, caprines, bovines ou autres, vivants ou non, et leurs produits.

4.11. La SIDF a initialement engagé plus de 10 millions de XCD sous forme de subventions afin de financer les activités du projet ARM. Ce projet a ensuite été étendu à un plus grand nombre de communautés agricoles grâce aux fonds supplémentaires versés par la SIDF d'un montant de 7,46 millions de XCD. La SIDF a accordé un financement total de 7 millions de XCD au projet de Capisterre Farm. Le projet consiste en l'exploitation de 50 acres de terres pour deux types de cultures: les arbres fruitiers et les cultures maraîchères. Les cultures sont variées et les produits tels que les ananas, les pastèques, les piments, les choux, les arachides, les ignames, les patates douces, les poivrons, les taros, et les bananes sont principalement destinés aux supermarchés, vendeurs, hôtels et restaurants locaux. Le projet d'exploitations hydroponiques consiste à faire pousser des cultures verticalement dans des pots empilés remplis de fibres de coco. Les plantes sont cultivées dans une serre et les fonds alloués s'élèvent à 5,4 millions de XCD. Au total, 84 agriculteurs ont bénéficié du programme de prêts subventionnés à l'agriculture, établi en 2008 pour encourager l'entrepreneuriat et stimuler la croissance des micro, petites et moyennes entreprises du secteur agroalimentaire. Le programme a été financé à hauteur de 2 millions de XCD par la SIDF par l'intermédiaire de la Banque de développement de Saint-Kitts-et-Nevis, qui est responsable de la gestion et de l'administration des fonds. Dans le cadre de ce programme, les agriculteurs reçoivent des prêts sans intérêts d'un montant maximum de 25 000 XCD. Le montant total du financement que la SIDF a accordé pour le projet de floriculture s'élevait à 290 300 XCD et visait à former les travailleurs qui s'étaient retrouvés au chômage après la fermeture de l'industrie sucrière aux pratiques horticoles et aux compétences requises dans la vie quotidienne. En mars 2009, le projet de floriculture de La Valley a été incorporé dans le Projet de formation professionnelle agricole (ATEP), qui avait été créé en 2007 pour améliorer le développement personnel des anciens travailleurs sans emploi de la Saint Kitts Sugar Manufacturing Corporation (SSMC). La SIDF a accordé 5,2 millions de XCD à l'ATEP.⁹²

4.12. Le projet de Capisterre Farm a traditionnellement été utilisé par les autorités dans leurs efforts visant à assurer la sécurité alimentaire, qui a toujours été une priorité et qui a pris de l'importance en raison des pénuries d'approvisionnement auxquelles le monde entier a dû faire face ces dernières années. Des tentatives ont par exemple été faites pour accroître la production de légumes frais. L'objectif général est d'accroître l'offre de certaines cultures de manière que les consommateurs puissent bénéficier de prix plus bas pour les légumes sur le marché local. Les autorités indiquent que l'exploitation est désormais divisée en parcelles plus petites afin de promouvoir l'agriculture durable.

4.13. Saint-Kitts-et-Nevis a élaboré une Stratégie en matière de transformation et de croissance agricoles 2022-2031 qui vise principalement à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire et la réduction des pertes de récoltes dues à des organismes nuisibles d'importance économique. Les contraintes en matière de ressources humaines et financières, notamment les mouvements de personnel de rang intermédiaire, soulignent le besoin de stabilité dans ce secteur et le besoin d'assistance technique constante dans certains domaines, notamment en ce qui concerne les obligations de notification au titre de l'Accord SPS de l'OMC.

4.14. Les autorités indiquent que l'instrument législatif qui régit actuellement la protection et la santé des végétaux est obsolète. Plusieurs consultations nationales ont été organisées pour actualiser la législation et la mettre en conformité avec toutes les obligations internationales. Un projet de loi sur la protection phytosanitaire vise à prévenir l'entrée et l'établissement des parasites des végétaux et à lutter contre leur dissémination, à protéger les ressources végétales, à faciliter la circulation des plantes et des produits végétaux à destination de Saint-Kitts-et-Nevis et à l'intérieur du pays, et à réglementer d'autres domaines connexes. Ce projet a été distribué aux fins d'une consultation publique au quatrième trimestre de 2021 et doit faire l'objet d'un examen final du département juridique avant de pouvoir être adopté.

4.15. Le Département des ressources marines, qui relève du Ministère de l'agriculture, est l'autorité en charge des activités postcapture et du commerce des produits de la pêche, conformément à la partie 7 de la Loi sur l'aquaculture et les ressources marines. Il collabore avec les organismes publics compétents pour faire respecter les réglementations relatives à l'importation, à la manutention, à la vente, au transport, à l'entreposage, au traitement et à la transformation du poisson, promouvoir la valorisation et réduire ou prévenir les risques pour la santé humaine. Cependant, il ne coopère pas et ne conclut pas d'accords avec d'autres États concernant les ressources halieutiques partagées en

⁹² SIDF, *Agriculture*. Adresse consultée: <https://sknsidf.org/agriculture/>.

vue de l'harmonisation du commerce des produits de la pêche, de la commercialisation et des normes de sécurité et de qualité sans consulter les organismes compétents, notamment les Ministères de l'agriculture, du commerce, du tourisme, de la santé, de la sécurité et des finances.

4.2 Secteur manufacturier

4.16. Le secteur manufacturier, y compris l'industrie alimentaire, a contribué au PIB courant à hauteur de 4,7% en 2021. Il est axé sur les activités de l'industrie légère, en particulier la production de composants électroniques, qui représentent près des trois quarts des exportations de marchandises. De fait, Saint-Kitts-et-Nevis est le premier exportateur de marchandises de l'OECO, notamment de produits manufacturés, vers les États-Unis. Les principaux produits sont les composants électriques et électroniques, les filtres pour l'industrie du câble dont la production est destinée à des marchés extérieurs, en particulier celui des États-Unis, ainsi que les produits de l'industrie légère comme les boissons alcooliques et non alcooliques (bière, malt, rhum, eau en bouteille et boissons gazeuses).

4.17. En 2021, la moyenne des droits NPF à l'importation des produits industriels (définition de la CITI 3) était de 10,3%, avec une crête de 70% (pour les armes et munitions); la moyenne des droits NPF pour les produits non agricoles (définition de l'OMC) s'établissait à 9,9%. Les droits moyens les plus élevés s'appliquaient aux boissons et tabacs, aux vêtements et articles d'habillement, aux chaussures, aux huiles et graisses et aux préparations alimentaires.

4.18. Les industries manufacturières bénéficient de mécanismes d'incitation au titre de la Loi sur les incitations fiscales et de ses amendements, ainsi que de la Loi sur le développement des petites entreprises, qui accordent aux entreprises approuvées une exonération de l'impôt sur les sociétés et des droits de douane pour une durée pouvant aller jusqu'à 15 ans.

4.3 Services

4.3.1 Principales caractéristiques

4.19. Le secteur des services est celui qui contribue le plus au PIB et à l'emploi à Saint-Kitts-et-Nevis. Ils représentent environ 75% du PIB et les principales activités sont liées au tourisme (transport, hôtellerie et restauration), bien que le secteur financier soit également important. Les activités et les services dans le domaine de la construction ont gagné en importance et, en 2021, sont devenus les principaux contributeurs au PIB.

4.20. Saint-Kitts-et-Nevis a souscrit des engagements sectoriels au titre de l'AGCS dans 5 des 12 principaux domaines de services: les services financiers (autres services financiers), les services relatifs au tourisme et aux voyages (hôtellerie et restauration), les services récréatifs, culturels et sportifs (divertissement et services sportifs), les services de communication (services de télécommunication) et les services de transport (transport maritime). Si l'on fait exception des services d'hôtellerie et de restauration, aucun engagement sectoriel ne comporte de limitations ni pour la fourniture transfrontières ni pour la consommation à l'étranger. Des limitations sectorielles pour la présence commerciale sont maintenues dans la plupart des sous-secteurs où des engagements ont été pris. Dans le cas du tourisme, un engagement en matière d'accès aux marchés, sans restrictions, concerne les hôtels de plus de 50 chambres, mais pas les hôtels plus petits. Pour ce qui est de la présence de personnes physiques, l'accès aux marchés et le traitement national ne sont généralement pas consolidés ou font l'objet de limitations.

4.21. Saint-Kitts-et-Nevis a pris des engagements horizontaux concernant le mouvement des personnes physiques et la présence commerciale. Pour fournir des services sous le régime de la présence commerciale, les fournisseurs étrangers doivent constituer ou établir leur société dans le pays, conformément aux prescriptions réglementaires de Saint-Kitts-et-Nevis. Les sociétés et les personnes étrangères désireuses d'acquérir des biens immobiliers à Saint-Kitts-et-Nevis doivent obtenir au préalable un permis conformément à la Loi sur l'accès des étrangers à la propriété foncière (section 2). Saint-Kitts-et-Nevis a réservé à ses ressortissants l'exploitation d'un certain nombre de petites entreprises de services. En ce qui concerne la présence de personnes physiques, l'accès aux marchés est réservé aux personnes dont les compétences techniques ou de gestion sont rares ou inexistantes dans le pays. Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas présenté de liste d'exemptions au titre de l'article II (traitement NPF).

4.3.2 Services financiers

4.22. Les services financiers sont l'une des principales activités économiques de Saint-Kitts-et-Nevis, puisqu'ils représentaient directement quelque 7,5% du PIB en 2021.

4.23. Dans le cadre de l'AGCS, Saint-Kitts-et-Nevis a pris des engagements en matière de services financiers seulement pour ce qui concerne "l'immatriculation des sociétés et groupes étrangers (excepté les compagnies d'assurance et les banques) pour des activités délocalisées".⁹³ Il n'a pas participé à la reprise des négociations de l'OMC sur les services financiers.

4.24. La Commission de réglementation des services financiers (FSRC), établie en vertu de la Loi n° 22 de 2009 sur la Commission de réglementation des services financiers (chapitre 21.10), réglemente et contrôle le secteur financier non bancaire. Cela recouvre les compagnies d'assurance (nationales et captives (offshore)), les régimes de pension privés, les entreprises de transfert de fonds, les coopératives de crédit, la Banque de développement de Saint-Kitts-et-Nevis et les fournisseurs de services fiduciaires et de services aux entreprises. La FSRC veille aussi au respect des dispositions juridiques relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elle tient les registres concernant les sociétés, les fiducies, les fondations et les sociétés en commandite simple, et examine le fonctionnement de toutes les entités réglementées, surveille les services financiers fournis à Saint-Kitts-et-Nevis ou à partir de Saint-Kitts-et-Nevis et peut prendre des mesures à l'encontre des personnes qui exerceraient des activités non autorisées.

4.25. La Banque centrale des Caraïbes orientales (ECCB) est l'organisme de réglementation du système bancaire de Saint-Kitts-et-Nevis. La FSRC, établie en vertu de la Loi n° 22 de 2009, réglemente le secteur financier non bancaire, y compris les assurances. Le Département de la réglementation et de la surveillance des services financiers de Nevis est l'organisme représentant la FSRC à Nevis et est chargé d'autoriser et d'agréer les personnes morales ou physiques qui désirent fournir des services financiers, ainsi que de surveiller la fourniture d'activités de services financiers réglementées afin de protéger la population de toute activité illégale ou non autorisée dans ce domaine à ou depuis Nevis.

4.26. La FSRC réglemente et contrôle les entités suivantes: les compagnies d'assurance (nationales et captives), les régimes de pension privés, les entreprises de transfert de fonds, les coopératives de crédit, la Banque de développement de Saint-Kitts-et-Nevis et les fournisseurs de services fiduciaires et de services aux entreprises. En outre, elle veille à ce que toutes les sociétés et activités réglementées respectent les dispositions juridiques relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elle tient par ailleurs les registres concernant les sociétés, les fiducies, les fondations, les sociétés en commandite simple et les organisations non gouvernementales. Ses principaux objectifs sont de maintenir la confiance publique dans le système financier, de promouvoir la sensibilisation et la compréhension du public à l'égard du système financier et de garantir un niveau de protection adéquat aux consommateurs. La FSRC surveille les services financiers fournis à Saint-Kitts-et-Nevis ou à partir de Saint-Kitts-et-Nevis et peut prendre des mesures à l'encontre des personnes qui exerceraient des activités non autorisées, ou à l'encontre des personnes réglementées qui ne respectent pas la Loi sur les produits de la criminalité, la Loi antiterroriste et d'autres lois, réglementations, codes ou directives relatifs au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme. La FSRC supervise et réglemente les services financiers conformément aux normes internationales reconnues. Elle encourage l'application d'exigences professionnelles rigoureuses dans le secteur des services financiers et promeut les codes de conduite de la branche.⁹⁴

4.27. Le représentant de la FSRC à Nevis est également chargé d'enregistrer, par l'entremise du Registre des sociétés, les sociétés internationales pour l'établissement de fiducies et de fondations, ainsi que les sociétés d'assurance internationales.

4.28. L'Unité des renseignements financiers (SKNFIU) du Ministère des finances de Saint-Kitts-et-Nevis est responsable de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.⁹⁵ Établie en vertu du chapitre 21.09 de la Loi sur l'Unité des renseignements financiers

⁹³ Document de l'OMC GATS/SC/119 du 16 novembre 1995.

⁹⁴ FSRC, *About Us*. Adresse consultée: <https://www.fsrc.kn/about>.

⁹⁵ Loi sur l'Unité des renseignements financiers (chapitre 21.09), modifiée par la Loi n° 23 de 2008 sur l'Unité des renseignements financiers (modification), la Loi n° 26 de 2005 sur l'Unité des renseignements financiers et la Loi n° 16 de 2005 sur l'Unité des renseignements financiers (modification).

(telle que modifiée) elle est l'agence nationale centrale pour la collecte, la réception et l'analyse des rapports sur les transactions suspectes et les transactions ou activités soupçonnées d'être liées au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme, la réception des rapports sur les biens terroristes et la transmission de renseignements aux autorités compétentes afin que celles-ci prennent les mesures nécessaires. La SKNFIU peut coopérer avec des unités des renseignements financiers étrangères et passer des accords avec elles.⁹⁶ Elle est habilitée à geler des comptes bancaires pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq jours.⁹⁷ Elle participe également à la recherche de fonds illicites et fait ainsi le lien entre les différentes instances administratives et judiciaires ainsi que les autorités chargées de la surveillance et de l'application de la loi, responsables de l'identification et du suivi des flux de capitaux liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme.

4.29. À Saint-Kitts-et-Nevis, conformément au régime de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT), les entreprises exerçant des activités de services financiers doivent soumettre des comptes rendus d'opérations suspectes et des rapports sur les biens terroristes à la SKNFIU. La loi n° 2 de 2020 sur le Comité national de lutte contre le blanchiment d'argent, adoptée le 23 janvier 2020, a porté création de ce Comité, qui est l'autorité responsable des politiques nationales de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT).

4.30. La législation concernant la lutte contre le blanchiment d'argent se trouve dans les textes suivants: Loi de 2000 sur les produits de la criminalité, chapitre 4.28; Loi de 2008 sur les produits de la criminalité (modification); Loi n° 2 de 2008 sur les produits de la criminalité (modification); Décret de 2012 sur les produits de la criminalité (modification de l'annexe); Règlement de 2002 sur les services financiers (échange de renseignements) (SRO n° 15 de 2002); Règlement antiblanchiment de capitaux de 2011 (SRO n° 46 de 2011), chapitre 9.04; Règlement antiblanchiment de capitaux de 2012 (modification); et Règlement sur les services financiers (mise en œuvre des normes industrielles) (SRO n° 51 de 2011). Les lois et réglementations concernant la lutte contre le terrorisme sont les suivantes: Loi antiterroriste n° 21 de 2002; Loi de 2002 sur le crime organisé (prévention et contrôle); Règlement de 2011 sur les procédures de retrait des listes antiterroristes (SRO n° 62 de 2011); Règlement antiterroriste de 2011 (prévention du financement du terrorisme) (SRO n° 47 de 2011); et Règlement antiterroriste de 2011 (prévention du financement du terrorisme) (modification). Pendant la période à l'examen, plusieurs nouvelles lois et réglementations ont été adoptées, notamment: la Loi n° 9 de 2021 sur les services financiers divers (modification), la Loi n° 10 de 2021 sur les produits de la criminalité (modification), le Règlement antiblanchiment de capitaux de 2021 (modification) (SRO n° 6 de 2021), la Loi n° 11 de 2020 portant diverses modifications (Groupe d'action financière), la Loi n° 2 de 2020 sur le Comité national de lutte contre le blanchiment d'argent, le Règlement sur les services financiers de 2020 (mise en œuvre des normes industrielles) (modification) (SRO n° 41 de 2020) et le Règlement antiblanchiment de capitaux 2018 (modification) (SRO n° 9 de 2018).

4.31. La Loi n° 2 de 2020 sur le Comité national de lutte contre le blanchiment d'argent, adoptée le 23 janvier 2020, a porté création de ce Comité, qui est l'autorité responsable des politiques nationales de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT).

4.32. La Loi sur la norme commune de déclaration (NCD) a été adoptée par l'Assemblée nationale en décembre 2016. Elle a instauré la NCD comme norme mondiale unique pour la collecte, la déclaration et l'échange de renseignements relatifs aux comptes financiers des résidents fiscaux étrangers. Élaborée à la demande du G-20 et approuvée par le Conseil de l'OCDE le 15 juillet 2014, la NCD fait obligation aux institutions financières déclarantes locales d'identifier les comptes déclarables, de recueillir des informations sur les titulaires de comptes et de les communiquer aux autorités fiscales locales. Les autorités fiscales échangent à leur tour automatiquement ces informations avec les autres juridictions participantes sur une base annuelle. Le principal objectif de la NCD est de prévenir la fraude fiscale.

⁹⁶ SKNFIU. Adresse consultée: <https://www.fiu.kn/>.

⁹⁷ Loi n° 15 de 2000 sur l'Unité des renseignements financiers.

4.3.2.1 Services bancaires et services d'assurance onshore

4.3.2.1.1 Secteur bancaire

4.33. C'est à la Banque centrale des Caraïbes orientales (ECCB) qu'il incombe au premier chef de contrôler les banques nationales. La Loi de 1983 sur l'Accord instituant la Banque centrale des Caraïbes orientales confie à celle-ci la tâche de réglementer les établissements bancaires au nom des gouvernements participants et en collaboration avec eux. La législation de Saint-Kitts-et-Nevis sur les services bancaires onshore est uniformisée avec celle des autres États membres de l'OECO. La Loi n° 1 de 2015 sur les banques, qui est entrée en vigueur le 20 mai 2016 et a abrogé la loi n° 4 de 2004 sur les banques, est la principale loi nationale régissant les services bancaires onshore. Le secteur des services financiers internationaux est régi par les lois sur les services bancaires internationaux des différents pays et relève principalement des organismes de réglementation nationaux.

4.34. Une nouvelle loi a été adoptée pendant la période à l'examen. La Loi de 2015 sur les banques a été élaborée dans le cadre de la création d'un espace bancaire unique dans l'Union monétaire des Caraïbes orientales (ECCU). En vertu de cette Loi, il est interdit d'exercer une activité bancaire ou de se présenter comme exerçant une activité bancaire dans l'ECCU sans licence. L'ECCB est l'autorité chargée de délivrer les licences pour le secteur bancaire et une licence unique permet à une institution financière d'exercer ses activités sur le territoire par l'intermédiaire de succursales, sous réserve de l'approbation de l'emplacement de ses nouveaux locaux. La Loi de 2015 sur les banques a renforcé les sanctions en cas de violation de la Loi afin de les rendre plus prohibitives et a introduit des sanctions administratives pour les infractions aux dispositions dans le but d'améliorer les moyens de faire respecter les droits de l'ECCB. La nouvelle Loi a également amélioré le cadre du gouvernement d'entreprise en élargissant les critères de qualification afin de les rendre applicables à tous les administrateurs, dirigeants et actionnaires importants, et en permettant la suspension ou la destitution des administrateurs ou dirigeants qui ne respecteraient pas ces critères.⁹⁸ Elle a en outre instauré un cadre pour l'octroi de licences à des holdings financiers et leur réglementation, a renforcé les moyens d'action correctifs et a adopté des mécanismes qui permettraient la résolution des défaillances des banques en difficultés à moindre coût.

4.35. Le montant minimum de capital libéré ou de capital attribué d'une institution financière a été revu à la hausse par la Loi de 2015. Toute institution financière titulaire d'une licence doit conserver à Saint-Kitts-et-Nevis un capital net d'obligations, libéré ou, selon le cas, attribué, égal au moins aux montants minimums spécifiés conformément aux exigences suivantes: i) pour les banques, le capital requis minimal ne peut pas être inférieur à 20 millions de XCD; et ii) pour les établissements de crédit et les autres institutions financières, le capital requis minimal ne peut pas être inférieur à 5 millions de XCD. Les holdings financiers titulaires d'une licence doivent disposer, à Saint-Kitts-et-Nevis, d'un capital libéré d'au moins trois fois le montant minimum appliqué à l'institution financière titulaire d'une licence dont il est le holding.

4.36. Les institutions financières titulaires d'une licence peuvent exercer une ou plusieurs des activités suivantes: i) acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables; ii) octroi de prêts; iii) crédit-bail; iv) investissement dans des valeurs mobilières; v) services de transferts monétaires; vi) émission et gestion de moyens de paiements, y compris de cartes de crédit, de chèques de voyage, de traite et de monnaie électronique; vii) garanties et engagements; viii) conservation et administration de valeurs mobilières; ix) cote de crédit; x) services de coffres; xi) services bancaires électroniques; et xii) services de paiement et de recouvrement.

4.37. Saint-Kitts-et-Nevis n'applique pas de contrôles de change sur les transactions en capital ni sur les transactions courantes autres que commerciales. Les personnes physiques et morales de Saint-Kitts-et-Nevis peuvent emprunter ou effectuer des dépôts auprès de banques situées à l'étranger. Des étrangers peuvent détenir et contrôler des banques nationales sans limitations. Les banques étrangères peuvent établir des filiales ou des succursales. Aucune prescription en matière de résidence ni de citoyenneté ne s'applique aux gestionnaires et administrateurs de banques. Les banques à capitaux étrangers qui sont agréées et constituées en sociétés dans le pays sont assujetties à des prescriptions quasi identiques à celles auxquelles sont soumises les banques à capitaux nationaux constituées en sociétés dans le pays et sont autorisées à fournir les mêmes

⁹⁸ ECCB, *Legal and Regulatory Framework*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/p/legal-and-regulatory-framework>.

services. La seule exception est qu'une institution financière étrangère qui a l'intention d'ouvrir une succursale au sein de l'ECCU doit fournir un certain nombre de documents et d'informations, notamment: i) un certificat montrant que l'autorité de contrôle bancaire de la juridiction dans laquelle elle a été constituée, formée ou organisée, n'a pas d'objection à sa demande de licence pour exercer ses activités sur le territoire de l'ECCU et ii) une preuve jugée suffisante par l'ECCB qu'elle est assujettie à un contrôle approfondi sur une base consolidée de la part de l'autorité de contrôle bancaire de la juridiction d'origine. Une institution financière sous licence étrangère doit présenter un rapport à l'ECCB à chaque fois qu'il y a un changement à cet égard.

4.38. Une autorisation écrite de l'ECCB est requise pour la détention ou l'acquisition: i) d'actions d'une institution financière nationale titulaire de licence lorsque celles-ci, ajoutées à une quelconque participation directe ou indirecte existante de la personne concernée, dépassent les seuils de contrôle de 10%, 20% ou 50% du capital social, ou ii) dans le cas d'une institution financière nationale titulaire de licence n'ayant pas de capital social, d'actions dépassant les seuils de contrôle de 10%, 20% ou 50% du total des droits de vote de tous les membres ayant le droit de voter lors d'une assemblée générale de cette institution.

4.39. En octobre 2022, quatre banques commerciales étaient en activité à Saint-Kitts-et-Nevis, dont deux étrangères: une était une filiale d'une banque étrangère constituée en société dans le pays (Republic Bank of Trinidad and Tobago (RBTT Bank (SKN) Ltd)) et une était une succursale d'une banque étrangère (First Caribbean International Bank (Barbados) Ltd (CIBC)). Les deux autres banques étaient des banques à capitaux nationaux constituées en sociétés dans le pays (Bank of Nevis et St. Kitts-Nevis-Anguilla National Bank Ltd.).⁹⁹ En outre, la Banque de développement de Saint-Kitts-et-Nevis, détenue et gérée par l'État (chapitre 21.05) fournit une assistance sous forme de prêts pour la création, le maintien et l'expansion d'entreprises de développement, de petites entreprises manufacturières et de petites entreprises de commerce de détail.

4.40. En mai 2022, les avoirs détenus par les banques commerciales totalisaient 6,33 milliards de XCD, contre 6,51 milliards en décembre 2021 et 6,69 milliards en décembre 2020. À la même date (mai 2022), les dépôts s'élevaient à 4,71 milliards de XCD, tandis que les prêts et les avances avaient augmenté de 10% pour atteindre 2,17 milliards de XCD.¹⁰⁰ Cette augmentation d'environ 10% par rapport aux chiffres de l'année précédente est liée à la reprise du secteur de la construction et d'autres activités en 2021 et 2022 à la suite de la pandémie de COVID-19.

4.41. En 2009, l'ECCB a publié des Directives relatives à la gestion du risque de crédit pour les institutions autorisées à exercer des activités bancaires en vertu de la Loi sur les banques, basées sur les critères de Bâle, qui ont pour but de promouvoir une gestion judicieuse du risque de crédit dans les institutions financières concernées. Ces directives énoncent les prescriptions minimales que doit comporter un programme complet de gestion du risque de crédit, que les institutions devraient élaborer et mettre en œuvre dans le cadre d'une stratégie définie en la matière. Elles reflètent les 17 principes du Comité de Bâle pour la gestion du risque de crédit (septembre 2000). Elles prévoient comme seuils prudentiels un ratio de prêts improductifs (prêts avec retard d'au moins 90 jours, plus découverts improductifs, en pourcentage du total des prêts et avances) de 5%, un ratio de liquidités nettes de 20% et un ratio de fonds propres de 8%.

4.42. Le ratio des prêts improductifs aux prêts bruts dans le secteur bancaire était de 20,9% à la fin de l'année 2021, soit 15,9 points de pourcentage au-dessus de la limite tolérable de l'ECCB, mais 1,8 point de pourcentage en dessous du ratio moyen des cinq années précédentes. L'ECCB a cependant indiqué que les liquidités du système bancaire de la Fédération restaient abondantes à la fin de décembre 2021. À la fin de 2021, les provisions constituées pour ces prêts représentaient 41,9%, le ratio de fonds propres était de 22,1%, le ratio liquidités nettes/total des dépôts de 51,1%, le taux de rendement des capitaux propres de 13,3% et le taux de rendement des actifs de 1,9%.¹⁰¹ En particulier, le ratio de liquidités nettes dépassait largement le seuil prudentiel régional fixé à 20%.

⁹⁹ ECCB. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/statistics/core-financial-soundness-indicators-datas/comparative-report>.

¹⁰⁰ ECCB, *Financial Stability Statistics – Selected Core Financial Soundness Indicators for Commercial Banks*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/statistics/core-financial-soundness-indicators-datas/comparative-report>.

¹⁰¹ ECCB, *Financial Stability Statistics – Selected Core Financial Soundness Indicators for Commercial Banks*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/statistics/core-financial-soundness-indicators-datas/comparative-report>.

4.43. Saint-Kitts-et-Nevis possède une banque de développement appartenant à l'État, qui a été créée en vertu de la Loi n° 1 de 1981 sur la Banque de développement de Saint-Kitts-et-Nevis (chapitre 21.05). Cette banque a pour mission de faciliter et de promouvoir l'épargne et l'investissement et d'accorder des prêts et autres formes d'aide financière pour contribuer à la création et au maintien de sociétés de développement ainsi qu'à l'expansion des petites entreprises manufacturières et des petites entreprises de commerce de détail. En 2022, Saint-Kitts-et-Nevis comptait quatre coopératives de crédit, régies par la Loi n° 31 de 2011 sur les sociétés coopératives.

4.44. De nouvelles réglementations en matière de normes industrielles ont été introduites pendant la période à l'examen. Le Règlement de 2020 de Saint-Kitts-et-Nevis sur les services financiers (mise en œuvre des normes industrielles) (modification), SRO n° 41 de 2020, publié le 3 septembre 2020 dans le Journal officiel extraordinaire n° 69 de 2020, fournit des orientations sur la manière de procéder à une évaluation des risques encourus par les entreprises en matière de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive. Les entreprises réglementées devraient aborder ces problèmes selon une approche fondée sur les risques afin de les identifier, de les évaluer et de les comprendre. Cette approche n'est pas facultative; c'est une condition préalable à la mise en œuvre effective des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes. Elle doit faire l'objet d'un suivi permanent et être tenue à jour.

4.3.2.1.2 Assurance

4.45. À la fin de septembre 2022, Saint-Kitts-et-Nevis comptait 13 compagnies d'assurance immatriculées et réglementées, dont 10 agences et 1 succursale de sociétés étrangères, et 2 sociétés constituées dans le pays.¹⁰² Le pays comptait également deux courtiers d'assurance et huit agents d'assurance. Les sociétés d'assurance doivent être inscrites au Registre des assurances du Ministère des finances. L'agrément d'assurance est renouvelé chaque année et est subordonné au paiement d'un droit annuel.

4.46. La Loi n° 8 de 2009 sur les assurances, la Loi n° 10 de 2009 sur les assurances (modification) et la Loi n° 8 de 2011 sur les assurances (modification) constituent le principal cadre juridique du secteur. Ce cadre suit une législation type qui permet son uniformisation avec celui des autres pays membres de l'OECD. La Loi sur les assurances concerne: i) toutes les compagnies d'assurance nationales; ii) toutes les autres compagnies d'assurance, qu'elles soient ou non constituées en société à Saint-Kitts-et-Nevis, qui y exercent tous types d'activités d'assurance; iii) toutes les associations d'assureurs immatriculées pour exercer des activités d'assurance à Saint-Kitts-et-Nevis; iv) tous les intermédiaires d'assurance, constitués ou non en sociétés nationales, exerçant leurs activités à Saint-Kitts-et-Nevis; et v) les régimes de pension privés, qu'ils soient gérés par un administrateur fiduciaire ou par une société de fiducie. Elle est aussi applicable aux activités de réassurance, pour lesquelles les polices sont traitées comme des assurances de la classe et du type auxquels elles auraient appartenu si elles avaient été délivrées par le réassureur.

4.47. La FSRC réglemente les activités d'assurance, et le Directeur du Registre des assurances est chargé de l'administration générale de la Loi. Il doit tenir des registres distincts pour les compagnies d'assurance nationales et étrangères et pour les associations d'assureurs. L'immatriculation en tant qu'entité d'un de ces trois types est une condition préalable à la fourniture de services d'assurance. Les entreprises locales doivent être constituées en société et les entreprises étrangères doivent être immatriculées (en tant que société étrangère) au Registre des sociétés. Les agréments pour la fourniture de services d'assurance sont accordés pour un an et sont renouvelables moyennant le paiement de la redevance annuelle prescrite. Toutes les compagnies doivent avoir un fonds d'assurance équivalant au montant de leurs engagements. Les dépôts obligatoires et le fonds d'assurance doivent être approuvés par le Directeur du Registre des assurances.

4.48. Une demande d'immatriculation donne lieu à des frais de dossier de 1 500 XCD, qui restent inchangés depuis le dernier examen. Les entreprises immatriculées doivent ensuite payer une redevance annuelle de 2 500 XCD pour les sociétés nationales et de 5 000 XCD pour les sociétés étrangères. Ces redevances ne concernent pas les compagnies de réassurance. Les fournisseurs de services d'assurance immatriculés (particuliers-courtiers, experts en sinistres et agents) doivent

¹⁰² FSRC, *Domestic Insurance*. Adresse consultée: <https://www.fsrc.kn/regulated-entities/domestic-insurance>.

payer chaque année 1 000 XCD et les représentants commerciaux 500 XCD. L'immatriculation d'un régime de pension est soumise au versement d'une redevance de 1 000 XCD.¹⁰³

4.49. Une compagnie d'assurance étrangère doit avoir un bureau principal à Saint-Kitts-et-Nevis et doit désigner, par voie de procuration, un ressortissant de Saint-Kitts-et-Nevis pour y être son représentant principal. Les sociétés étrangères (société mère ou filiale) ont le droit d'établir des succursales. Pour les sociétés résultant de fusions, il faut que les activités d'assurance aient été exercées dans le pays d'immatriculation pendant au moins trois ans avant la date de la demande d'agrément à Saint-Kitts-et-Nevis. Aucune prescription en matière de citoyenneté ne s'applique aux gestionnaires et administrateurs de sociétés d'assurance. Aucune restriction d'ordre juridique n'interdit à des sociétés établies à l'étranger d'offrir des garanties d'assurance aux ressortissants nationaux.

4.50. Les assureurs sont soumis à un dépôt obligatoire de 1 million de XCD pour l'assurance à long terme. Le dépôt requis pour les compagnies d'assurance autres que celles exerçant une activité d'assurance à long terme ou d'assurance automobile est de 500 000 XCD ou de 40% des primes encaissées moins le montant versé pour la réassurance (pour les entreprises de la Fédération), le montant le plus élevé étant retenu.

4.51. Les exigences de fonds propres varient selon l'origine de la compagnie d'assurance. Les compagnies nationales doivent avoir un capital social, entièrement libéré en espèces, d'au moins 2 millions de XCD; les compagnies étrangères doivent avoir un capital social mondial, entièrement libéré en espèces, d'au moins 5 millions de XCD. Les sociétés mutualistes doivent avoir des réserves disponibles d'au moins 5 millions de XCD. La loi contient aussi des dispositions détaillées en matière d'insolvabilité et d'intervention.

4.52. Tous les assureurs doivent payer une taxe annuelle correspondant à 5% des primes d'assurance autres que sur la vie pour les polices souscrites ou applicables à Saint-Kitts-et-Nevis. Les particuliers et les sociétés qui effectuent des paiements en faveur de personnes établies à l'extérieur du territoire de Saint-Kitts doivent déduire une retenue fiscale de 10% sur les primes d'assurance autres que sur la vie. Cette retenue fiscale ne s'applique pas aux primes de réassurance.

4.3.2.2 Services financiers offshore

4.53. La FSRC est l'organisme qui réglemente en dernier ressort les services financiers non bancaires aussi bien à Saint-Kitts qu'à Nevis. Dans les deux îles, elle exerce des activités de réglementation et de surveillance dans ses sphères de compétence, notamment l'application des dispositions législatives relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent. L'ECCB assure la surveillance des banques offshore à Saint-Kitts-et-Nevis dans l'optique de la conformité. La SKNFIU enquête sur les opérations des institutions financières ou des particuliers soupçonnés d'être impliqués dans des activités de blanchiment de capitaux ou des activités terroristes.

4.54. Il incombe au Département de la réglementation et de la surveillance des services financiers de Nevis (le représentant de la FSRC dans l'île) d'autoriser et d'agréer les personnes morales ou physiques qui désirent fournir des services financiers, ainsi que de surveiller la fourniture, par des entreprises, de services financiers réglementés à ou depuis Nevis. Le Département est également chargé d'enregistrer, par l'entremise du Registre des sociétés, toutes les sociétés internationales pour l'établissement de fiducies, de fonds communs de placement et de fondations, ainsi que les sociétés d'assurance internationales.

4.55. Il n'existe aucune banque offshore agréée à Saint-Kitts; une banque offshore (l'International Bank of Nevis) est enregistrée à Nevis. Les sociétés d'assurance captives agréées, des sociétés américaines et canadiennes pour la plupart, sont au nombre d'environ 200 à Saint-Kitts et de quelque 130 à Nevis.¹⁰⁴ La FSRC régit neuf entreprises de transfert de fonds (avances et transferts

¹⁰³ FSRC, *Registration of a New Insurance Company*. Adresse consultée: <https://www.fsrc.kn/insurance/domestic-insurance/registration-of-a-new-insurance-company>.

¹⁰⁴ Renseignements communiqués par les autorités; et FSRC de Nevis, *Regulated Entities: Captive Insurance Companies*. Adresse consultée: <https://www.nevisfsrc.com/regulated-entities/#captive-insurance-companies>.

de fonds et opérations de change)¹⁰⁵, qui sont réglementées par la Loi n° 26 de 2008 sur les entreprises de transfert de fonds et la Loi n° 3 de 2020 sur les entreprises de transfert de fonds (modification).

4.56. Les banques et sociétés d'assurance offshore sont réglementées à Saint-Kitts par la Loi n° 22 de 1996 sur les sociétés (telle que modifiée), la Loi de 1996 sur les sociétés en commandite simple, la Loi n° 12 de 2006 les sociétés d'assurance captives et la Loi n° 13 de 2018 sur les sociétés d'assurance captives (modification).¹⁰⁶ Les sociétés et les sociétés en commandite simple qui assurent des services financiers offshore sont exonérées de tout impôt si leur clientèle est exclusivement constituée de non-résidents. Les sociétés d'assurance captives ne peuvent garantir que des risques à l'étranger. Il existe trois types de sociétés d'assurance captives: i) les sociétés d'assurance captives pures garantissent les risques que supportent leur société mère et les sociétés affiliées ou les entreprises non affiliées contrôlées; ii) les sociétés d'assurance captives d'associations garantissent les risques que supportent les organisations membres de leur association et leurs sociétés affiliées; et iii) les sociétés d'assurance captives de groupe garantissent les risques que supportent la société mère, les propriétaires et les personnes affiliées, les risques garantis des personnes non affiliées ne devant pas dépasser un tiers.

4.57. La création d'une société d'assurance captive présente plusieurs avantages, parmi lesquels la réduction des coûts au minimum grâce à l'élimination d'une grande partie des frais d'administration des sociétés d'assurance traditionnelles; l'accès au marché de la réassurance à moindre coût; la conservation des bénéfices qui auraient autrement été versés aux assureurs commerciaux (primes supérieures aux montants remboursés pour couvrir les pertes); la réduction des risques grâce au choix d'assurés présentant un profil à faible risque et la possibilité d'assurer des risques qui ne seraient autrement pas assurables.¹⁰⁷

4.58. La Loi sur les sociétés d'assurance, chapitre 21.2, a été modifiée en 2018 par la Loi de 2018 sur les sociétés d'assurance captives (modification), publiée le 28 décembre 2018 dans le Journal officiel extraordinaire n° 67 de 2018, et établit que le gestionnaire d'une société d'assurance captive doit être un gestionnaire d'assurances qui est une personne morale autorisée à exercer des activités d'assurance. Les redevances pour les sociétés d'assurance captives ont également été révisées. Les demandes d'agrément au titre de la Loi doivent fournir une description du plan d'activité triennal de la société et inclure des renseignements sur tous les bénéficiaires effectifs, administrateurs et actionnaires principaux. Elles doivent aussi fournir des preuves quant au montant et aux liquidités de ses actifs par rapport aux risques à assumer; à l'expertise de la personne ou des personnes qui géreront la société; à la solidité globale de son plan d'activité; et de l'adéquation des programmes de prévention des pertes de ses assurés. Les exigences minimales en matière de capital net d'obligations varient selon le type de société: pour les sociétés d'assurance captives pures, elles sont de 607 000 XCD (54 000 XCD pour les petites sociétés); pour les sociétés d'assurance captives d'associations, de 810 000 XCD (67 000 XCD); et pour les sociétés d'assurance captives de groupe, de 1,08 million de XCD (81 000 XCD).¹⁰⁸

4.59. L'Ordonnance de Nevis n° 1 de 2014 sur les services bancaires internationaux, le SRO n° 4 de 2014, ainsi que le Règlement de Nevis de 2015 sur les services bancaires internationaux et le Règlement de 2021 de Nevis sur les services bancaires internationaux réglementent les activités bancaires offshore à Nevis. L'Ordonnance définit les services bancaires internationaux comme: i) la réception de fonds étrangers par a) l'acceptation de dépôts en monnaie étrangère, payables sur demande ou après une période déterminée, ou après préavis; b) la vente ou le placement d'obligations, de certificats, de billets ou d'autres titres de créances ou valeurs étrangers; ou c) toute autre activité similaire impliquant des fonds étrangers ou des valeurs mobilières étrangères; et ii) l'utilisation totale ou partielle de fonds étrangers acquis de cette manière pour des prêts, des

¹⁰⁵ FSRC, *Regulated Entities: Money Services Businesses*. Adresse consultée: <https://www.fsrc.kn/regulated-entities/money-services-businesses>.

¹⁰⁶ Loi n° 12 de 2006 sur les sociétés d'assurance captives. Adresse consultée: <http://fsrc.kn/sites/fsrc.kn/files/Law%20Library/Laws%20Relevant%20to%20Insurance%20Businesses/Captive%20Insurance%20Act.pdf>.

¹⁰⁷ FSRC, *Benefits of Establishing a Captive Insurance Company*. Adresse consultée: <https://www.fsrc.kn/insurance/captive-insurance-companies/benefits-of-establishing-a-captive-insurance-company>.

¹⁰⁸ FSRC, *Licensing Requirements for Captive Insurance Companies*. Adresse consultée: <https://www.fsrc.kn/insurance/captive-insurance-companies/licensing-requirements-for-captive-insurance-companies>.

avances et des investissements à Nevis ou ailleurs. Conformément à l'Ordonnance, le titulaire d'un agrément exerçant des activités bancaires internationales ne doit pas recevoir ou solliciter des fonds d'un résident de Nevis, mais peut recevoir ou solliciter des fonds d'une société enregistrée en vertu de l'Ordonnance de Nevis sur les sociétés commerciales, chapitre 7.01, en tant que société à responsabilité limitée.

4.60. L'Ordonnance établit qu'aucun agrément ne peut être octroyé à un individu. Les agréments ne sont accordés qu'aux sociétés éligibles ou aux banques étrangères admissibles. Un titulaire de licence doit disposer d'un lieu physique à Nevis, approuvé par l'Organisme de réglementation des services bancaires internationaux, qui sera également son siège social. Une société éligible comprend une personne morale, constituée en vertu de l'Ordonnance sur les sociétés, qui est une filiale à part entière d'une banque autochtone de Saint-Kitts-et-Nevis et est réglementée par l'ECCB; ou une filiale d'une banque étrangère admissible qui a été constituée en vertu de l'Ordonnance sur les sociétés; ou une personne morale qui a été constituée en vertu de l'Ordonnance sur les sociétés, dont le directeur général, au moment de la demande d'agrément, a au moins 10 ans d'expérience dans le domaine bancaire ou financier. Une banque étrangère admissible est définie comme une banque disposant d'une capitalisation et d'actifs adéquats, qui est autorisée à offrir des services bancaires nationaux dans la juridiction où elle a été constituée, ou une institution financière qui est directement ou indirectement une filiale à part entière d'une banque étrangère.¹⁰⁹ Lorsqu'une demande est présentée et que toutes les exigences sont satisfaites, un agrément sera octroyé moyennant le paiement d'un droit d'agrément déterminé.

4.61. L'Ordonnance permet d'identifier tous les administrateurs, les bénéficiaires effectifs et les cadres supérieurs d'une banque internationale à Nevis et d'enquêter à leur sujet. Seules les personnes qualifiées seront autorisées à occuper un poste d'administrateur, de cadre supérieur, de bénéficiaire effectif ou d'actionnaire dans une banque internationale.¹¹⁰ Les Directives du Département des services financiers de Nevis (réglementation et surveillance), fondées sur les lignes directrices du Comité de Bâle, s'appliquent lors de la création d'une banque internationale. Une personne souhaitant obtenir un agrément doit soumettre une demande au Ministère des finances au moyen du formulaire correspondant. Le processus est mené à bien par le représentant de la FSRC à Nevis. L'approbation de l'agrément bancaire et subordonné à la constitution en société et à la capitalisation de la société. L'Ordonnance prévoit des exigences minimales de fonds propres, qui doivent être d'au moins 2 millions de XCD. En outre, chaque banque doit aussi avoir déposé ou investi 200 000 USD dans des bons du Trésor ou des obligations et des titres de créance émis par le gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis ou par l'Administration de l'île de Nevis; des dépôts auprès d'une banque titulaire d'un agrément en vertu de la Loi sur les banques; ou des dépôts auprès d'une institution financière approuvée par le Ministère. De plus, elle doit conserver un fonds de réserve sur lequel elle transfère au moins 25% de ses profits nets chaque année, avant le versement de tout dividende, chaque fois que le montant de ce fonds de réserve est inférieur au capital libéré de la banque internationale. Les autorités ont indiqué que les Lignes directrices sur la saine gestion des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire étaient appliquées.

4.62. Le secteur des assurances offshore est réglementé par l'Ordonnance de Nevis de 2004 sur les assurances internationales offshore, telle que modifiée par l'Ordonnance de Nevis sur les assurances internationales (modification) en 2006 et 2009; le Règlement de Nevis de 2004 sur les assurances internationales et le Règlement de Nevis de 2006 sur les assurances internationales; le Règlement de Nevis de 2014 sur les assurances internationales (modification), le Règlement de Nevis de 2021 sur les assurances internationales et l'Ordonnance de Nevis de 2021 sur les assurances internationales (modification).¹¹¹ Les sociétés d'assurance offshore doivent être inscrites au Registre des assurances internationales de Nevis, et à ce titre, elles doivent avoir un bureau à Nevis et y compter soit un gestionnaire, soit un mandataire enregistré désigné. Il n'y a pas d'obligation de citoyenneté pour les administrateurs des sociétés d'assurance captives. Le montant minimum du

¹⁰⁹ Ordonnance de Nevis sur les services bancaires internationaux, 2014. Adresse consultée: https://www.nevisfsrc.com/themencode-pdf-viewer-sc/?tnc_pvfw=ZmlsZT0vd3AtY29udGVudC91cGxvYWRzLzIwMTQvMTIvbmV2aXMtaW50ZXJuYXRpb25hbC1iYW5r.

¹¹⁰ Directives du Département des services financiers de Nevis (réglementation et surveillance). Adresse consultée: https://www.nevisfsrc.com/themencode-pdf-viewer-sc/?tnc_pvfw=ZmlsZT0vd3AtY29udGVudC91cGxvYWRzLzIwMTQvMTIvbmV2aXMtaW50ZXJuYXRpb25hbC1iYW5rZW5nLWd1aWRlbGluZXMtZG9jLnBkZiZzZXRoW5ncz0xMTEwMTExMTExMSZsYW5nPWVuLVVT#page=&zoo m=auto&pagemode=1.

¹¹¹ FSRC de Nevis, *Insurance*. Adresse consultée: <https://www.nevisfsrc.com/services/insurance/>.

capital libéré est de 185 000 USD pour l'assurance à long terme et les assurances générales, et de 75 000 USD pour la réassurance. Des montants moindres sont exigés dans le cas des sociétés d'assurance captives et des sociétés de réassurance alliées et, lorsqu'une société est active dans plus d'une catégorie d'assurance, les montants minimaux de capital libéré sont agrégés.¹¹² Les sociétés d'assurance offshore sont exonérées de l'impôt sur le revenu et du droit de timbre. De plus, une exigence de marge de solvabilité s'applique: si la société n'offre pas d'assurance à long terme, la marge de solvabilité minimale doit représenter au moins 20% des primes retenues nettes si celles-ci ne dépassent pas 5 millions d'USD; lorsqu'elles sont supérieures à ce montant, le montant prescrit s'élève à 1 million d'USD plus 10% de l'écart entre le montant de la prime et 5 millions d'USD. Les droits de demande d'agrément, d'enregistrement et de renouvellement d'agrément sont indiqués dans le Règlement de Nevis sur les assurances internationales: les droits d'enregistrement sont compris entre 1 000 et 3 000 USD selon le type de société.

4.63. À la fin de l'année 2020, l'Administration des contributions de Saint-Kitts-et-Nevis a publié des orientations concernant le traitement des sociétés internationales en matière d'impôt fédéral. Les sociétés gérées et contrôlées en dehors de la Fédération qui ne disposent pas d'un établissement permanent à Saint-Kitts-et-Nevis (mais seulement d'un siège social et d'un agent enregistré) sont considérées comme non résidentes et ne sont soumises à l'impôt que sur les revenus provenant de Saint-Kitts-et-Nevis. Ces orientations sont en train d'être converties en législation.

4.3.3 Télécommunications et autres communications électroniques

4.64. Le secteur des communications électroniques de Saint-Kitts-et-Nevis est ouvert à l'investissement étranger; les investisseurs étrangers bénéficient du traitement national. Il n'y a pas de limites à la participation étrangère dans les sociétés ni de prescription en matière de citoyenneté pour les administrateurs. Cependant, tout titulaire d'une licence de communications électroniques doit être enregistré et établi en tant que société dans le pays.

4.65. Saint-Kitts-et-Nevis n'a pas participé aux négociations qui ont repris dans le cadre de l'OMC sur les services de télécommunication de base. Le pays a cependant inscrit dans sa Liste annexée à l'AGCS des engagements concernant la fourniture de certains services de télécommunication à valeur ajoutée, parmi lesquels figurent le courrier électronique, la messagerie vocale et l'information en ligne et le traitement des données, qui sont tous consolidés sans limitations, sauf en ce qui concerne la présence de personnes physiques. Le secteur des communications électroniques ne bénéficie d'aucune incitation fiscale.

4.66. La formulation de la politique en matière de télécommunication et de communication électroniques en général relève du Ministère des télécommunications. La Commission nationale de réglementation des télécommunications (NTRC) de Saint-Kitts-et-Nevis est chargée de la réglementation du secteur. À l'échelle régionale, l'Autorité des télécommunications des Caraïbes orientales (ECTEL) joue un rôle important de conseil et de coordination des politiques (rapport commun). La NTRC a été créée en vertu du Traité établissant l'ECTEL et de la Loi n° 2 de 2000 sur les télécommunications pour réglementer le marché libéralisé des télécommunications à Saint-Kitts-et-Nevis en collaboration avec l'ECTEL, pour veiller à ce que les pratiques concurrentielles des fournisseurs soient loyales et pour promouvoir et maintenir des services de qualité à des prix compétitifs pour les consommateurs. La nouvelle Loi sur les communications électroniques, adoptée en 2021, a confirmé le rôle de la NTRC en tant qu'organisme de réglementation du secteur, y compris pour ce qui est de l'utilisation du spectre radioélectrique, conjointement avec l'ECTEL, ainsi que la répartition et l'enregistrement des fréquences radio utilisées par toutes les stations à Saint-Kitts-et-Nevis et par tous les bateaux, aéronefs et navires immatriculés à Saint-Kitts-et-Nevis.¹¹³

¹¹² Les montants sont les suivants: 10 000 USD lorsque la société d'assurance captive ne compte que un propriétaire, 20 000 USD lorsqu'il y a moins de cinq copropriétaires, 50 000 USD lorsqu'il y a au moins cinq copropriétaires, et 10 000 USD pour une société de réassurance alliée et une société d'assurance de rente alliée. Une "société de réassurance alliée" est une société qui mène des activités d'assurance lorsque le réassureur immatriculé est allié à un assureur primaire qui fait généralement souscrire des contrats d'assurance dans le cadre de ses activités normales, le réassureur allié n'acceptant que les risques et les primes de cet assureur primaire. Une société d'assurance captive a comme client une société parente ou affiliée de l'assureur immatriculé ou une personne à laquelle l'assureur immatriculé est autorisé par le Directeur du Registre à fournir des services d'assurance.

¹¹³ NTRC. Adresse consultée: <http://ntrc.kn>.

4.67. Le principal texte législatif régissant le secteur jusqu'en 2021 était la Loi n° 2 de 2000 sur les télécommunications (modifiée par la Loi n° 12 de 2000 et la Loi n° 11 de 2011), qui a déréglementé le secteur et l'a ouvert à la concurrence. La Loi sur les télécommunications, avec ses modifications, avait essentiellement la même teneur que les lois sur les télécommunications des autres pays de l'OECO membres de l'ECTEL. Elle énonçait les critères régissant l'octroi d'une licence, les conditions de service universel dont l'application était autorisée et les procédures de conclusion des accords d'interconnexion. Il existait également un certain nombre de règlements établis par des SRO. La Loi n° 3 de 2020 sur les communications électroniques, adoptée le 18 février 2021 et publiée dans le Journal officiel extraordinaire n° 13 de 2021 le 19 mars 2021 a abrogé la Loi sur les télécommunications, chapitre 16.05, et le Règlement sur les télécommunications (licences et autorisations).

4.68. Le processus de remplacement des lois sur les télécommunications en vigueur dans les États contractants de l'ECTEL par le nouveau projet de loi sur les communications électroniques a commencé en 2009. Ce projet de loi comprend entre autres des dispositions visant à étendre le champ d'application de la réglementation des télécommunications aux communications électroniques et à aborder des questions telles que les fusions et les acquisitions dans les États contractants de l'ECTEL, la préservation d'un Internet ouvert avec l'adoption de dispositions relatives à la neutralité du réseau, la création de commissions nationales de réglementation des télécommunications (NTRC) en tant que personnes morales, la création d'un tribunal indépendant des NTRC pour connaître des différends non résolus entre fournisseurs et clients de télécommunications et l'inclusion de sanctions supplémentaires en cas d'infraction à la législation.¹¹⁴ Saint-Kitts-et-Nevis était le premier pays de l'OECO à adopter, le 18 février 2021, la Loi n° 3 de 2020 sur les communications électroniques, publiée au Journal officiel extraordinaire n° 13 de 2021 le 19 mars 2021.¹¹⁵

4.69. La Loi sur les communications électroniques a pour principal objet de donner effet aux objectifs du Traité établissant l'Autorité des télécommunications des Caraïbes orientales, signé à Saint-Georges (Grenade) le 4 mai 2000, et de réglementer le service de communications électroniques et le réseau de communications électroniques de Saint-Kitts-et-Nevis. Les objectifs de la Loi sont les suivants: i) garantir que les politiques relatives à la gestion des communications électroniques soient conformes aux recommandations de l'ECTEL; ii) veiller à la préservation de l'intérêt public et de la sécurité nationale; iii) garantir la protection des consommateurs et la satisfaction des besoins de tous les utilisateurs, y compris des utilisateurs handicapés et des personnes âgées ou ayant des besoins particuliers, en termes d'accès à un service et à une installation de communications électroniques; iv) veiller à ce que les titulaires de licences respectent la protection des données personnelles, le secret de la correspondance et le principe de neutralité du réseau; v) garantir l'absence de discrimination en matière d'acheminement du trafic et d'accès à un service de communications électroniques; vi) veiller à ce que les particuliers puissent accéder à des informations et les diffuser, et accéder à des applications et à un service de communications électronique de leur choix; vii) garantir l'application de normes adéquates pour l'exploitation d'un réseau de services de communications électroniques; viii) assurer le développement global des communications électroniques dans l'intérêt du développement durable de Saint-Kitts-et-Nevis; ix) promouvoir et préserver des pratiques équitables et efficaces sur le marché et une concurrence durable entre les titulaires de licences; x) encourager, promouvoir, faciliter et contribuer de toute autre manière au développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité dans le domaine des communications électroniques à Saint-Kitts-et-Nevis; xi) mettre en place un système d'octroi de licences qui soit adapté aux changements dans le domaine des communications électroniques; xii) assurer la fourniture de communications électroniques à des tarifs compatibles avec l'efficacité de ce service; xiii) permettre l'exercice de fonctions de réglementation en ce qui concerne la détermination et l'approbation des prix, des tarifs et des frais pour la fourniture de services de communications électroniques; xiv) assurer l'utilisation effective et efficace du spectre; et xv) assurer la possibilité d'utiliser tous les types de technologies et tous les types de services de communications électroniques dans les bandes de fréquences disponibles pour ces services, sous réserve de faisabilité technique.

¹¹⁴ ECTEL (2021), "The Federation of St. Kitts and Nevis Passes Electronic Communications (EC) Act", 2 mars. Adresse consultée: <https://www.ectel.int/the-federation-of-st-kitts-and-nevis-passes-electronic-communications-ec-act/>.

¹¹⁵ La Loi est consultable à l'adresse suivante: <https://www.ntrc.kn/wp-content/uploads/2021/05/Electronic-Communications-Act-No.-3-of-2021.pdf>.

4.70. Selon la Loi, la NTRC reste l'organisme de réglementation national. Ses fonctions, telles que définies par la Loi sur les communications électroniques sont les suivantes: i) conseiller le Ministre sur la formulation de la politique nationale en matière de communications électroniques dans le but d'assurer un développement efficace, économique et harmonisé des communications électroniques à Saint-Kitts-et-Nevis; ii) veiller à ce que Saint-Kitts-et-Nevis respecte les obligations internationales en matière de communications électroniques; iii) assumer la responsabilité en matière de réglementation technique relative aux communications électroniques et d'élaboration des normes techniques dans le domaine, et veiller à leur compatibilité avec les normes internationales; iv) mettre en place et gérer un Plan national de numérotage pour l'attribution des numéros; v) réglementer les tarifs du service de communications électroniques, y compris le tarif de détail, conformément aux régimes de réglementation des tarifs prescrits si: a) un service de communications électroniques est fourni par un seul titulaire de licence ou est fourni avec un ensemble de services où au moins un service de communications électroniques n'est pas en concurrence; b) un service de communications électroniques est fourni dans le cadre du service et de l'accès universels; c) un titulaire de licence ou un groupe de titulaires de licence a une position de force sur un marché donné; d) un titulaire ayant une position de force sur le marché subventionne de manière croisée un service de communications électroniques; e) il existe des preuves de tarification ou de comportement anticoncurrentiel; ou f) une telle réglementation est nécessaire dans l'intérêt public; vi) recevoir des redevances; vii) recevoir et évaluer les demandes et faire des recommandations pour l'octroi de licences de catégorie, et transmettre les demandes de licences individuelles et d'autorisations de fréquences à l'ECTEL; viii) préparer les licences, les autorisations de fréquences et les autres documents pertinents en vue de leur signature par le Ministre; ix) contrôler et faire en sorte que les titulaires de licences ou d'autorisations de fréquences respectent les conditions qui y sont liées; x) veiller au respect des conditions d'interconnexion ou des accords d'accès; et xi) enquêter sur les plaintes relatives aux brouillages préjudiciables et les résoudre.¹¹⁶

4.71. La Loi sur les communications électroniques contient également des procédures détaillées concernant les licences et les autorisations de fréquences. Lorsqu'elle formule une recommandation d'octroi de licence, la NTRC doit tenir compte: i) des objectifs du Traité de Saint-Georges; ii) de l'objectif de service et d'accès universels, y compris la fourniture d'un accès à Internet pour répondre à des demandes raisonnables à des prix abordables; iii) de la protection des intérêts des particuliers, des acheteurs et des autres utilisateurs du service de communications électroniques; iv) de la promotion de la concurrence entre les titulaires de licences; v) de la promotion de la R&D et de la mise en place d'un nouveau service de communications électroniques; v) de l'encouragement des investisseurs étrangers et nationaux à investir dans les communications électroniques; vii) des exigences techniques et financières pertinentes; viii) de la nécessité de sauvegarder l'intérêt public et la sécurité nationale, et ix) de la catégorie spécifique à laquelle appartient la personne présentant la demande.

4.72. En mars 2022, 6 opérateurs fournissaient des services de téléphonie fixe, mobile, à large bande, de télévision par abonnement et de câble sous-marin, et 11 licences individuelles avaient été délivrées et étaient utilisées: 3 d'entre elles avaient été octroyées à des opérateurs de services publics fixes (Cable and Wireless (LIME), The Cable, et Caribbean Cable Communications); 3 à des opérateurs de services publics mobiles (Cable and Wireless (LIME), DIGICEL, et UTS-CariGlobe Mobile); 3 à des opérateurs de réseau à large bande (Cable and Wireless (LIME), The Cable, et Caribbean Cable Communications); et 2 à des opérateurs de câbles sous-marins (Cable and Wireless (LIME) et Southern Caribbean Fibre).¹¹⁷

4.73. Il existe trois types de licences: i) la licence individuelle; ii) la licence de catégorie; et iii) la catégorie ou sous-catégorie de licence recommandée par l'ECTEL. Le titulaire d'une licence individuelle est autorisé à déployer ou à exploiter tout réseau de communications électroniques basé sur des installations et à fournir tout service de communications électroniques conforme à sa licence individuelle. Le titulaire d'une licence par catégorie est autorisé à fournir le service de communications électroniques visé dans sa licence de catégorie. Les licences sont valables pour la période qui y est spécifiée. La Loi sur les communications électroniques établit que l'ECTEL doit procéder à une évaluation périodique du secteur des communications électroniques et, lors du renouvellement d'une licence ou d'une autorisation de fréquence, conseiller le Ministre sur la

¹¹⁶ Loi n° 3 de 2021 sur les communications électroniques. Adresse consultée: <https://www.ntrc.kn/wp-content/uploads/2021/05/Electronic-Communications-Act-No.-3-of-2021.pdf>.

¹¹⁷ ECTEL (2021), *Annual Electronic Communications Sector Review 2019-2020*. Adresse consultée: <https://www.ectel.int/wp-content/uploads/2021/10/Final-2020-AECSR-Report-12.Oct..2021-1.pdf>.

nécessité de modifier les termes et conditions en raison d'un changement sur le marché ou dans le secteur, d'une technologie nouvelle ou émergente, ou du développement général des communications électroniques à Saint-Kitts-et-Nevis. La NTRC doit tenir un registre de tous les titulaires de licences.

4.74. Les licences pour les télécommunications publiques mobiles, les télécommunications publiques fixes, la radiomessagerie publique et la fourniture de services Internet donnent lieu à des frais de dossier de 1 000 XCD, à une redevance initiale de 20 000 XCD et à une redevance annuelle correspondant à 3% des recettes brutes. Les licences d'atterrissage de câbles sous-marins donnent lieu à des frais de dossier de 1 000 XCD, à une redevance initiale de 50 000 XCD et à une redevance annuelle de 50 000 XCD.

4.75. Saint-Kitts-et-Nevis enregistre la plus forte pénétration de la téléphonie mobile des États membres de l'ECTEL, mais une baisse a été observée depuis le pic atteint en 2016 et 2017 (tableau 4.1). En 2020, le taux de pénétration de la téléphonie mobile était de 127%, soit 32 points de pourcentage de moins qu'en 2017, ce qui s'explique en partie par la prolifération de nouvelles applications et technologies et par l'intensification de la concurrence. Auparavant, de nombreux utilisateurs avaient besoin de deux téléphones de fournisseurs différents pour pouvoir appeler à moindre coût les utilisateurs des divers fournisseurs. La pénétration de l'Internet mobile à large bande a connu une augmentation spectaculaire pendant la période considérée, et le ratio est actuellement proche de 100%. Le taux de pénétration des services fixes à large bande était de 44% en 2020.¹¹⁸

Tableau 4.1 Statistiques relatives aux télécommunications, 2016-2020

	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes des fournisseurs (millions de XCD)	140	134	132	122	120
Pénétration de la téléphonie fixe (%)	36	36	32	33	33
Pénétration de la téléphonie mobile (%)	159	159	147	133	127
Pénétration de l'Internet fixe à large bande (%)	29	32	34	42	44
Pénétration de l'Internet mobile à large bande (%)	89	75	72	100	93
Investissements (millions de XCD)	27	14	25	13	19
Emplois	133	136	143	150	155
Trafic local généré par les lignes fixes (millions de minutes)	43	21	20	18	15
Trafic local généré par les lignes mobiles (millions de minutes)	107	101	103	103	92
Trafic international entrant (lignes fixes et mobiles) (millions de minutes)	7	6	6	4	4
Trafic international sortant (fixe et mobile) (millions de minutes)	20	12	12	11	9

Source: ECTEL (2021), *Annual Electronic Communications Sector Review 2019-2020*. Adresse consultée: <https://www.ectel.int/wp-content/uploads/2021/10/Final-2020-AECSR-Report-12.Oct..2021-1.pdf>.

4.76. Les recettes totales provenant du secteur des communications électroniques à Saint-Kitts-et-Nevis atteignaient 120 millions de XCD à la fin du mois de mars 2020. Les services de téléphonie mobile étaient le principal élément des recettes totales (46%), alors que la large bande fixe représentait 31% des recettes totales. Le total des investissements dans le secteur des communications électroniques à Saint-Kitts-et-Nevis s'élevait à 19 millions de XCD à la fin du mois de mars 2020. Des investissements ont été réalisés pour améliorer les réseaux de téléphonie fixe et mobile en vue d'améliorer l'expérience client, la vitesse et la couverture du réseau, ainsi que dans les réseaux hybride fibre-câble coaxial de télévision par abonnement. Le nombre total d'abonnements aux services à large bande fixe était de 21 500 en 2020, ce qui représente une augmentation de 6% par rapport à 2019. La progression des connexions ADSL et des connexions par câble-modem a contribué à la croissance globale des abonnements aux services à large bande fixes.

4.77. En vertu du Traité de Saint-Georges, l'ECTEL est habilitée à recommander l'adoption d'une politique régionale sur la tarification des services de télécommunications. Elle a recommandé à plusieurs reprises la mise en œuvre d'un Plan de plafonnement des prix pour la réglementation des services de téléphonie fixe offerts par Cable & Wireless dans les États membres de l'ECTEL. Ces recommandations figurent dans le Premier Accord sur la réglementation des prix, le Plan de plafonnement des prix de 2004, le Plan de plafonnement des prix de 2010, le Plan de plafonnement

¹¹⁸ ECTEL (2021), *Annual Electronic Communications Sector Review 2019-2020*. Adresse consultée: <https://www.ectel.int/wp-content/uploads/2021/10/Final-2020-AECSR-Report-12.Oct..2021-1.pdf>.

des prix recommandés de 2015, les mesures de sauvegarde des consommateurs de services mobiles de 2021 et le régime de réglementation des prix de détail (RPRR) 2022. Les lois sur les télécommunications de chaque État membre habilite l'Autorité nationale de réglementation des télécommunications à réglementer les prix des services de télécommunication. Ces autorités sont compétentes pour approuver les règles et les lignes directrices établissant comment les tarifs des services de télécommunication réglementés doivent être déterminés ou modifiés par un fournisseur de services dont les tarifs sont réglementés.¹¹⁹

4.78. À Saint-Kitts-et-Nevis, en vertu du Règlement n° 21 de 2015 sur les télécommunications (tarif de détail), les titulaires de licences peuvent fixer leurs propres tarifs de télécommunication sur la base des forces du marché lorsqu'il existe une concurrence effective. Les fournisseurs de services doivent déposer leur proposition de tarif auprès de la NTRC pour approbation dans le cas d'un service réglementé; pour les services non réglementés, une approbation n'est pas requise et une notification suffit. Les tarifs des services de télécommunication sont réglementés par les fournisseurs désignés comme dominants par la NTRC, sur recommandation de l'ECTEL, ou en cas de comportement anticoncurrentiel. Dans ce cas, la NTRC peut imposer des prix plafond, des prix plancher, des marges bénéficiaires réglementées ou des tarifs fondés sur les coûts. Elle peut aussi procéder à la révision de tarifs non réglementés en cas de plaintes des clients. Les tarifs des services réglementés à Saint-Kitts-et-Nevis sont déterminés conformément au RPRR recommandé applicable aux services réglementés fournis par Cable & Wireless Limited (C&W) dans les États membres de l'ECTEL, convenu entre C&W et les États membres de l'ECTEL. Le RPRR est entré en vigueur le 1^{er} mars 2022 et a une durée de quatre ans, jusqu'au 31 décembre 2025, date à laquelle il expirera, à moins que l'ECTEL ne détermine et recommande qu'il soit renouvelé ou remplacé. Le RPRR prévoit des dispositions pour chaque catégorie de service.¹²⁰ Les appels sur lignes fixes et mobiles font l'objet d'une taxe de 5%.

4.79. Saint-Kitts-et-Nevis coordonne ses politiques en matière de commerce électronique avec les autres États de l'OECD et de la CARICOM. Au niveau national, plusieurs projets ont été mis en place ou sont en préparation, notamment le Projet de transformation numérique du gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis (GOSKN), la Stratégie pour les paiements en ligne, le Système d'intégration du registre foncier, le Projet d'infrastructure de réseau d'administration électronique, le Projet de cybersécurité des entreprises, le Projet de développement de l'espace informatique et le Projet de mesure des TIC pour le développement. Les autorités ont indiqué que, pendant la période à l'examen, Saint-Kitts-et-Nevis avait réalisé des progrès en matière de préparation au commerce électronique, notamment pour ce qui était de la mise en œuvre de la législation relative à la protection des données, des transactions électroniques, de la cybersécurité et de la protection des consommateurs, ainsi que des actifs virtuels.

4.3.4 Transport aérien et aéroports

4.80. À Saint-Kitts-et-Nevis, le Ministère des affaires étrangères et de l'aviation est l'autorité compétente en matière de sûreté de l'aviation civile (AVSEC). Le Ministre a délégué la gestion quotidienne des opérations à la Division de l'aviation civile (CAD), qui veille à ce que Saint-Kitts-et-Nevis respecte ses obligations en matière de sécurité et de sûreté de l'aviation civile au titre de la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale. Le Département est chargé d'élaborer, de réformer et de mettre en œuvre la politique de transport aérien de Saint-Kitts-et-Nevis. Les opérateurs actifs dans le secteur doivent disposer d'une licence de transport aérien, qui est examinée et accordée par l'Office des licences de transport aérien. Celui-ci est en outre chargé de définir les taxes d'atterrissage.

4.81. L'AVSEC est chargée: i) de réviser, de mettre à jour et d'appliquer les programmes nationaux de sûreté de l'aviation civile; ii) de coordonner et de faciliter les réunions du Comité national de l'aviation civile; iii) de donner des conseils techniques au Ministre; iv) de mettre en œuvre les

¹¹⁹ ECTEL, *Price Regulation*. Adresse consultée: <https://www.ectel.int/regulatory-framework/price-regulation/>.

¹²⁰ Il existe par exemple un indice général de plafonnement; pour les services réglementés soumis à un indice de plafonnement (PCI), le PCI est défini comme suit: $PCI = I - X \pm Z$, où I = facteur d'inflation (calculé comme la variation de l'année précédente de l'indice des prix à la consommation du pays membre de l'ECTEL concerné, tel que calculé et publié par l'ECCB; X = facteur de compensation de la productivité; et Z = facteurs exogènes (tels que les modifications des coûts d'exploitation sur lesquelles C&W n'a pas aucun contrôle et dont l'ampleur est significative). Pour en savoir plus: *Recommended Retail Price Regulation Regime (RPRR) Applicable to Regulated Services Provided by Cable & Wireless Limited ("C&W") in ECTEL Member State*. Adresse consultée: <https://www.ectel.int/wp-content/uploads/2022/02/RPRR-Guidelines.pdf>.

décisions de politique du Ministre; v) de donner des conseils techniques à l'Autorité des aéroports et des ports maritimes de Saint-Kitts (SCASPA) et à l'Autorité des aéroports et des ports maritimes de Nevis (NASPA) sur les questions relatives à l'aviation civile; vi) d'agir en tant que Coordinatrice nationale de l'aviation civile pour l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et l'Administration de la sécurité des transports; vii) de réaliser des inspections, des tests, des sondages, des audits et des enquêtes sur la sûreté de l'aviation civile dans les aéroports internationaux Robert L. Bradshaw et Vance W. Amory; viii) de renforcer les capacités en matière de sécurité et de sûreté de l'aviation civile; ix) de faciliter le travail de l'Autorité de l'aviation civile des Caraïbes orientales (ECCAA); x) de négocier les accords sur les services aériens; xi) de faciliter et d'approuver les accords de partage de code; xii) de fournir de l'assistance au transport aérien; xiii) de donner des conseils sur les questions d'affrètement; xiv) de représenter Saint-Kitts-et-Nevis lors des réunions régionales et internationales sur la sûreté de l'aviation civile xv) de fournir des conseils et du soutien techniques au secteur national de l'aviation civile.¹²¹

4.82. L'ECCAA est responsable de la surveillance réglementaire en matière de sécurité et de sûreté. Bien qu'aucun texte législatif ne l'interdise, il n'y a pas de participation étrangère à la fourniture de services auxiliaires de transport aérien. Il n'y a pas non plus de restriction à l'investissement étranger en ce qui concerne la propriété des transporteurs constitués en société dans le pays. Il existe toutefois des restrictions juridiques au cabotage dans la mesure où, même s'il n'existe pas de transporteur national, la notion de compagnie aérienne nationale s'étend aux compagnies enregistrées dans d'autres pays de la CARICOM. Les autorités ont indiqué que cette restriction n'était pas appliquée.

4.83. Les objectifs de l'ECCAA sont: i) de réglementer la sécurité et la sûreté de l'aviation civile; ii) d'élaborer des réglementations, des politiques et des pratiques harmonisées en matière d'aviation civile en appliquant les normes et pratiques recommandées de l'OACI de manière uniforme; iii) de mettre en place et de préserver un environnement réglementaire qui favorise la sécurité et l'efficacité dans le secteur de l'aviation civile; iv) de créer un environnement sûr pour le secteur de l'aviation civile; v) de fournir des services d'aviation civile techniques et spécialisés; vi) d'entreprendre et de coordonner des études pour assurer le développement durable de l'aviation civile dans la région; et vii) de collaborer avec des organismes et organisations nationaux, régionaux et internationaux pour favoriser le développement de l'aviation civile.¹²²

4.84. Il existe deux aéroports à Saint-Kitts-et-Nevis: l'aéroport international Robert L. Bradshaw, situé à Saint-Kitts, et l'aéroport international Vance W. Amory, situé à Nevis. Bien que la législation nationale ne l'exige pas, ils sont tous deux propriété de l'État. En 2021, la dernière année pour laquelle des données sont disponibles, un peu plus de 106 400 visiteurs sont arrivés par avion.¹²³ Selon les autorités, la vaste majorité des importations arrive par bateau plutôt que par avion.

4.85. Saint-Kitts-et-Nevis ne compte aucune compagnie aérienne constituée en société dans le pays. Des compagnies basées à l'étranger assurent des liaisons régulières avec le Canada, les États-Unis (Atlanta, Charlotte, Miami et New York), le Royaume-Uni et d'autres destinations des Caraïbes. Les services d'assistance en escale, par exemple les unités de démarrage pneumatique (ASU), les chargeurs de cargaison, les escaliers de piste et les groupes de parc (GPU), peuvent être loués. Des services de fret aérien sont fournis par un certain nombre de transitaires, dont FedEx, DHL et UPS. Les installations de fret comprennent un entrepôt en douane, une zone de transit, une zone réservée au fret national, une station de quarantaine vétérinaire, un poste d'inspection des viandes fraîches et un centre de courrier express.

4.86. La SCASPA est chargée de l'administration de l'aéroport international Robert L. Bradshaw tandis que la NASPA gère l'aéroport international Vance W. Amory. Ces entités fournissent tous les services de gestion aéroportuaire et les services auxiliaires, à l'exception des services d'assistance en escale, qui sont assurés par des sociétés privées locales.

4.87. Les principaux textes législatifs régissant le secteur sont la Loi de 2004 sur l'aviation civile, chapitre 8.03, ainsi que le Règlement de 2004 sur l'aviation civile et la Loi n° 21 de 2021 sur l'aviation civile (modification), publiée le 26 mars 2021 dans le Journal officiel extraordinaire n° 15

¹²¹ Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis. Adresse consultée: <https://www.gov.kn/>.

¹²² ECCAA, *About Us*. Adresse consultée: http://www.eccaa.aero/index.php?option=com_content&view=article&id=49&Itemid=56.

¹²³ Organisation touristique des Caraïbes, *CTO News*. Adresse consultée: <http://www.onecaribbean.org/content/files/>.

de 2021. La Loi énonce les critères à respecter pour obtenir une licence de transport aérien: l'existence d'autres services aériens, les besoins ou la demande satisfaits par le service proposé et tout avantage inéquitable que la personne demandant la licence pourrait avoir par rapport à d'autres opérateurs en raison des conditions d'emploi des salariés. Pour les pays avec lesquels Saint-Kitts-et-Nevis a conclu un accord bilatéral de transport aérien (à l'heure actuelle seulement le Canada et les États-Unis), ces aspects ne sont pas pris en compte, sauf instruction contraire du Ministre. La question de savoir si la compagnie aérienne est apte et disposée à offrir le service, et capable de le faire, est cependant prise en compte.

4.88. La Loi de 2021 établit que l'autorité compétente en matière de sûreté de l'aviation est chargée: i) de mettre en place une organisation responsable de la sûreté et de la doter d'un personnel adéquat; ii) d'élaborer des lois, des réglementations, des programmes, des politiques et des procédures et de veiller à ce que ces prescriptions soient efficaces, appliquées et durables; iii) d'élaborer des politiques et des exigences en matière de sûreté de l'aviation qui soient conformes aux normes et pratiques recommandées figurant dans l'Annexe 17 et les dispositions relatives à la sûreté de l'Annexe 9 à la Convention de l'OACI; iv) de publier des décrets, des ordonnances, des circulaires ou des directives pour exiger la mise en œuvre immédiate de mesures de sûreté; v) de superviser la mise en œuvre des politiques et des exigences en matière de sûreté de l'aviation; vi) d'autoriser les instances compétentes à effectuer des inspections, des enquêtes, des audits et des tests afin de déterminer si la législation applicable est respectée et de contrôler l'efficacité du Programme national de sûreté de l'aviation civile et du Programme national de facilitation du transport par l'aviation civile par des fonctions de contrôle qualité; vii) d'imposer le respect des politiques et des exigences en matière de sûreté de l'aviation si des lacunes sont identifiées; et viii) d'établir et d'appliquer des règles, des réglementations et des procédures en matière de sûreté de l'aviation, par exemple pour ce qui est de la détermination des zones de sûreté à accès réglementé et de la compétence pour contrôler ou fouiller les passagers et les bagages.

4.89. Saint-Kitts-et-Nevis perçoit une taxe de voyage, une taxe de départ et d'arrivée, et une taxe sur les croisiéristes.

4.90. Saint-Kitts-et-Nevis est un État contractant de l'OACI. Il a conclu un Accord de services aériens bilatéral avec le Canada qui est enregistré auprès de l'OACI. Il a également signé un accord de ciel ouvert avec le Royaume-Uni en 2009 et avec les États-Unis en 2012.

4.3.5 Transport maritime et ports

4.91. Saint-Kitts-et-Nevis a inscrit des engagements sur "l'immatriculation des navires en vue du contrôle, de la réglementation et du développement ordonné du transport maritime commercial" sous réserve de certaines prescriptions d'immatriculation dans sa liste AGCS.¹²⁴

4.92. Le transport maritime est important pour l'économie: quelque 95% des produits importés et la plupart des exportations agricoles sont acheminés par navire. Saint-Kitts-et-Nevis a un registre maritime international et tire des recettes considérables du Registre maritime national. Le pays a adhéré à l'Organisation maritime internationale en 2001 et a signé depuis un certain nombre de ses conventions internationales.¹²⁵

4.93. Le principal port de Saint-Kitts est celui de Basseterre, détenu et administré par l'entreprise publique SCASPA. Le principal port de Nevis est celui de Charlestown, détenu et géré par la NASPA. Chacun de ces organismes a le monopole de la fourniture des services portuaires, et l'approbation de l'organisme compétent est exigée pour le chargement et le déchargement des marchandises générales.

¹²⁴ Document de l'OMC GATS/SC/119 du 16 novembre 1995.

¹²⁵ Saint-Kitts-et-Nevis a, entre autres, adhéré aux conventions suivantes de l'OMI: Convention de 1948 portant création de l'OMI, modifiée en 1991 et 1993; Convention SOLAS de 1974 et Protocoles de 1978 et 1988; STCW 1978; MARPOL 73/78; 1966 LL; Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge (Protocole LL 1988); COLREG 72, 1972; Convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires (ITC 1969); Protocole CLC de 1992 (CLC 69 et CLC 92); et SAR, 1979. Pour la liste complète, voir OMI, *État des conventions*. Adresse consultée: <https://www.imo.org/fr/About/Conventions/Pages/StatusOfConventions.aspx>.

4.94. La responsabilité globale de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de transport maritime incombe au Ministre des transports, actuellement rattaché au Ministère du tourisme, du travail, de l'aviation civile et du développement urbain. Le Département des affaires maritimes et l'autorité nationale maritime chargée de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière maritime; il dirige, coordonne et surveille les activités maritimes, exerçant sa compétence en tant qu'état du port, état du pavillon et état côtier. Il a également le pouvoir juridictionnel d'enquêter sur les questions relatives aux catastrophes maritimes, et le pouvoir administratif d'enquêter et de sanctionner les violations des normes de la marine marchande de son ressort. Il représente le gouvernement à l'occasion de conférences et de forums internationaux consacrés aux activités maritimes, et assure des services de conseil pour tout ce qui concerne le transport maritime. Le Ministre peut désigner des représentants spéciaux pour la navigation et les affaires maritimes conformément à la Loi sur la marine marchande (Accord du Commonwealth), chapitre 7.05.

4.95. Le Registre maritime international de Saint-Kitts-et-Nevis (SKANReg), un registre international ouvert ayant son siège opérationnel à Londres, relève du Département des affaires maritimes. Il est opérationnel depuis 2005 et, à la fin de 2019, il avait immatriculé plus de 2 500 navires et des cargaisons de plus de 2,5 millions de tonnes. Il a également délivré des documents à plus de 30 000 gens de mer issus de nombreuses nationalités.¹²⁶ Les ports d'immatriculation sont Basseterre (Saint-Kitts) et Charlestown (Nevis). Le Directeur du Registre international de la marine marchande et des gens de mer est seul habilité pour l'immatriculation des navires et des marins de Saint-Kitts-et-Nevis. Il supervise la délivrance de tous les documents émis au nom du SKANReg. Il convient de recourir à un agent maritime résident pour l'immatriculation d'un navire auprès du SKANReg. Bien qu'il n'y ait pas de restriction liée à l'âge du navire, les navires en service depuis plus de 20 ans peuvent être inspectés par le SKANReg.

4.96. La Loi sur la marine marchande (Accord du Commonwealth), chapitre 7.05, est le principal texte législatif régissant le transport maritime à Saint-Kitts-et-Nevis. Conformément à cette Loi, aucune limitation à l'immatriculation ne s'applique aux ressortissants étrangers. Cependant, la Loi permet aux personnes morales ou physiques étrangères d'immatriculer un navire en tant que navire sous contrôle national uniquement si elles sont enregistrées ou établies dans le pays. Les personnes suivantes peuvent être propriétaires d'un navire battant pavillon de Saint-Kitts-et-Nevis: les ressortissants de Saint-Kitts-et-Nevis; les ressortissants de la CARICOM résidant dans un État membre de celle-ci si le navire effectue des voyages internationaux; les personnes physiques ou morales associées à des ressortissants de Saint-Kitts-et-Nevis dans une coentreprise de transport maritime; les sociétés établies et ayant leur siège à Saint-Kitts-et-Nevis; et toute autre personne autorisée par le Ministre. La Loi permet aux personnes non admissibles d'immatriculer un navire sous le pavillon de Saint-Kitts-et-Nevis si plus de 51% de la valeur en capital du navire appartient à des personnes pouvant être propriétaires de navires à Saint-Kitts-et-Nevis et si un agent maritime résidant dans le pays est désigné.¹²⁷ Cependant, les navires sous contrôle national ne paient que 50% des droits d'immatriculation auxquels sont soumis les navires étrangers. En outre, un représentant est nécessaire pour l'immatriculation.

4.97. Saint-Kitts-et-Nevis n'impose aucune restriction juridique au cabotage. L'État ne possède pas de cargo, et le transport de ses marchandises n'est pas réservé aux navires battant pavillon national. La nationalité du capitaine, des officiers et des autres membres d'équipage des navires n'est soumise à aucune restriction.

4.98. Parmi les autres textes législatifs sur le transport maritime figurent: la Loi de 2005 sur le transport maritime (modification); le Règlement de 2004 sur la sécurité des navires et des installations portuaires; le Règlement de 2007 sur la navigation (bateaux de plaisance); le Règlement sur le contrôle des navires par l'État du port; le Règlement de 2014 sur la marine marchande (Convention du travail maritime de 2006) (modifications), SRO n° 27 de 2013; et le Règlement de 2014 sur la marine marchande (Convention du travail maritime de 2006) (modifications), SRO n° 14 de 2014

4.99. Des droits et taxes, dont les droits d'immatriculation, la redevance administrative d'immatriculation ainsi que des taxes et droits annuels, sont prélevés sur le transport maritime; ces droits et taxes varient souvent en fonction de la jauge brute du navire. Les navires qui sont la

¹²⁶ Registre maritime international de Saint-Kitts-et-Nevis. Adresse consultée: <https://www.skanregistry.com/en>.

¹²⁷ Loi de 2002 sur la marine marchande, Partie II (articles 3 à 8). Adresse consultée: <https://www.skanregistry.com/en>.

propriété exclusive d'une société de Saint-Kitts-et-Nevis ayant son siège dans la Fédération ou encore d'un ressortissant ou d'un citoyen résidant dans la Fédération ont droit à une réduction de 50% sur les droits d'immatriculation.

4.3.6 Tourisme

4.100. Dans sa liste AGCS, Saint-Kitts-et-Nevis a inscrit des engagements concernant les services hôteliers, qui sont limités aux établissements de plus de 50 chambres, ainsi qu'un engagement total concernant les services de restauration, pour ce qui est de la cuisine ethnique. Il n'a pas contracté d'engagement relativement aux autres activités touristiques.

4.101. Traditionnellement, le tourisme représente, directement et indirectement, une forte proportion du PIB. Bien que l'hôtellerie et la restauration n'aient représenté que 8,1% du PIB en 2019, avant de chuter à seulement 2,9% en 2021 en raison des effets de la pandémie, le tourisme a d'importantes retombées sur la construction, les services de distribution, l'électricité, l'agriculture et la fabrication. Le secteur a été presque paralysé par la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement et autres restrictions qui ont dû être adoptées pour y faire face.

4.102. La valeur ajoutée dans le secteur des services d'hôtellerie et de restauration a baissé de plus de 20% en 2021, reflétant une nouvelle baisse du nombre de visiteurs par rapport à 2020, en partie due aux restrictions en matière de voyages et aux mesures d'endiguement imposées pour contenir la propagation de la COVID-19. Le nombre total d'arrivées de visiteurs a diminué de 59,3%, atteignant 122 609 pendant l'année. Cette évolution a eu des répercussions négatives sur le soutien aux secteurs tels que le transport, le stockage et la communication, ainsi que le commerce de gros et de détail.¹²⁸

4.103. Les arrivées de croisiéristes ont augmenté entre 2015 et 2019; elles ont atteint un niveau record de 1,2 million en 2018 avant de connaître un déclin spectaculaire en 2020 et 2021 en raison de la pandémie de COVID-19. Le nombre total de visiteurs a atteint un niveau record de 1,3 million en 2018.¹²⁹ De même, les dépenses totales des visiteurs ont atteint 528,6 millions de XCD en 2018; elles sont tombées à seulement 77 millions de XCD en 2021 en raison de la pandémie avant de se redresser quelque peu en 2022. Saint-Kitts-et-Nevis a principalement accueilli des touristes originaires des États-Unis (61,1% du total en 2019); viennent ensuite ceux des autres pays des Caraïbes (20,5%), du Royaume-Uni (7,4%) et du Canada (5,4%) (tableau 4.2).

Tableau 4.2 Statistiques relatives au tourisme 2015-2021

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre total de visiteurs	1 033 816	1 054 901	1 192 959	1 297 349	1 181 822	300 665	122 609
Visiteurs de séjour	116 871	115 765	114 854	122 896	120 142	29 695	20 210
États-Unis	70 132	67 805	67 081	74 439	73 355	19 054	14 926
Caraïbes	22 975	23 775	24 062	26 462	24 640	4321	2095
Royaume-Uni	10 046	10 055	9921	8616	8915	2136	1081
Canada	6937	6934	6786	7185	6497	2604	927
Autres pays	6781	7196	7004	6194	6735	1580	1181
Excursionnistes	3 829	3955	3960	4312	4099	1026	455
Croisiéristes	909 107	932 230	1 067 412	1 167 647	1 053 388	267 562	101 897
Passagers de yacht	4009	2951	6733	2494	4193	2382	47
Nombre d'escales de navires de croisière	440	422	523	540	478	167	119
Dépenses totales des visiteurs (millions de XCD)	361,34	374,66	430,99	528,56	509,74	122,92	77,00

Source: Banque centrale des Caraïbes orientales, *Real Sector Statistics – Selected Tourism Statistics*.

Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/statistics/tourisms/comparative-report>.

4.104. L'élaboration et la mise en œuvre de la politique touristique de Saint-Kitts-et-Nevis incombe, au niveau fédéral, au Ministre du tourisme, dont le portefeuille est rattaché au Ministère du tourisme et des transports internationaux. Les activités de commercialisation et de promotion sont menées par l'Office du tourisme de Saint-Kitts et l'Office du tourisme de Nevis, ainsi que par l'Association de

¹²⁸ ECCB (2022), *2021 Annual Economic and Financial Review: Saint Christopher (St Kitts) and Nevis*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/documents/19#>.

¹²⁹ Banque centrale des Caraïbes orientales, *Real Sector Statistics – Selected Tourism Statistics*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/statistics/tourisms/comparative-report>.

l'hôtellerie et du tourisme de Saint-Kitts et l'Association de l'hôtellerie et du tourisme de Nevis, issus du secteur privé.¹³⁰ Le Ministère du tourisme de Nevis s'occupe du développement des produits à Nevis.

4.105. Pour exploiter un hôtel ou une pension, un permis délivré par le Ministère des finances est nécessaire. Saint-Kitts-et-Nevis offre des incitations fiscales pour favoriser la construction et la rénovation d'établissements hôteliers. En vertu de la Loi de 1998 sur l'aide à l'hôtellerie (modification), les personnes qui construisent ou rénovent un hôtel peuvent obtenir une licence permettant d'importer des matériaux de construction et du matériel hôtelier en franchise de droits, ou encore une ristourne de ces droits. Saint-Kitts-et-Nevis accorde également des dégrèvements au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés pour la construction ou l'agrandissement d'hôtels, tels que le prévoit la Loi n° 17 de 1966 et la Loi sur l'aide à l'hôtellerie (modification), chapitre 18.7, telle que modifiée par la Loi n° 19 de 1998. Par ailleurs, des exonérations fiscales sont accordées au cas par cas par le Cabinet à des investisseurs pour la mise en place d'infrastructures, la préférence allant à la construction d'hôtels, de casino et de villas. Aucune information sur les recettes non perçues du fait de ces avantages n'était disponible.

4.106. Saint-Kitts-et-Nevis perçoit une taxe de 12% sur les chambres d'hôtel, qui comprend une TVA de 10% et une taxe d'embellissement de 2%.¹³¹ Une taxe de voyage est perçue sur les billets d'avion et de navire au départ de Saint-Kitts-et-Nevis, à un taux correspondant à 10% du prix du billet (Loi de 1997 sur la taxe de voyage (modification) et Loi de 1981 sur la taxe de voyage).

4.3.7 Autres services offshore

4.107. Deux textes législatifs réglementent spécifiquement les sociétés offshore: la Loi de 1996 sur les sociétés (telle que modifiée) à Saint-Kitts et l'Ordonnance de Nevis de 1984 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée) à Nevis.¹³²

4.108. Les entreprises qui fournissent des services de paris et de jeux depuis Saint-Kitts-et-Nevis doivent s'enregistrer auprès de la Direction des services financiers du Ministère des finances. Ces activités doivent être exclusivement offshore: les ressortissants de Saint-Kitts-et-Nevis ne sont pas autorisés à placer des paris dans le cadre de ces activités.

4.109. L'Ordonnance de Nevis sur les sociétés commerciales régit l'établissement des sociétés offshore généralement appelées "sociétés commerciales internationales". Elle prévoit qu'une société doit être constituée avant d'exercer toute activité commerciale légale. Aux termes de l'Ordonnance, une société commerciale internationale (SCI) doit être constituée en société à Nevis pour exercer des activités; elle doit retenir les services d'un mandataire enregistré qui a son siège à Nevis. Le siège du mandataire peut tenir lieu de siège de la société. Les sociétés constituées en SCI en vertu de l'Ordonnance peuvent recourir à des actionnaires, dirigeants et administrateurs prête-noms, quels que soient leur nationalité et leur lieu de résidence; il n'est pas nécessaire d'inscrire l'identité des actionnaires dans un registre public.

4.110. L'Ordonnance autorise le recours à des actionnaires, des dirigeants et des administrateurs, quels que soient leur nationalité et leur lieu de résidence. Le Secrétaire général peut être une société ou un particulier. Les sociétés peuvent faire office d'administrateur, et des administrateurs suppléants peuvent être désignés. Tous les actionnaires et administrateurs peuvent agir à l'unanimité. Il n'est pas nécessaire de déposer un rapport annuel au registre public de Nevis. Les registres de la société peuvent être tenus n'importe où dans le monde et doivent être facilement accessibles à l'agent enregistré de la société et au représentant de la FSRC à Nevis sur demande. Chaque fois qu'il y a un changement d'actionnaire réel, d'actionnaire, d'administrateur ou de dirigeant, ce changement doit être reflété dans les registres tenus par l'agent enregistré, conformément à l'Ordonnance et au Règlement sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Des contrôles en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de

¹³⁰ Pour obtenir des précisions sur les deux activités de promotion locales du gouvernement, voir les sites <https://www.stkittstourism.kn/>; et <https://www.nevisisland.com>.

¹³¹ Le fondement législatif de la taxe sur les chambres d'hôtel est la Loi n° 16 (modifiée) de 1999 sur l'hôtellerie et la restauration.

¹³² La Loi sur les sociétés (chapitre 21.03) a été modifiée par la Loi de 2004 sur les sociétés (modification), la Loi de 2005 sur les sociétés (modification), la Loi de 2010 sur les sociétés (modification) et la Loi n° 4 de 2011 sur les sociétés (modifications).

financement du terrorisme sont effectués sur place par le représentant de la FSRC à Nevis afin de veiller à ce que les agents enregistrés respectent ces dispositions. Le capital social autorisé d'une société constituée en société commerciale internationale à Nevis peut être libellé dans toute monnaie. Les actions au porteur ne peuvent être émises qu'avec l'approbation du Directeur du Registre des sociétés ou de l'organisme de réglementation. En cas d'approbation, l'agent enregistré doit détenir le certificat d'actions au porteur pour le compte de l'actionnaire réel et tenir un registre de chaque action au porteur.¹³³

4.111. Conformément à l'Ordonnance, une SCI à Nevis peut modifier ses statuts, opérer une fusion ou un regroupement avec une société étrangère ou une autre société de Nevis; l'Ordonnance permet à une entreprise constituée en société dans un autre pays de transférer son siège à Nevis, ainsi que le transfert d'urgence du siège à Nevis avec l'approbation du Directeur du Registre des sociétés.

¹³³ FSRC de Nevis, IBCs. Adresse consultée: <https://www.nevisfsrc.com/services/ibcs/>.

5 APPENDICE – TABLEAUX**Tableau A1. 1 Exportations de marchandises visibles, par section de la CTCI, 2014-2021**

(Millions d'USD et %)

Description	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
(Millions d'USD)								
Exportations totales	56,8	55,4	51,1	50,3	54,2	57,7	52,1	47,2
Exportations	50,2	47,3	39,2	39,4	43,1	43,7	40,7	37,2
Réexportations	6,6	8,1	11,9	10,9	11,1	14,0	11,4	9,9
(% des exportations totales)								
0. Produits alimentaires et animaux vivants	2,8	1,9	3,0	2,8	3,7	1,7	2,5	4,0
1. Boissons et tabacs	5,8	8,0	5,0	4,4	5,3	5,6	5,8	8,5
2. Matières brutes non comestibles à l'exception des carburants	0,1	0,0	0,0	0,2	0,5	0,0	0,2	0,4
3. Combustibles et minéraux et produits connexes	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
4. Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Produits chimiques et produits connexes	0,1	0,2	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2
6. Articles manufacturés	0,8	0,7	3,1	5,2	4,7	5,0	1,1	0,7
7. Machines et matériel de transport	77,3	75,6	73,6	72,1	67,8	72,3	79,3	73,9
8. Articles manufacturés divers	10,9	10,2	13,3	13,7	16,0	12,2	9,6	8,6
9. Articles et opérations non classés ailleurs dans la CTCI	2,1	3,3	1,8	1,0	1,8	2,9	1,5	3,7

Source: Banque centrale des Caraïbes orientales (ECCB), *Real Sector Statistics-Selected Visible Trade Statistics*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/statistics/trades/country-report>.

Tableau A1. 2 Importations de marchandises visibles, par section de la CTCI, 2014-2021

(Millions d'USD et %)

Description	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
(Millions d'USD)								
Importations totales	268,4	296,9	333,3	308,9	334,5	338,1	271,5	259,7
(% des exportations totales)								
0. Produits alimentaires et animaux vivants	17,6	17,2	21,0	21,5	21,2	20,1	24,0	23,4
1. Boissons et tabacs	3,1	3,8	3,6	3,5	3,8	4,0	3,2	3,1
2. Matières brutes non comestibles à l'exception des carburants	2,5	2,7	2,3	2,4	2,6	2,6	2,8	1,9
3. Combustibles et minéraux et produits connexes	0,6	3,2	0,6	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6
4. Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5
5. Produits chimiques et produits connexes	7,9	7,0	8,5	8,2	7,9	8,2	9,9	11,3
6. Articles manufacturés	18,1	16,6	18,8	16,7	17,3	16,5	15,5	16,6
7. Machines et matériel de transport	30,1	26,5	27,5	26,0	25,4	25,3	26,0	28,3
8. Articles manufacturés divers	19,7	22,2	17,4	20,6	20,4	22,1	17,5	14,2
9. Articles et opérations non classés ailleurs dans la CTCI	0,2	0,6	0,0	0,1	0,3	0,3	0,1	0,2

Source: Banque centrale des Caraïbes orientales (ECCB), *Real Sector Statistics-Selected Visible Trade Statistics*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/statistics/trades/country-report>.

Tableau A1. 3 Exportations et réexportations de marchandises, par section de la CTCI, 2014-2021

(Millions d'USD et %)

Description	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations totales	56,8	55,4	51,1	50,3	54,2	57,7	52,1	47,2
Exportations	50,2	47,3	39,2	39,4	43,1	43,7	40,7	37,2
Réexportations	6,6	8,1	11,9	10,9	11,1	14,0	11,4	9,9
(% des importations)								
0 Produits alimentaires et animaux vivants	2,8	1,9	3,0	2,8	3,7	1,7	2,5	4,0
1 Boissons et tabacs	5,8	8,0	5,0	4,4	5,3	5,6	5,8	8,5
2 Matières brutes non comestibles à l'exception des carburants	0,1	0,0	0,0	0,2	0,5	0,0	0,2	0,4
3 Combustibles et minéraux et produits connexes	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
4 Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5 Produits chimiques et produits connexes	0,1	0,2	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2
6 Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	0,8	0,7	3,1	5,2	4,7	5,0	1,1	0,7
7 Machines et matériel de transport	77,3	75,6	73,6	72,1	67,8	72,3	79,3	73,9
8 Articles manufacturés divers	10,9	10,2	13,3	13,7	16,0	12,2	9,6	8,6
9 Articles et opérations non classés ailleurs dans la CTCI	2,1	3,3	1,8	1,0	1,8	2,9	1,5	3,7

Source: Banque centrale des Caraïbes orientales (ECCB), *Real Sector Statistics-Selected Visible Trade Statistics*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/statistics/trades/country-report>.

Tableau A1. 4 Importations de marchandises, par section de la CTCI, 2014-2021

(Millions d'USD et %)

Description	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Importations totales	268,4	296,9	333,3	308,9	334,5	338,1	271,5	259,7
	(% des importations)							
0 Produits alimentaires et animaux vivants	17,6	17,2	21,0	21,5	21,2	20,1	24,0	23,4
1 Boissons et tabacs	3,1	3,8	3,6	3,5	3,8	4,0	3,2	3,1
2 Matières brutes non comestibles à l'exception des carburants	2,5	2,7	2,3	2,4	2,6	2,6	2,8	1,9
3 Combustibles et minéraux et produits connexes	0,6	3,2	0,6	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6
4 Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5
5 Produits chimiques et produits connexes	7,9	7,0	8,5	8,2	7,9	8,2	9,9	11,3
6 Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	18,1	16,6	18,8	16,7	17,3	16,5	15,5	16,6
7 Machines et matériel de transport	30,1	26,5	27,5	26,0	25,4	25,3	26,0	28,3
8 Articles manufacturés divers	19,7	22,2	17,4	20,6	20,4	22,1	17,5	14,2
9 Articles et opérations non classés ailleurs dans la CTCI	0,2	0,6	0,0	0,1	0,3	0,3	0,1	0,2

Source: Banque centrale des Caraïbes orientales (ECCB), *Real Sector Statistics-Selected Visible Trade Statistics*. Adresse consultée: <https://www.eccb-centralbank.org/statistics/trades/country-report>.